

4 octobre 2019

(19-6457)

Page: 1/60

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2  
DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Addendum*

La communication ci-après, datée du 20 septembre 2019 et adressée par la délégation des États-Unis d'Amérique, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/28).

---

<b>1 INTRODUCTION .....</b>	<b>2</b>
<b>2 PROGRAMMES GÉNÉRAUX DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, INCITATIONS ET PARTENARIATS.....</b>	<b>2</b>
<b>3 PROGRAMMES ÉDUCATIFS ET UNIVERSITAIRES .....</b>	<b>10</b>
<b>4 PROGRAMMES COMMERCIAUX ET JURIDIQUES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS.....</b>	<b>14</b>
<b>5 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE PROTECTION ET DE RESPECT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (DPI).....</b>	<b>15</b>
<b>6 POLITIQUE EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET INCITATIONS.....</b>	<b>21</b>
<b>7 PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ET INCITATIONS UTILISANT DES MODÈLES DU SECTEUR PRIVÉ .....</b>	<b>25</b>
<b>8 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AINSI QU'À LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....</b>	<b>28</b>
<b>9 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE.....</b>	<b>37</b>
<b>10 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>41</b>
<b>11 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS À LA SANTÉ.....</b>	<b>46</b>
<b>12 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA MAIN D'ŒUVRE .....</b>	<b>58</b>
<b>13 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU TRANSPORT .....</b>	<b>60</b>

## 1 INTRODUCTION

1. Les États-Unis se sont engagés à améliorer continuellement leurs activités relevant de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC et à présenter des rapports sur ces activités, conformément aux directives établies dans la Décision du Conseil des ADPIC du 20 février 2003 (IP/C/28). En vertu de cette décision, les pays développés Membres présenteront des rapports annuels aux pays les moins avancés (PMA) Membres sur les mesures qu'ils ont prises ou envisagent de prendre conformément aux engagements contractés par les pays développés en vertu de l'article 66:2 d'offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les PMA Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable. Le financement de ces activités et collaborations multidimensionnelles par le gouvernement des États-Unis constitue une incitation pour les nombreux partenaires des États-Unis et leurs institutions qui travaillent avec des PMA bénéficiaires à promouvoir, à encourager et à rendre possible le transfert de technologie.

2. Les programmes en matière de propriété intellectuelle, de capacité commerciale, de formation, d'aide au développement, d'éducation, de financement, d'entrepreneuriat et d'infrastructure qui sont décrits dans le présent rapport font partie intégrante des efforts déployés par les États-Unis afin d'aider les PMA à créer les conditions nécessaires au transfert effectif et volontaire de technologie vers les PMA Membres. S'il est impossible de faire état de toutes les activités qui incitent, directement ou indirectement, les entreprises et institutions à promouvoir et à encourager le transfert de technologie, le présent rapport tente pour sa part de décrire les activités et programmes les plus saillants et à rendre compte de l'ampleur et de l'intensité des efforts déployés par les États-Unis.

3. Pour le gouvernement des États-Unis, il est très important d'offrir des incitations pour aider les PMA à bénéficier du transfert de technologie. Pour réaliser cet objectif, il s'emploie, en collaboration avec de nombreux organismes publics nationaux et régionaux et organisations chargées de la propriété intellectuelle, comme l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), à encourager les PMA à améliorer le fonctionnement et l'utilisation de leur système de propriété intellectuelle pour soutenir le développement économique, social et culturel. Notre objectif est d'aider les PMA à créer un environnement qui attire et soutient les technologies répondant aux besoins locaux et qui sont reconnues dans les marchés nationaux. Renforcer la protection de la propriété intellectuelle est essentiel à la promotion du transfert de technologie.

4. Une grande partie des travaux de recherche qui sont menés par des laboratoires gérés par l'administration fédérale et des centres de recherche-développement (R&D) financés par le budget fédéral donne lieu à des inventions ou à des découvertes qui permettent de développer de nouvelles technologies et de nouveaux procédés. La commercialisation de ces résultats peut générer des avantages économiques et sociaux et augmenter ainsi la rentabilité de l'investissement dans la R&D financée par le budget fédéral.

5. Les États-Unis continuent d'être convaincus que la mise en œuvre effective de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC requiert un dialogue constructif entre les pays développés et les PMA Membres si l'on veut que les incitations répondent au mieux aux intérêts et aux besoins identifiés par les PMA Membres eux-mêmes en matière de transfert de technologie. Les États-Unis soutiennent les efforts fournis par le Conseil des ADPIC, le Secrétariat et les États Membres pour organiser des discussions entre ces derniers concernant la mise en œuvre de l'article 66:2. Les États-Unis ont pris note des discussions antérieures sur l'utilisation des points focaux concernant les rapports relatifs à la mise en œuvre de l'article 66:2. Les points focaux des PMA pourraient contribuer utilement à la diffusion des renseignements contenus dans les rapports relatifs à la mise en œuvre de l'article 66:2 sur les programmes de transfert de technologie et leur efficacité auprès d'un public plus large, ce qui permettrait de mieux mettre à profit les projets de transfert de technologie sur leur territoire. Les États-Unis étaient toujours disposés à rencontrer les Membres intéressés pour discuter des moyens de faire en sorte que leurs programmes et rapports soient aussi utiles que possible.

## 2 PROGRAMMES GÉNÉRAUX DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, INCITATIONS ET PARTENARIATS

6. Le Programme de gestion du Président pour 2018 (<https://www.performance.gov/PMA/PMA.html>) établit, entre autres objectifs prioritaires interinstitutions, celui d'améliorer le transfert de technologies financées par le budget fédéral du laboratoire au marché (Lab-to-Market).

7. De même, en vertu de la Loi Bayh-Dole de 1980, le Congrès des États-Unis a décidé que les inventions résultant d'activités de recherche financées par le budget fédéral devaient être utilisées pour en faciliter la commercialisation et l'accès public moyennant des applications concrètes. Les laboratoires américains s'associent souvent à des organisations externes pour mener des activités conjointes en matière de recherche-développement.

## **2.1 Activités de recherche-développement soutenues par le gouvernement fédéral**

8. Les initiatives fédérales en matière de transfert de technologie sont réalisées en tenant compte de l'objectif prioritaire susmentionné (améliorer le transfert de technologies financées par le budget fédéral du laboratoire au marché (Lab-to-Market)). Les nouveaux programmes simplifieront le transfert de technologie et accéléreront le rythme de commercialisation des travaux de recherche financés par le budget fédéral. Les stratégies suivies sont les suivantes:

- identifier les obstacles réglementaires au transfert de technologie ainsi que les améliorations d'ordre administratif qui pourraient être apportées aux politiques et pratiques de l'administration fédérale en la matière;
- renforcer la collaboration avec les experts en développement technologique et les investisseurs du secteur privé;
- créer un vivier de spécialistes en matière de R&D mû par l'esprit d'entreprise;
- soutenir la création d'outils et de services innovants pour le transfert de technologie; et
- mieux comprendre les tendances scientifiques et technologiques des systèmes de référence mondiaux (voir [https://www.performance.gov/CAP/CAP\\_goal\\_14.html](https://www.performance.gov/CAP/CAP_goal_14.html)).

9. Le groupe de travail Lab-to-Market du Conseil national des sciences et de la technologie (NSTC) coordonne les initiatives relatives au transfert de technologie qui sont financées par le budget fédéral. Des organismes fédéraux mettent en œuvre ces initiatives, qui portent sur des domaines tels que le développement du capital humain et l'innovation dans les petites entreprises. Chaque année, l'Institut national des normes et de la technologie établit un rapport qui résume les efforts menés par l'ensemble des administrations publiques en matière de transfert de technologie. Ce rapport peut être consulté à l'adresse suivante: "<https://www.nist.gov/tpo/federal-laboratory-interagency-technology-transfer-summary-reports>".

### **2.1.1 Consortium des laboratoires fédéraux pour le transfert de technologie**

10. Le transfert de technologie est le plus efficace lorsque c'est l'entité qui va l'utiliser qui en fait la demande. Le Consortium des laboratoires fédéraux pour le transfert de technologie (FLC) joue un rôle essentiel en ce qu'il fournit des renseignements sur les technologies pouvant être cédées sous licence et sur les laboratoires disposés à établir des liens de collaboration et de partenariat. Le FLC est un réseau national composé de quelque 300 laboratoires et centres fédéraux américains, qui établit des passerelles entre les technologies et l'expertise des laboratoires et les marchés (voir <https://www.federallabs.org/>). Il encourage la coopération technique entre les laboratoires fédéraux et les entreprises, grandes ou petites, les universités et les organismes fédéraux, des États, et des administrations locales. Il collabore avec les organisations qui promeuvent la coopération technique et s'emploie à améliorer l'efficacité du transfert de technologie en misant sur la formation, la reconnaissance, les subventions et l'évaluation. Le FLC encourage également le transfert de technologie et, par l'intermédiaire des laboratoires membres du réseau, recherche des partenaires dans le monde entier. Il propose tout un éventail d'outils tels que la possibilité de rechercher des technologies de laboratoire disponibles, de localiser des experts et des installations de laboratoire spécifiques et de trouver les mécanismes de partenariat pouvant être proposés à différents organismes. Les informations sur la trousse à outils du FLC peuvent être consultées à l'adresse suivante: <https://www.federallabs.org/node/567>.

### **2.1.2 Partenariats pour une mobilisation accrue en faveur de la recherche**

11. Le Programme Partenariats pour une mobilisation accrue en faveur de la recherche (PEER) fournit un appui direct aux scientifiques des pays dans lesquels l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est présente en accordant des subventions de recherche pouvant atteindre 300 000 USD. Les organismes scientifiques américains, tels que l'Administration

nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA), l'Institut national de l'alimentation et de l'agriculture (NIFA), les Instituts nationaux de la santé (NIH), la Fondation nationale pour la science (NSF), l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), la Smithsonian Institution, le Service des forêts des États-Unis (USFS), le Service de recherche agricole du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), le Service géologique des États-Unis (USGS), National Instruments, General Electric et des universités et instituts de recherche du monde entier ont établi des partenariats avec des scientifiques de pays en développement grâce aux subventions accordées dans le cadre du Programme PEER. Depuis son lancement, en 2011, celui-ci a permis de soutenir plus de 280 projets dans 50 pays grâce à un investissement de l'USAID de plus de 55 millions d'USD. Le Programme PEER vise à renforcer les capacités des institutions de recherche et des scientifiques locaux à consolider les partenariats de recherche à l'échelle mondiale et à favoriser la transposition des données et des éléments probants sous forme de politiques.

#### **2.1.2.1 Projet du programme PEER: Fournir des prévisions immédiates et à terme du rendement des cultures – Ouganda**

12. Plusieurs projets menés dans le cadre du Programme PEER utilisent des technologies numériques de pointe afin d'encourager des pratiques agricoles intelligentes face au climat. Par exemple, en Ouganda, l'Université Makerere s'est associée à l'Université de l'État de la Californie (baie de Monterey) et au Centre de recherche Ames de la NASA (sciences de la terre et technologie) pour établir et fournir des prévisions du rendement des récoltes aux exploitants d'Afrique subsaharienne. Ces prévisions seront fondées sur des données satellitaires et des modélisations avancées des récoltes. La plate-forme CropWIS a été mise au point en 2019 et l'application mobile pour smartphone peut désormais être téléchargée sous Android à l'adresse suivante: <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.gfd.cropwis&hl=en>. Les équipes de recherche ont commencé à former les utilisateurs finaux, le personnel universitaire, les étudiants et les agents de vulgarisation en Ouganda et en Zambie. Le chef de projet a indiqué que l'application pour téléphone mobile CropWIS, mise au point dans le cadre du projet, suscite un certain intérêt et sera utilisée comme plate-forme d'alerte rapide pour le système d'information sur la santé des cultures et la sécheresse par le Ministère de l'agriculture, l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) et le Cabinet du Premier Ministre.

13. Au cours du prochain trimestre, le chef de projet et son équipe prévoient d'élargir l'utilisation de la plate-forme grâce à des formations qui seront menées à l'échelle nationale en Ouganda et en Zambie à l'intention des agriculteurs afin de les former à la sélection de données de prévision immédiate et de prévision dans une optique décisionnelle, en prévision de l'atelier national de sensibilisation aux risques climatiques et aux informations d'alerte rapide. Ils prévoient également de réaliser des activités pour renforcer les capacités des élèves des écoles pratiques d'agriculture à l'échelle communautaire et du personnel en matière d'accès et d'utilisation du système quotidien d'alerte rapide pour la planification agricole.

#### **2.1.2.2 Projet du Programme PEER: Optimisation de l'administration de la chimioprévention du paludisme saisonnier (CPS) et de ses effets sur l'acquisition de l'immunité contre le paludisme – Mali**

14. À la faveur d'une subvention du Programme PEER, un chercheur à Bamako étudie comment optimiser l'administration de la chimioprévention du paludisme saisonnier (CPS), un protocole recommandé par l'Organisation mondiale de la santé pour prévenir le paludisme chez les enfants de moins de cinq ans, dans l'ensemble du Mali. En réalisant une série de contrôles aléatoires avec le soutien du Programme PEER et des Instituts nationaux de la santé des États-Unis, il a démontré que la méthode du porte à porte pour l'administration du traitement permettait d'accroître la couverture antipaludique de 14%, comparée à son administration dans un point fixe. Il a, en outre, identifié les modes efficaces d'administration de la CPS et le nombre optimal de doses. Les résultats de cette recherche contribuent directement à l'élargissement d'une campagne menée par le gouvernement malien en matière de CPS dans le cadre du Programme national de lutte contre le paludisme, qui est étroitement liée à l'Initiative du Président contre le paludisme. L'équipe, qui travaille main dans la main avec le gouvernement malien pendant le déploiement de la campagne de CPS au cours de l'exercice 2019/20, continue parallèlement d'étudier l'impact de la campagne sur la production d'anticorps afin de déterminer si elle prévient la progression normale de la protection immunitaire innée induite par une exposition constante au paludisme. L'équipe a également établi de nouvelles collaborations avec l'entreprise Sanaria pour tester le vaccin antipaludique PfSPZ au Mali.

### **2.1.2.3 Projet du Programme PEER: Technologies abordables pour le dépistage du cancer du col de l'utérus – Mozambique**

15. L'Hôpital central de Maputo, en collaboration avec le MD Anderson Cancer Center de l'Université du Texas, l'Université Eduardo Mondlane, l'Université Rice et l'Organisation internationale pour les services en matière de population, promeut et teste des technologies abordables pour le dépistage du cancer du col de l'utérus dans les pays à faible revenu afin d'améliorer la détection précoce du cancer du col de l'utérus. Le projet vise à dépister le cancer du col de l'utérus chez 2 000 femmes à l'aide d'un nouveau test de dépistage du papillomavirus humain mis au point par l'Université Rice et utilisé dans les centres de soin dans le cadre des programmes actuels de prévention du cancer du col de l'utérus et de planification familiale librement consentie.

### **2.1.2.4 Projet du Programme PEER: Cartographie ouverte du Népal**

16. Les possibilités d'encourager des volontaires à cartographier de façon numérique des parties du monde qui ne l'ont pas été jusqu'ici (Goodchild, 2007) sont immenses. Le Népal possède l'une des communautés de cartographie ouverte les plus actives du monde et a tiré parti de cette capacité pour mieux réagir face aux catastrophes naturelles, comme au séisme de 2015. Le laboratoire soutient les travaux de recherche concernant la meilleure façon d'encourager et d'étendre la cartographie ouverte au Népal dans la période postérieure au tremblement de terre grâce à un partenariat entre une ONG népalaise, Kathmandu Living Labs, et des chercheurs soutenus par la National Science Foundation de l'Université de Colorado-Boulder.

17. Bien que la cartographie ouverte ait largement contribué aux efforts de secours pendant le tremblement de terre, l'ONG locale Kathmandu Living Labs (KLL) a reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire pour soutenir la cartographie ouverte au Népal. L'on ignorait comment inciter les populations locales à participer aux efforts de cartographie du pays et les fidéliser, et l'infrastructure népalaise de données géospatiales était lacunaire. Grâce à la recherche orientée vers l'action soutenue par le PEER et à l'expertise de l'Université de Colorado-Boulder sur l'utilisation des médias sociaux en temps de crise, KLL a mis au point un dispositif pour sensibiliser, inciter, former et faire participer les bénévoles, en particulier les jeunes, au processus de cartographie ouverte. L'équipe inclut également la cartographie ouverte dans les programmes d'études universitaires et collabore avec le gouvernement népalais afin que les jeunes de la région participent à ce processus.

### **2.1.3 Mettre un terme au trafic d'espèces sauvages – Programme de lutte contre le braconnage du Bureau des affaires africaines du Département d'État, Service d'assistance à la sécurité – Tanzanie**

18. Dans le cadre de la Stratégie tanzanienne de lutte contre le trafic d'espèces sauvages élaborée par l'Ambassade des États-Unis en Tanzanie, ce programme financé par l'État et le programme d'opérations de maintien de la paix vise à appuyer le gouvernement tanzanien dans ses efforts de prévention, de dissuasion et de lutte contre le braconnage en augmentant la mobilité, en améliorant les infrastructures, en renforçant la maîtrise et le contrôle et en améliorant les compétences techniques des gardes forestiers. En 2018, le gouvernement américain a financé la formation et l'équipement en outils de télécommunication de toutes les antennes et unités travaillant dans les réserves de l'Office tanzanien de la faune et de la flore sauvages (TAWA); les gardes forestiers du TAWA travaillant dans les réserves peuvent ainsi pour la première fois communiquer entre eux et contacter le siège du TAWA. Par exemple, la Réserve zoologique de Rungwa est désormais entièrement équipée et dispose de sept stations de base, de neuf radios mobiles, de onze appareils radio portables, de deux unités de liaison air-sol et de radios multifréquences. Le taux de couverture radio dans la réserve est de 99% et le taux de réponse des patrouilles de 95%. L'évaluation des télécommunications réalisée du 1<sup>er</sup> au 8 juillet 2019, conjointement par l'Ambassade des États-Unis et le TAWA de Dar es-Salaam a mesuré l'interopérabilité et le fonctionnement des systèmes de télécommunication actuels du TAWA afin d'identifier les besoins et d'y répondre.

### **2.1.4 Plate-forme mondiale d'échange sur les innovations**

19. La Plate-forme mondiale d'échange sur les innovations, programme de l'USAID lancé en 2015, est une plate-forme numérique qui permet aux innovateurs, aux donateurs, aux universitaires et au secteur privé de se familiariser avec les dispositifs, les données, les technologies, les méthodes, les procédés et les possibilités de financement innovants.

20. Pendant l'exercice 2019, la Plate-forme a enregistré un nouveau record, avec 11 000 innovations et plus de 1 000 possibilités de financement pour un montant cumulé supérieur à 1 milliard d'USD. Les innovations présentées sur la Plate-forme concernent 13 secteurs de développement mondial et 24 thèmes transversaux dans plus de 137 pays à revenu faible et à revenu intermédiaire. Pour garantir la qualité des données, la Plate-forme mondiale d'échange sur les innovations a lancé un programme de partenariat avec les bailleurs de fonds et d'autres acteurs de l'écosystème de l'innovation pour identifier et "vérifier" les innovations sur la base des financements ou d'autres agréments qui leur ont été accordés. Avec ces partenaires, ou entités spécialistes des données, la Plate-forme a vérifié plus de 45% des innovations qui y sont enregistrées, ce qui a permis de mettre en lumière les plus prometteuses. La Plate-forme est aussi de plus en plus utilisée de manières diverses par les bailleurs de fonds et d'autres acteurs de l'écosystème de l'innovation, notamment pour identifier et rechercher des innovations par le biais du service Recherche des innovations, cartographier l'écosystème de l'innovation et suivre l'évolution du portefeuille d'innovations grâce au menu "Réalizations".

21. La Plate-forme soutient également plusieurs programmes de l'USAID, comme l'initiative Nourrir le futur (Feed the Future – FTF) du Bureau de la sécurité alimentaire, en permettant au programme FTF de présenter son portefeuille d'innovations prêtes à être transférées et d'accélérer l'innovation. D'autres organismes internationaux de développement importants utilisent la Plate-forme mondiale d'échange sur les innovations pour dynamiser leurs initiatives et améliorer le processus d'innovation. L'Alliance pour l'innovation dans le développement international utilise, par exemple, la Plate-forme pour encourager les demandes d'adhésion au Million Lives Club.

22. Comme cela a été souligné dans le rapport sur le panorama mondial pour le développement publié par la Plate-forme mondiale en juin 2019, les innovations des pays les moins avancés sont largement représentées sur la Plate-forme. L'Ouganda se classe ainsi au troisième rang des pays totalisant le plus grand nombre d'innovations parmi tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Les possibilités de financement offertes sur la Plate-forme sont également ouvertes aux PMA, cinq des dix pays à faible revenu et à revenu intermédiaire recevant le plus de subventions étant des PMA (Tanzanie, Ouganda, Mozambique, Rwanda, Malawi). Parmi les écosystèmes régionaux de l'innovation, les PMA sont bien représentés dans la liste des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire; par exemple, le Bangladesh est classé deuxième dans l'écosystème de l'innovation dans la région Asie-Pacifique et Haïti occupe le premier rang en Amérique latine et dans les Caraïbes.

### **2.1.5 Découverte et mise à l'essai de nouvelles innovations**

23. Trouver de nouvelles idées d'innovations, recueillir des éléments permettant de démontrer leur efficacité et aider à attirer de nouveaux investissements contribuent à faire connaître les solutions aux problèmes de développement à un plus grand nombre de personnes, et ce plus rapidement et plus durablement. Le Laboratoire mondial de développement des États-Unis se veut un pôle d'innovation. En collaboration avec l'USAID et nos partenaires externes, il remplit une double mission: 1) réaliser des avancées innovantes axées sur le développement en obtenant, en mettant à l'essai et en généralisant des solutions éprouvées pour atteindre des centaines de millions de personnes; et 2) accélérer la transformation des activités de développement en faisant du développement l'affaire de tous ceux qui ont de bonnes idées, en promouvant de nouveaux partenariats et en renforçant les partenariats existants, en présentant des données et des éléments probants et en mettant à profit les progrès scientifiques et technologiques.

24. Le Laboratoire suit deux approches pour identifier les innovations prometteuses qui sont ensuite testées de manière rigoureuse, reproduites et appliquées à grande échelle pour en étudier l'impact à l'échelle mondiale. La première approche – l'innovation ouverte – fait intervenir le Programme de financement des innovations axées sur le développement (DIV), qui comporte un programme de subventions auquel peuvent participer toute l'année quasiment toutes les personnes ou organisations qui travaillent dans les secteurs ou dans les pays où l'USAID est présente. Les subventions sont accordées sur la base du rapport coût-efficacité des innovations, des données attestant de leur impact et de leur transposition éventuelle à plus grande échelle. La déclaration annuelle sur le programme de financement des innovations axées sur le développement pour l'exercice budgétaire 2018/19 a également établi une catégorie distincte de subventions fondées sur des données probantes, utilisées pour la recherche et l'évaluation des pratiques et innovations en matière de développement. La deuxième approche – l'innovation dirigée – consiste à trouver des solutions à des problèmes spécifiques, tels que la diffusion de solutions agricoles économes en eau,



l'accélération de l'accès à l'énergie hors réseau en Afrique subsaharienne et le soutien à l'aide humanitaire dans les situations d'urgence complexes. Le Programme d'innovation et de mise à l'essai des découvertes du Laboratoire de l'USAID vise expressément à mobiliser les innovateurs locaux. En 2018, par le biais du Programme, de l'initiative "Les grands défis pour le développement" et d'autres, le Laboratoire a soutenu plus de 1 100 innovations liées au développement.

## **2.2 Accords en matière de science et de technologie**

25. Les États-Unis utilisent les accords en matière de science et de technologie comme un cadre favorable à une collaboration internationale accrue qui facilite la coopération entre les organismes spécialisés américains et leurs homologues étrangers dans des domaines tels que la santé publique, l'aménagement des bassins hydrographiques, l'agriculture, la protection de l'environnement et de la biodiversité, la biotechnologie, les sciences de la terre, les sciences de la mer et les énergies de substitution. Ces accords soutiennent les relations qui renforcent les systèmes d'éducation scientifique, consolident les capacités institutionnelles et humaines, et assurent une meilleure reconnaissance de l'innovation et du rôle de celle-ci dans le transfert et la commercialisation de technologie. Les États-Unis soutiennent les programmes qui renforcent la capacité institutionnelle à traduire les résultats des travaux de recherche en activités commerciales, tout en améliorant la capacité des individus à accéder au marché du travail (voir "<https://www.state.gov/key-topics-office-of-science-and-technology-cooperation/>"). Grâce à ces efforts, les organismes scientifiques et techniques des États-Unis et leurs homologues favorisent la croissance économique et la création d'emplois.

## **2.3 Programmes de développement de l'entrepreneuriat**

26. Le Sommet mondial de l'entrepreneuriat offre une occasion unique au gouvernement des États-Unis de promouvoir à l'échelle mondiale la prospérité économique et les innovations. Piloté par le gouvernement, cet événement rassemble des entrepreneurs, des investisseurs, des formateurs et des représentants des entreprises incarnant pleinement l'esprit d'entreprise qui anime divers milieux aux États-Unis, mais pas seulement, dont dans les pays en développement. Le Sommet mondial de l'entrepreneuriat s'est réuni à La Haye, aux Pays-Bas, en juin et a accueilli plus de 2 100 participants, dont plus de 1 000 entrepreneurs originaires de 142 pays et plus de 350 investisseurs. Le programme du Sommet comprenait plus de 50 ateliers organisés sur le thème "L'avenir maintenant" afin de souligner le rôle que l'innovation joue aujourd'hui pour résoudre les problèmes de demain. Les Sommets précédents ont eu lieu deux fois aux États-Unis, en Turquie, aux Émirats arabes unis, en Malaisie, au Maroc, au Kenya, et en Inde. Plus de 23 000 personnes ont participé aux neuf éditions du Sommet.

## **2.4 Programmes régionaux**

### **2.4.1 Infrastructures "intelligentes" pour le Mékong (SIM) – Initiative en faveur du bassin inférieur du Mékong**

27. Créé en juillet 2013, le programme "Infrastructures intelligentes pour le Mékong – SIM" offre aux gouvernements qui participent à l'Initiative en faveur du bassin inférieur (LMI) divers services (conseils techniques, renforcement des capacités et soutien) liés à l'aménagement d'infrastructures climatiquement ingénieuses, respectueuses de l'environnement et socialement équitables, au développement d'énergies propres et à l'utilisation des terres et des ressources en eau en vue d'assurer une gestion durable du Mékong. En vertu d'un accord concernant plusieurs organismes du gouvernement des États-Unis, le programme SIM peut consulter certains des meilleurs ingénieurs, scientifiques, experts techniques et spécialistes des politiques pour réaliser ces activités.

#### **2.4.1.1 Renforcement des capacités relatives à l'approche "Une seule santé" dans le bassin inférieur du Mékong – Myanmar, Thaïlande, RDP lao, Cambodge et Viet Nam**

28. Dans le cadre de l'Initiative en faveur du bassin inférieur du Mékong (LMI), le Département d'État des États-Unis a soutenu un programme d'échange d'informations qui a permis, en octobre 2018, à 13 scientifiques et praticiens du Myanmar, de la Thaïlande, de la RDP lao et du Cambodge, de se rendre à Houston, au Texas et à Miami, en Floride. Cela a permis l'échange de connaissances spécialisées et techniques sur les maladies à transmission vectorielle (comme par exemple la dengue, le virus Zika, et le Virus du Nil occidental).

29. La feuille de route du groupe a mis l'accent sur trois défis communs: 1) encourager la coopération entre les responsables de la gestion de l'environnement, de la santé publique et des soins de santé; 2) renforcer les activités de sensibilisation publique auprès des communautés touchées; 3) intégrer les technologies et les approches innovantes pour modéliser, surveiller et contrôler les moustiques vecteurs. Le gouvernement et les administrations locales sont souvent les mieux placés pour réfléchir aux moyens de relever ces défis et comprendre comment les programmes fonctionnent. Le groupe de scientifiques et de praticiens a également rencontré des partenaires communautaires et universitaires dans chacune des deux villes.

30. Des connaissances spécialisées et techniques ont été échangées sur les thèmes ci-après:

- distribution de filets antimoustiques et d'une liste des sites de surveillance et utilisation des données afin de contrôler efficacement les moustiques;
- élaboration et diffusion d'outils d'information publique multilingues basés sur des données scientifiques;
- mise à l'essai de nouvelles techniques de contrôle des moustiques, y compris des dispositifs "intelligents" (Internet des objets) ainsi que de techniques biologiques, chimiques et génétiques pour contrôler les populations de moustiques; et
- mise au point de méthodes rigoureuses pour tester l'efficacité des techniques innovantes.

31. Les résultats de cette initiative ont été mis à profit pour encadrer et dynamiser la LMI réalisée en juillet 2019 à Vientiane, dans la RDP lao, au bénéfice de jeunes scientifiques. Le programme, auquel ont participé 33 étudiants et jeunes professionnels du Myanmar, de la Thaïlande, de la RDP lao, du Cambodge et du Viet Nam, a fait appel à des participants du Programme d'échange d'informations de 2018 qui sont intervenus en tant qu'orateurs et mentors. L'objectif était de fournir un enseignement et d'encourager les participants à mettre au point des outils informatiques pour soutenir la lutte contre les maladies à transmission vectorielle dans la région. Cela a, en outre, permis aux participants d'acquérir des connaissances en matière d'idéation, de conceptualisation, de travail en équipe et de création de prototypes. Une équipe recevra une subvention d'amorçage lors d'une conférence qui se tiendra en 2020 afin de lui permettre de poursuivre la réalisation d'un prototype.

32. Les évaluations montrent que le programme a fait l'objet d'un fort niveau de satisfaction. Chaque semaine, la pertinence du contenu a été jugée "satisfaisante" par au moins 75% des participants; plusieurs des modules individuels ont été considérés "satisfaisants" par plus de 95% des participants.

### **Une universitaire salue la LMI**

33. Une étudiante lao en épidémiologie de la Michigan State University a fait part de son expérience à l'issue de son voyage d'étude mémorable à Savannakhet: "Je travaille dans le domaine de la santé publique et mes travaux ont justement porté sur la vaccination. Je n'imaginais pas du tout la gravité de l'épidémie de dengue dans la RDP lao avant de participer au programme. La LMI m'a sensibilisée à des questions très importantes, comme le contrôle et la prévention des maladies à transmission vectorielle. J'ai rencontré de brillants entomologistes cambodgiens, qui m'ont appris à détecter les moustiques. J'ai également rencontré un mathématicien originaire de Thaïlande qui m'a formée à l'apprentissage automatique.

## **2.5 Projets nationaux**

### **2.5.1 Plate-forme de communications mobiles mHero pour le personnel de santé – Libéria**

34. L'USAID coopère avec le Ministère libérien de la santé pour améliorer la capacité de ce dernier de communiquer des renseignements prioritaires au personnel de santé qui intervient en première ligne et de recevoir des informations en retour du personnel de santé sur les questions qui nécessitent une attention prioritaire ainsi que sur les épidémies. Pendant l'épidémie d'Ebola, la communication était un problème majeur. Pour le surmonter, l'USAID a travaillé avec le Ministère de la santé afin d'intégrer une plate-forme de messages texte, mHero, dans les systèmes d'information sanitaire existants. Le Ministère peut ainsi transmettre des informations en quelques minutes au personnel de santé travaillant dans des comtés spécifiques. Le Ministère utilise aujourd'hui mHero sur une base régulière pour éclairer la gouvernance et la prestation des services de santé.



### **2.5.2 Équipe d'informatique sanitaire de l'Afrique de l'Ouest (EISAO) de l'Organisation ouest-africaine de la santé (WAHO) – Burkina Faso**

35. L'USAID collabore avec les États membres de l'Organisation ouest-africaine de la santé et de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin de renforcer les moyens de ces pays de corriger, de maintenir et d'adapter les systèmes d'information sanitaire nationaux. L'USAID a en particulier contribué à l'établissement de l'Équipe d'informatique sanitaire de l'Afrique de l'Ouest (EISAO), un modèle d'assistance technique innovant qui vise à ce que le contrôle des outils informatiques axés sur la santé s'effectue à l'échelle locale en Afrique de l'Ouest. L'EISAO est une équipe régionale composée de concepteurs de logiciels et d'experts en informatique qui ont pour mission de fournir une assistance technique à la demande tout en renforçant la capacité en ingénierie logicielle au niveau local afin d'encourager la viabilité à long terme des systèmes d'information sanitaire de la région. Dans les deux années qui ont suivi sa création, en 2018 et en 2019, l'EISAO a formé plus de 150 experts du SIS (système d'information sanitaire), réalisé 10 missions dans des pays d'Afrique de l'Ouest et organisé 3 ateliers régionaux pour renforcer les capacités dans les domaines de l'administration de serveurs, de la gestion des données du DHIS2 et de la présentation des données dans le cadre de l'initiative "Une seule santé".

#### **Des fonctionnaires du gouvernement vantent le travail de l'EISAO**

36. Un responsable de l'équipe d'informatique du Ministère béninois de la santé a indiqué que les trois principales forces de l'EISAO étaient "(...) la collecte de renseignements au niveau local en préparation de la mission, la répartition des tâches au sein de l'équipe et une forte disposition à partager les connaissances".

37. Un responsable de l'équipe d'informatique du Ministère togolais de la santé a lui aussi identifié les trois principales forces de l'EISAO, à savoir "l'explication des avantages et des inconvénients des solutions proposées, la disponibilité de l'équipe et l'amabilité de ses membres lorsqu'ils donnent les explications".

38. Un responsable de l'équipe d'informatique du Ministère béninois de la santé, commentant le niveau de satisfaction global à l'égard de l'EISAO, a indiqué que "le Bénin était satisfait de cette importante mission et espérait recevoir un soutien accru pour pouvoir renforcer les capacités du personnel informatique et améliorer sa performance".

### **2.5.3 Le secteur privé accueille favorablement l'étude de faisabilité sur les solutions entrepreneuriales pour l'Afrique de l'Est de l'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (USTDA)**

39. L'USTDA a accordé une subvention en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité qui élargira et améliorera l'accès aux services de télécommunication en Ouganda, au Rwanda, au Kenya et en Tanzanie. SEACOM Limited, l'opérateur régional de câbles de communication sous-marins, est le bénéficiaire de la subvention. L'étude de faisabilité de l'USTDA aidera à déterminer où l'infrastructure des TIC devra être étendue en Afrique de l'Est et à évaluer le marché des services de télécommunication par fibre optique afin de recommander des investissements potentiels dans des domaines tels que le câblage par fibre optique et l'équipement de réseaux.

#### **Le secteur privé salue l'étude de faisabilité sur les solutions entrepreneuriales pour l'Afrique de l'Est**

40. Suveer Ramdhani, Directeur du développement de SEACOM, a indiqué que "L'USTDA, qui est un partenaire précieux de SEACOM depuis ses débuts, a joué un rôle essentiel dans l'implantation et la croissance d'Internet en Afrique."

### **2.5.4 IRI: Améliorer la transparence budgétaire en Gambie**

41. Par l'intermédiaire du Fonds d'innovation en matière de transparence budgétaire, basé à Washington, l'Ambassade des États-Unis à Banjul a offert une subvention de 550 000 et 400 000 USD à l'International Republican Institute (IRI) pour les exercices 2018 et 2019, respectivement, afin d'appuyer ses travaux sur la transparence budgétaire en Gambie. L'IRI utilisera cette subvention pour former tout un éventail de fonctionnaires du gouvernement ainsi que des

journalistes et des membres de la société civile gambiens afin qu'ils tiennent davantage compte de la transparence budgétaire dans leurs activités. Cette subvention est destinée à contribuer à la mise en place d'un cadre juridique de lutte contre le manque de transparence budgétaire, au renforcement des capacités en vue de l'élaboration des directives juridiques futures et à la compréhension des finances publiques. Le 19 juillet 2019, l'IRI a tenu une conférence sur la gestion transparente de l'industrie extractive en Gambie, au cours de laquelle l'Ambassadeur des États-Unis a présenté des observations liminaires. Cette conférence a marqué le début de la réalisation d'une partie de l'objectif de la subvention, à savoir lutter contre la fraude et la corruption dans les industries extractives. La conférence avait en particulier été convoquée en vue de l'établissement du cadre juridique de la transparence financière dans les industries extractives.

### **2.5.5 Accès à l'information (A2I) – Bangladesh**

42. Le programme A21 de l'USAID vise à accroître la transparence, à améliorer la gouvernance et à réduire le temps et le coût d'accès des communautés du Bangladesh mal desservies aux services publics et à en faciliter l'accès. Il a également pour but de renforcer les services électroniques existants et d'introduire une deuxième génération d'applications d'administration publique en ligne, qui soient intégrées et interopérables, de sensibiliser les fonctionnaires, de former les fournisseurs de services et de diffuser plus largement la culture numérique auprès de la population. Le programme A21 noue également des liens politiques et stratégiques solides avec les décideurs afin de garantir la mise en œuvre des modifications légales et réglementaires nécessaires pour soutenir l'accès à l'information.

43. Pour décentraliser la prestation des services publics et les mettre à la portée des millions de citoyens mal desservis, le programme A2I a créé plus de 5 321 centres numériques dans tout le pays. Le montant total des investissements prévus au titre de ce projet s'élève à 6,1 millions d'USD. Le projet a pris fin en 2019. Ces centres s'appuient sur la technologie moderne pour fournir un accès tant gratuit que payant aux services publics, tels que les registres fonciers, l'enregistrement des naissances, la télémédecine, l'assurance-vie, l'établissements des passeports et le dépôt de demandes d'emploi à l'étranger, et pour solliciter d'autres services publics et privés, comme par exemple les services financiers mobiles, les assurances et différents types de formation informatique et professionnelle.

44. En 2018, plus de 39 millions de personnes ont utilisé des services en ligne dans tout le pays; l'accès à 150 types de services a été ménagé plus de 76 millions de fois. Les entrepreneurs qui dirigent les centres numériques ont augmenté leurs revenus – plus de la moitié d'entre eux ont gagné plus de 15 000 BDT par mois, renforçant ainsi leur viabilité. La plate-forme ek-Shop (commerce électronique assisté en milieu rural), conçue pour fournir des services de commerce électronique au public, a été utilisée par plus de 3 000 centres. Environ 50% des personnes qui avaient un accès restreint aux services ont reçu un paiement par voie électronique ou par des services financiers mobiles dans le cadre du réseau de sécurité sociale, et celles qui n'ont pas de compte bancaire ou n'ont pas accès à une banque ont accédé aux services financiers 3,5 millions de fois. Les citoyens mal desservis ont eu davantage accès à toutes sortes d'informations grâce à la ligne téléphonique d'aide à la population 333, laquelle a reçu plus de 1,5 million d'appels portant sur des problèmes sociaux comme le mariage des enfants et l'altération des aliments.

45. L'utilisation de Nothi (système de notification en ligne) par les services publics a amélioré l'efficacité, la responsabilité et la transparence en matière de transmission de dossiers et de documents. Plus de 4 300 services publics ont utilisé Nothi; en décembre 2018, quelque 4 millions de dossiers avaient été traités. Le Portail de services agricoles et la Centrale téléphonique des agriculteurs (3331) ont fourni des renseignements à plus de 8 millions d'agriculteurs concernant l'augmentation de la production, les aliments de qualité, l'agriculture axée sur le marché et la fixation de prix décents.

## **3 PROGRAMMES ÉDUCATIFS ET UNIVERSITAIRES**

46. Le Département d'État, l'USAID et d'autres organismes des États-Unis travaillent étroitement avec les universités pour soutenir les programmes d'échange étudiants, les programmes qui encouragent le transfert de technologie et les programmes éducatifs en mettant à profit les capacités intellectuelles des étudiants pour relever des défis tels que la variabilité climatique, la sécurité alimentaire et la santé dans le monde.

### 3.1 Inscription dans les universités américaines

47. Le système universitaire américain est l'une des principales voies de transfert de technologie. Les étudiants étrangers exploitent les connaissances et compétences acquises lorsqu'ils rentrent dans leur pays.

#### 3.1.1 Inscription des étudiants étrangers dans les universités

48. Pendant l'année universitaire 2017-2018, 34 123 étudiants originaires de PMA étaient inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur aux États-Unis, soit une augmentation de 5% par rapport à l'année universitaire précédente et 3% du total des étudiants étrangers inscrits dans ces établissements. Les universités américaines ont accueilli de nombreux étudiants des PMA, en particulier du Népal (13 270 étudiants) et du Bangladesh (7 496 étudiants). Pour l'année universitaire 2017-2018, les 5 domaines d'étude qui comptaient le plus d'étudiants étrangers étaient l'ingénierie (232 710), le commerce et la gestion (196 054), les mathématiques et les sciences informatiques (186 003), les sciences sociales (83 708), et les sciences physiques et la biologie (78 700).

### 3.2 Programmes d'échanges du Bureau des affaires éducatives et culturelles du Département d'État

49. Le Bureau des affaires éducatives et culturelles (ECA) du Département d'État conçoit et réalise des programmes d'échanges éducatifs, professionnels et culturels qui renforcent la compréhension mutuelle entre le peuple américain et les ressortissants étrangers (voir <http://eca.state.gov/>).

#### 3.2.1 Programmes de l'ECA

50. Grâce à ses programmes, l'ECA permet à des étudiants, à d'anciens bénéficiaires des programmes d'échange et à de jeunes adultes de suivre des études supérieures, d'exercer des fonctions dirigeantes et de bénéficier de possibilités de perfectionnement professionnel dans le monde entier. Le programme Fulbright parraine chaque année environ 8 000 étudiants aux États-Unis et dans plus de 150 pays, dont bon nombre travaillent dans des PMA. Au cours de l'exercice 2018, les participants aux programmes de l'ECA étaient quasiment tous originaires de PMA. Les étudiants sont admis aux États-Unis au titre d'un programme d'échange non immigrant ("J-1") et ne sont pas autorisés à rester dans le pays à la fin de leurs études. Les étudiants qui participent à ces programmes éducatifs retournent donc généralement dans leur pays d'origine, riches des connaissances acquises et de la formation suivie.

### 3.3 Réseau de solutions pour les établissements d'enseignement supérieur (HESN) de l'USAID

51. Le Réseau de solutions pour les établissements d'enseignement supérieur (HESN) de l'USAID, créé en 2012, regroupe huit laboratoires du développement qui encouragent l'élaboration et l'application de nouvelles approches dans les domaines de la science, de la technologie et de l'ingénierie pour résoudre les problèmes de développement les plus complexes dans le monde. À la faveur d'une subvention de l'USAID de 137 millions d'USD allouée en 5 ans et grâce à l'investissement des institutions d'un montant quasiment équivalent, les universités ont créé des laboratoires en collaboration avec un réseau composé de plus de 650 institutions partenaires des milieux universitaires, de la société civile et des pouvoirs publics dans 69 pays, y compris des pays en développement. Les laboratoires de l'HESN travaillent en lien avec les institutions, soutiennent les innovateurs étrangers et encouragent des communautés entières d'innovateurs locaux à trouver des solutions et, ainsi, à assurer la pérennité et l'essor de la culture entrepreneuriale (voir <http://www.usaid.gov/hesn/>).

#### 3.3.1 HESN 2.0

52. En 2018, l'USAID a lancé plusieurs nouveaux programmes dans le cadre du programme HESN 2.0. Celui-ci s'appuie sur un vaste réseau d'établissements d'enseignement supérieur, de parties prenantes locales, d'entreprises privées et d'autres acteurs du développement pour encourager l'utilisation de la recherche scientifique pour le développement, affiner et traduire des données complexes, développer le potentiel scientifique à l'échelle locale et tester des approches

nouvelles et novatrices en matière de développement. Les programmes originaux HESN et PEER sont complétés par le réseau LASER (Long-term Assistance and Services for Research), une kyrielle d'experts techniques mobilisés par le Centre d'assistance technique à la recherche (Research Technical Assistance Center – RTAC) et une plate-forme à accès libre, baptisée Déclaration annuelle concernant le programme de science, de technologie, d'innovation, et de partenariat (STIP APS).

### **3.3.2 Réseau d'assistance à long terme et de services pour la recherche (LASER)**

53. Le réseau LASER s'associe aux universités pour fournir une assistance technique et des services pour la recherche à long terme (généralement au moins un an) en collaboration avec les missions, bureaux et organes indépendants de l'USAID dans le but de résoudre les problèmes de développement les plus urgents. Il donne la possibilité aux missions, départements et bureaux indépendants de l'USAID intéressés d'avoir rapidement accès à un réseau d'universités internationales et de chercheurs associés qui souhaitent aplanir et résoudre les problèmes de développement en coopération avec l'USAID. Ce réseau permet aux chercheurs de LASER de coopérer avec les missions, départements et bureaux indépendants de l'USAID pour définir de nouveaux axes de recherche, réaliser des études répondant à la demande, traduire les résultats des travaux de recherche en impacts sur le développement, et renforcer les capacités techniques et de recherche des universités et des chercheurs dans les pays en développement. Au-delà de l'aide qu'il fournit aux entités de l'USAID pour leurs besoins spécifiques en matière de recherche, le réseau LASER définit de façon indépendante les questions de recherche communes à plusieurs régions ou secteurs et finance les activités de recherche connexes afin de générer des connaissances qui seront mises à profit par l'USAID et la communauté du développement dans son ensemble.

### **3.3.3 Centre d'assistance technique et de recherche (RTAC)**

54. Le RTAC aide les missions, les départements et les bureaux indépendants de l'USAID à prendre des décisions stratégiques, basées sur des éléments probants, et à faire des choix en matière de planification en s'appuyant sur l'expertise de plus de 250 universitaires qui travaillent avec 128 organisations. Il fournit une assistance technique à l'USAID grâce à des rapports qu'il établit en se fondant sur des faits et à des documents présentant en termes simples les travaux de recherche réalisés, tels que des synthèses ou des notes d'information basées sur les faits indiquant les plans d'action recommandés pour les missions de l'USAID; en offrant un appui aux réunions techniques tels que les groupes d'experts, les rencontres entre les parties prenantes de l'USAID, les forums et d'autres rendez-vous dans lesquels la communauté universitaire joue un rôle important; en organisant des consultations pour éclairer les travaux de recherche, les activités de suivi et les plans d'évaluation; et en élaborant les programmes décrits dans les stratégies et documents d'évaluation des projets de l'USAID.

### **3.3.4 Déclaration annuelle concernant le Programme de science, de technologie, d'innovation et de partenariat (STIP APS) du Laboratoire mondial de développement**

55. L'objectif de la Déclaration annuelle concernant le Programme de science, de technologie, d'innovation et de partenariat (STIP APS) du Laboratoire mondial de développement est de permettre aux missions, départements et bureaux indépendants de l'USAID de disposer d'un outil flexible pour pouvoir collaborer avec la communauté universitaire internationale, les ONG, le secteur privé et d'autres acteurs clés pour: 1) produire des éléments probants et élaborer des solutions précises concernant des problèmes de développement complexes en trouvant de nouvelles idées et en appuyant les partenariats interdisciplinaires; 2) accélérer la traduction des éléments probants en faits tangibles en facilitant la collaboration entre les universités, les responsables de la mise en œuvre, les administrations locales, le secteur privé et les utilisateurs finals; et 3) renforcer les écosystèmes mondiaux en matière d'innovation et de R&D afin d'encourager des résultats durables en terme de développement en renforçant les capacités individuelles et institutionnelles.

### **3.4 Pratiques courantes concernant le transfert de technologie piloté par les universités**

56. Les pratiques courantes qui encouragent le transfert de technologie des universités des États-Unis sont notamment les suivantes:

- la publication des résultats de recherche dans des ouvrages universitaires en libre accès dans le monde entier grâce à Internet ou à d'autres systèmes publics, afin qu'ils puissent être utilisés par les scientifiques, les ingénieurs et les chercheurs de tous les secteurs;
- l'interaction entre les créateurs et les utilisateurs de nouvelles connaissances (par exemple lors de rencontres professionnelles, de conférences, de séminaires, de programmes de liaison industrielle ou dans d'autres cadres);
- les projets de recherche en collaboration;
- l'activité entrepreneuriale exercée par des professeurs et des étudiants en dehors du milieu universitaire, qui ne concerne pas la propriété intellectuelle (PI) de l'université; et
- la concession de licences de PI à des entreprises établies ou à de nouvelles entreprises.

### **3.5 Programmes régionaux et nationaux**

#### **3.5.1 Financement de cours d'anglais par le Département d'État – Madagascar**

57. Le Département d'État des États-Unis apporte son soutien à de multiples initiatives visant à proposer davantage de cours d'anglais, à améliorer l'accès à Internet et à accroître les possibilités de formation et commerciales. Par exemple, pendant l'exercice 2019, l'Ambassade des États-Unis à Madagascar a financé l'affectation d'un chargé de cours d'anglais pour un an et a affecté deux chargés de cours à l'Université d'Antananarivo.

#### **3.5.2 Programme mondial d'éducation et d'observation pour la défense de l'environnement (GLOBE) – Togo**

58. Le 4 juin 2018, l'Ambassadeur des États-Unis au Togo et le Ministre togolais de l'environnement se sont joints au Directeur du bureau de mise en œuvre du Programme GLOBE à l'occasion d'une cérémonie marquant le début d'une semaine de formation sur les protocoles du Programme GLOBE à l'Espace américain (American Corner) de l'Université de Lomé. Ce programme scientifique et éducatif international est administré par l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA) avec le concours de la Fondation nationale pour les sciences (NSF), de l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) et du Département d'État. Le Programme GLOBE donne aux étudiants et au public du monde entier la possibilité de participer à la collecte de données scientifiques. L'Ambassade des États-Unis a facilité l'adhésion du Togo au réseau GLOBE en 2018. Durant l'exercice 2019, les activités du Programme GLOBE se sont déroulées dans plusieurs écoles pilotes. Elles ont également été mises en œuvre par MoLab, le laboratoire scientifique mobile de l'Ambassade des États-Unis.

#### **3.5.3 MoLab – Togo**

59. Le MoLab est le laboratoire scientifique mobile d'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques de l'Ambassade des États-Unis (science, technology, engineering and math fields). Il s'agit d'un véhicule construit par de jeunes inventeurs togolais, dans lequel sont organisées une multitude d'activités liées aux sciences, à l'ingénierie, à la chimie et aux mathématiques. Le MoLab a été financé par l'Ambassade des États-Unis et Contour Global, une société d'énergie américaine qui a une usine au Togo. Se voulant une organisation sans but lucratif, il a pour mission d'enseigner les matières susmentionnées dans les écoles rurales qui manquent de ressources et offre un programme complet d'activités. Le MoLab fonctionne toute l'année et cherche toujours à devenir autonome financièrement.

#### **3.5.4 Camp technologique pour les femmes – Togo**

60. Depuis 2014, la section des affaires publiques de l'Ambassade des États-Unis au Togo apporte son soutien à l'organisation du camp technologique pour les femmes, une activité qui encourage les jeunes Togolaises à être plus actives dans les disciplines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques en suivant une formation spécialisée en codage, en commerce électronique, en conception Web, etc. Les dernières éditions du camp ont bénéficié d'un soutien privé important, y compris de la part de TogoCom, le principal fournisseur d'accès Internet du pays. De même, le camp est fortement soutenu par la Ministre de l'économie numérique qui, en 2018, a emmené la fondatrice du camp et plusieurs ex participantes à la conférence technologique Viva Tech,

à Paris. Le camp a lancé avec succès plusieurs entreprises de commerce électronique et applications électroniques. En août 2019, 300 Togolaises dans tout le pays ont été formées dans le camp technologique.

### **3.5.5 Camp de robotique – Togo**

61. Le camp de robotique de l'Ambassade des États-Unis s'adresse aux jeunes et fait appel à plusieurs jeunes inventeurs togolais du secteur de la robotique. Par exemple, un inventeur a élaboré des prothèses au moyen d'une imprimante 3D et un autre inventeur a conçu un robot pouvant prendre la relève des enseignants en leur absence. Le camp a eu lieu en août 2018; une formation a été dispensée à 50 participants, qui a renforcé leur souhait de poursuivre une carrière dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques.

### **3.5.6 Programme de formation relatif à l'ARDC de la NASA – Sénégal**

62. Des scientifiques de la NASA et de la société d'ingénierie et de technologie Analytical Mechanics Associates (AMA), basée en Virginie, ont animé un atelier à Dakar les 18 et 19 avril 2019, auquel ont participé plus de 50 personnes représentant plus de 25 organisations gouvernementales et organismes privés sans but lucratif au Sénégal. Le but de l'atelier était de former ces organisations et organismes à l'analyse des données d'observation au sol afin d'appuyer les objectifs de développement comme la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau. L'atelier s'inscrivait dans un projet plus vaste, baptisé "Africa Regional Data Cube" (ARDC), qui fournit des données satellites au Kenya, au Sénégal, à la Sierra Leone, au Ghana et à la Tanzanie. L'ARDC s'emploie également à accroître les capacités des pays à utiliser les données satellites pour répondre aux besoins à l'échelle locale. Pour illustrer comment la coopération américano-sénégalaise peut tirer parti des technologies de pointe pour atteindre les objectifs de développement, les experts de la NASA et de l'AMA resteront en contact avec les utilisateurs sénégalais pour les assister dans leurs activités quotidiennes et dispenseront une formation en ligne, plus tard cette année, en fonction de la demande.

## **4 PROGRAMMES COMMERCIAUX ET JURIDIQUES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

63. Des organismes des États-Unis tels que le Programme pour le développement du droit commercial (CLDP), l'Institut national des normes et de la technologie (NIST) et d'autres fournissent une assistance technique en matière de droit commercial aux pouvoirs publics et au secteur privé de pays en développement et de pays en transition. Les programmes sont déterminés par la demande et adaptés aux priorités compte tenu du climat des affaires des pays. Ils aident à améliorer l'environnement commercial, juridique et réglementaire pour attirer l'investissement étranger et promouvoir la croissance tirée par le secteur privé et le transfert de technologie.

### **4.1 Projets nationaux**

#### **4.1.1 Programme international de bourses en sciences de l'agriculture et en technologies Borlaug – Myanmar**

64. Le Programme de bourses Borlaug de l'USDA œuvre en faveur de la productivité agricole, de la sécurité alimentaire, du commerce et de la croissance économique en offrant des possibilités de formation et de recherche collaborative aux scientifiques et aux chercheurs en début ou en milieu de carrière ou aux décideurs dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire. Le candidat de la Division phytosanitaire du Ministère de l'agriculture qui se verra attribuer la bourse pourra faire de la recherche sur les évaluations du risque phytosanitaire et se familiariser avec la façon dont les États-Unis réalisent ces évaluations, ce qui facilitera l'harmonisation des réglementations du Myanmar avec celles des États-Unis et aidera ce dernier dans ses démarches pour accéder au marché américain de produits frais (éventuellement le marché de la mangue). Suite à l'amélioration des connaissances des fonctionnaires du Myanmar, le système américain d'inspection et de sécurité sanitaire des produits alimentaires aura davantage confiance en eux. À long terme, la confiance favorisera grandement la coopération et facilitera le commerce. Cela sera bénéfique, tant pour l'industrie alimentaire du Myanmar qui souhaite pénétrer des marchés d'exportation, que pour les importations de produits des États-Unis dans ce pays, et ce dans l'intérêt national.



65. Un boursier du Programme Borlaug (2018) de l'USDA et un fonctionnaire de la Division phytosanitaire ont mené à bien des travaux de recherche sur les évaluations du risque phytosanitaire à la Michigan State University du 2 avril au 24 juin 2019.

#### **4.1.2 Réforme de la justice pénale et développement des moyens d'exécution des lois (Département de la justice) – Myanmar**

66. Le Bureau du Département d'État chargé des affaires internationales en matière de lutte contre les stupéfiants et d'exécution des lois (INL) soutient financièrement les partenaires chargés de la mise en œuvre (le Bureau du Procureur général de l'Union, les forces de police et la Cour suprême du Myanmar) des activités de formation et d'assistance technique destinées aux secteurs de l'exécution des lois et de la justice. Cette formation vient renforcer la législation pénale et fait connaître des outils et des pratiques pouvant être utilisés dans la lutte contre la criminalité à l'échelle nationale, la criminalité transnationale organisée et la corruption. De plus, en enseignant les principes fondamentaux de la surveillance policière de proximité aux forces de police du Myanmar, la formation favorise également la collaboration avec les services de renseignement financier afin de prévenir les crimes financiers et le blanchiment de capitaux et d'enquêter sur ces activités. La mise en œuvre du projet aidera le système de justice pénale du Myanmar à lutter contre la criminalité transnationale, y compris la corruption, et à favoriser l'instauration d'un système de justice plus prévisible, fondé sur la primauté du droit et respectueux des normes internationales. L'INL collabore avec la Drug Enforcement Administration (DEA) pour faire face aux flux de précurseurs chimiques et a fait don aux forces de police du Myanmar de dispositifs de détection des produits chimiques pour améliorer la lutte contre les stupéfiants et l'interception de ces substances. L'INL a soutenu l'établissement de bureaux de la Commission anti-corruption à Yangon et à Mandalay et a fourni un appui au Département de la réhabilitation. Le Service des enquêtes sur la sécurité intérieure a dispensé le premier enseignement donné dans le pays sur les enquêtes relatives à la traite d'êtres humains.

### **5 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE PROTECTION ET DE RESPECT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (DPI)**

67. Des organismes des États-Unis, y compris le Département d'État, l'Administration du commerce international (ITA) du Département du commerce (voir <http://www.trade.gov>), le Département de la sécurité intérieure (DHS), l'Office des brevets et des marques de commerce des États-Unis (USPTO) (voir <http://www.uspto.gov>), ainsi que d'autres organismes réalisent des programmes d'assistance technique relatifs aux DPI en faveur des PMA afin de renforcer la protection des DPI et d'accroître ainsi les possibilités d'investissements étrangers directs.

#### **5.1 Collaboration (formation et assistance technique) de l'USPTO avec des organisations internationales**

68. L'USPTO offre une formation et une assistance technique portant sur la protection des DPI et les moyens de les faire respecter à de nombreux pays, y compris des PMA. Il appuie les efforts d'aide aux PMA déployés par des organisations internationales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Par exemple, il travaille avec l'OMPI dans le cadre des programmes WIPO Research et WIPO Green afin de promouvoir l'accès aux DPI et aux connaissances techniques sur des questions de politique générale pertinentes, y compris les maladies tropicales négligées et les technologies respectueuses de l'environnement (voir <http://www.wipo.int/research/en/> et <https://webaccess.wipo.int/green/>). L'USPTO coopère aussi avec l'ASEAN dans le cadre de programmes de renforcement des capacités en matière de propriété intellectuelle, auxquels participent des PMA.

##### **5.1.1 Académie mondiale de la propriété intellectuelle de l'USPTO (GIPA)**

69. L'USPTO organise des activités de formation en matière de DPI dans un établissement de pointe, la GIPA, située à Alexandria, en Virginie, et dans le monde entier. Ces activités s'adressent spécifiquement à des agents officiels étrangers: administrateurs d'offices de la propriété intellectuelle, examinateurs, juges, procureurs, fonctionnaires des douanes et autres fonctionnaires des pouvoirs publics et des services chargés de l'application des lois. Les bureaux des attachés chargés de la PI et les départements d'État et du commerce apportent un soutien additionnel. Un fonctionnaire du gouvernement rwandais doit suivre une formation sur la propriété intellectuelle en août 2019.

70. Au cours de l'exercice 2019, la GIPA a mis en œuvre plus de 120 programmes de formation, d'assistance technique et de renforcement des capacités pour plus de 9 000 participants de plus de 110 pays différents, y compris les PMA suivants: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Gambie, Guinée, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Ouganda, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Tchad, Vanuatu et Zambie. (Pour plus d'informations sur la GIPA, voir [www.uspto.gov/gipa](http://www.uspto.gov/gipa)).

71. En juillet 2019, la GIPA a notamment organisé un atelier sur le transfert de technologie et la gestion de la propriété intellectuelle gouvernementale à son siège d'Alexandria (Virginie), en coopération avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'AUTM (Association of University Technology Managers). Des fonctionnaires des gouvernements cambodgien et gambien ont pris une part active au programme.

72. En octobre 2018, l'USPTO et le Secrétariat de l'ASEAN ont organisé un atelier à Bangkok (Thaïlande) sur la promotion de l'excellence des organismes de gestion collective en matière de transparence, de responsabilité et de gouvernance dans la région de l'ASEAN. Des fonctionnaires du Cambodge, du Népal et de la RDP lao y ont participé.

73. En octobre 2018, la GIPA a organisé un programme mondial dans ses locaux, sous le thème "Intellectual Property Protection for Designs: An International Perspective" (Protection de la propriété intellectuelle des dessins et modèles: Une perspective internationale). Des fonctionnaires du Cambodge, de la RDP lao et du Népal y ont participé.

74. En novembre 2018, l'USPTO, en collaboration avec le Bureau des attachés chargés de la propriété intellectuelle à Bangkok (Thaïlande) et le secrétariat de l'ASEAN, a organisé un atelier régional sur le respect de la propriété intellectuelle et la sensibilisation du public. Des fonctionnaires du Myanmar, du Cambodge et de la RDP lao y ont participé.

75. En novembre 2018, l'UPSTO a organisé conjointement avec l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) un programme à Windhoek (Namibie) à l'intention des membres de l'Organisation africaine régionale de propriété industrielle (ARIPO). Des fonctionnaires de la Gambie, du Lesotho, de l'Ouganda, de la Sierra Leone, du Soudan, de la Tanzanie et de la Zambie y ont participé.

76. En janvier 2019, l'USPTO et l'UPOV ont organisé à Genève (Suisse) un atelier multirégional sur la rédaction de textes législatifs conformément à la Convention de l'UPOV. Des fonctionnaires de l'Afghanistan, du Myanmar, du Cambodge et de la Zambie y ont participé.

77. En février 2019, l'USPTO et le Secrétariat de l'ASEAN ont organisé un atelier régional avancé sur les marques tridimensionnelles et autres non traditionnelles, un programme sur les marques qui s'est tenu à Kuala Lumpur (Malaisie). Des fonctionnaires du Myanmar, du Cambodge et de la RDP lao y ont participé.

78. En avril 2019, en collaboration avec l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), l'Agence des médicaments et des produits alimentaires (FDA) et le Département de la justice des États-Unis, l'USPTO a organisé à Ho Chi Minh Ville (Viet Nam) un atelier régional asiatique sur le commerce des produits alimentaires, des boissons, des cosmétiques et des produits de grande consommation de contrefaçon. Des fonctionnaires du Myanmar, du Cambodge, de la RDP lao et du Népal y ont participé.

79. En avril 2019, en collaboration avec le Bureau pour l'Afrique de l'ICHIP (International Computer Hacking and Intellectual Property) (Section chargée du piratage informatique international et de la propriété intellectuelle) du Département de la justice des États-Unis et l'ARIPO, l'USPTO a organisé à Gaborone (Botswana) une formation régionale africaine sur les questions de respect des droits de propriété intellectuelle à l'intention des formateurs judiciaires. Des fonctionnaires du Lesotho, du Libéria, du Malawi, du Mozambique, de la Sierra Leone, de la Tanzanie, de la Gambie et de la Zambie y ont participé.

80. Un autre programme multirégional réalisé au siège de la GIPA, le Programme de formation avancé à l'examen des marques de fabrique ou de commerce, a rassemblé des examinateurs et des fonctionnaires spécialisés sur ces questions, dont des personnes venues du Cambodge et de l'Ouganda, qui ont enseigné un programme approfondi pendant huit jours, en juin 2019.

81. En juin 2019, en collaboration avec le Bureau Afrique de l'ICHIP du Département de la justice et l'Ambassade des États-Unis au Sénégal, l'USPTO a organisé un atelier sur le renforcement des capacités et l'amélioration de la coordination en matière de lutte contre la criminalité pharmaceutique et les pesticides illicites à Dakar (Sénégal). Des fonctionnaires du Burundi, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, de la République démocratique du Congo, du Sénégal et du Tchad y ont participé.

82. En juin 2019, en collaboration avec le Secrétariat de l'ASEAN et le Département de la justice des États-Unis, l'USPTO a organisé un atelier régional de l'ASEAN à l'intention des procureurs sur les procédures pénales pour la protection des droits de propriété intellectuelle. Des fonctionnaires du Myanmar, du Cambodge et de la RDP lao y ont participé.

83. En août 2019, la GIPA a organisé dans ses locaux un programme mondial de formation à l'administration des offices de propriété intellectuelle. Des fonctionnaires du Bangladesh, du Cambodge, du Myanmar, du Népal et de la RDP lao y ont participé.

84. En septembre 2019, l'USPTO et le Secrétariat de l'ASEAN ont organisé un atelier régional de l'ASEAN sur le recours aux modes alternatifs de règlement des différends en matière de propriété intellectuelle à Manille (Philippines). Des fonctionnaires du Cambodge, du Népal et de la RDP lao y ont participé.

85. En septembre 2019, en collaboration avec le Secrétariat de l'ASEAN et le Département de la justice des États-Unis, l'USPTO a organisé un atelier régional de l'ASEAN à l'intention des procureurs sur les procédures pénales pour la protection des droits de propriété intellectuelle à Bangkok (Thaïlande).

### **5.1.2 Modules d'apprentissage en ligne sur la propriété intellectuelle de l'USPTO**

86. Au cours de l'exercice 2019, la GIPA a poursuivi l'engagement pris il y a près de dix ans à élaborer et à tenir à jour un contenu approfondi et à la demande au moyen de modules d'apprentissage à distance gratuits sur le site Web de l'USPTO. Ces modules sont disponibles en cinq langues et portent sur six domaines différents liés à la protection de la propriété intellectuelle. Parmi les nouveaux modules et les vidéos de micro-apprentissage, mentionnons une vidéo mise à jour, sur le thème "Introduction à la protection conférée par un brevet", et un court métrage, "Secrets commerciaux". La vidéo et le court métrage sont tous deux disponibles sur le site Web et la playlist YouTube de la GIPA. Ces contenus à la demande ont collectivement été consultés par plus de 85 000 visiteurs uniques.

### **5.1.3 Formation et assistance technique offertes par les attachés chargés de la PI de l'USPTO**

87. L'USPTO affecte des attachés chargés de la PI à certaines ambassades et consulats des États-Unis dans le monde entier. Ces attachés travaillent avec les gouvernements des pays hôtes, y compris des universitaires, des groupes de défense des droits, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé, pour fournir des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine des DPI. Ces programmes ont porté sur les moyens de faire respecter les DPI ainsi que sur les brevets, les marques de fabrique ou de commerce, la politique en matière de droit d'auteur et les meilleures pratiques (voir <http://www.uspto.gov/ip/global/attache/index.jsp>).

### **5.1.4 Programme des brevets pour l'humanité de l'USPTO**

88. Le programme des brevets pour l'humanité de l'USPTO encourage la fourniture d'une assistance aux PMA en fournissant des incitations destinées aux entreprises pour encourager les titulaires de brevets et de licences à employer leurs technologies à des fins humanitaires. Les participants soumettent une description de la manière dont ils améliorent la vie de certaines populations et dont ils relèvent des défis mondiaux dans cinq grands domaines: énergie domestique, installations sanitaires, médecine, nutrition et assainissement. Des experts indépendants examinent les dossiers des candidats et recommandent des lauréats. Les lauréats bénéficient d'un traitement accéléré de leur demande de brevet ou obtiennent d'autres avantages (voir "<http://www.uspto.gov/patentsforhumanity>"). Les derniers lauréats ont été honorés lors d'une cérémonie à l'USPTO à

Alexandria, en Virginie, le 27 novembre 2018 (pour visionner l'enregistrement vidéo et pour plus de précisions, voir <https://www.uspto.gov/patent/initiatives/patents-humanity>). Parmi les lauréats, l'on peut citer:

- les Instituts nationaux de la santé des États-Unis, pour l'élaboration d'un vaccin antirotavirus thermostable à faible coût et pour avoir expliqué aux fabricants indiens comment le produire; 3,8 millions de doses de ce vaccin ont été commandées par le gouvernement indien dans le cadre de son programme de vaccination contre les maladies infantiles;
- Because International, pour avoir distribué 180 000 paires de chaussures qui s'adaptent à la croissance du pied dans plus de 95 pays; les chaussures sont fabriquées en Éthiopie et la mise en place d'unités de production en Haïti et au Kenya est en préparation;
- Brooklyn Bridge to Cambodia Inc., pour avoir élaboré un dispositif pour la plantation du riz qui aide les agriculteurs cambodgiens à améliorer le rendement des cultures et qui réduit au minimum le nombre de travailleurs, des femmes pour la plupart, devant travailler dans des conditions des plus exténuantes et insalubres;
- Russell Crawford, pour avoir élaboré des outils permettant de forer à peu de frais des puits d'eau pour atteindre les aquifères profonds non exposés aux contaminants du sol;
- Little Sparrows Technologies, pour avoir élaboré un appareil de luminothérapie portatif à faible coût pour le traitement de la jaunisse chez les nourrissons, qui est à l'origine de 100 000 décès par année;
- Kinno Inc., pour avoir inventé des colorants chimiques qui pâlisent après un certain temps; grâce à ces produits, le personnel des centres de traitement d'Ebola et d'autres établissements de soins suivent des procédures de désinfection appropriées;
- Solight Design, pour avoir conçu une lampe solaire portative qui a été distribuée à plus de 200 000 personnes dans le monde entier, entre autres dans de nombreux camps de réfugiés;
- Medtronic, pour avoir élaboré un appareil de dialyse rénale portatif et à faible consommation d'eau, susceptible d'être utilisé dans une multitude de cadres de soins, y compris lorsque l'infrastructure nécessaire à la dialyse classique fait défaut.

## 5.2 Projets nationaux

### 5.2.1 Programme de renforcement des capacités des parties prenantes du domaine de la propriété intellectuelle, en particulier ceux qui sont chargés de faire respecter les droits – Bangladesh

89. Le Bureau de l'Attaché de l'USPTO à New Delhi a pris des mesures pour renforcer le régime général des DPI et mettre en place une protection solide des DPI dans le cadre de politiques industrielles de haut niveau au Bangladesh. Le Bureau de l'Attaché chargé de la PI de New Delhi a dispensé une formation à de hauts fonctionnaires des douanes du Bangladesh sur la protection des droits de propriété intellectuelle à la frontière. L'objectif de la formation était de faciliter l'échange de bonnes pratiques afin d'améliorer la protection et le respect des lois relatives à la propriété intellectuelle dans la région.

### 5.2.2 Formation de l'USPTO sur les DPI – Madagascar

90. Avec l'appui du Département d'État, l'USPTO a dispensé une formation à l'Office malgache de la propriété industrielle (OMAPI) et aux professionnels de la propriété intellectuelle en août 2019. La formation sur l'examen des marques de commerce ou de fabrique a permis au personnel de l'OMAPI de mieux protéger la propriété intellectuelle dans l'intérêt des entreprises des États-Unis – et des autres pays – qui investissent à Madagascar.

### 5.2.3 Formation de l'USPTO sur les DPI – Bangladesh

91. En août 2019, l'USPTO a organisé un atelier sur les DPI à l'intention du Bangladesh dans les locaux de la GIPA. L'atelier a donné un solide aperçu des questions relatives à la propriété intellectuelle en lien avec la protection des frontières et l'interdiction des marchandises pirates et de contrefaçon. Les participants étaient des responsables bangladais de l'application des lois, à savoir les douanes et la police.

#### **5.2.4 Formation de l'USTO sur les DPI – Myanmar**

92. En juillet 2019, l'USPTO a organisé un atelier de formation sur la protection des marques et la protection à la frontière des DPI à Yangon (Myanmar), au Centre de formation des douanes du Myanmar, en collaboration avec l'Institut de sécurité des produits pharmaceutiques (PSI) et l'Association internationale pour les marques (INTA) et avec le soutien de l'Attaché chargé de la PI à Bangkok. Les participants étaient des agents chargés de faire respecter la propriété intellectuelle et des agents des douanes.

#### **5.2.5 Programme de renforcement des capacités sur la protection à la frontière des DPI**

93. Le Bureau de l'Attaché de l'USPTO chargé de la PI à Bangkok a organisé un programme de formation à l'intention des douaniers cambodgiens sur la manière de développer et de mettre en œuvre un système informatisé d'enregistrement par les douanes. L'objectif du programme est d'améliorer l'efficacité des mesures à la frontière et des mécanismes conçus pour faire respecter les DPI au Cambodge.

#### **5.2.6 Programmes du Département d'État – Concert acoustique pour célébrer la Journée de la propriété intellectuelle – Cambodge**

94. Pour célébrer la Journée mondiale de la propriété intellectuelle, un concert financé par le Département d'État à hauteur de 2 200 USD a eu lieu au Centre Bophana. L'événement avait pour thème l'émancipation des femmes en tant que vecteurs d'innovation et de créativité. La chanteuse et compositrice cambodgienne Nikki a interprété des pièces musicales et a parlé de l'importance de la protection de la propriété intellectuelle. L'assistance était principalement composée de membres des milieux des affaires et de juristes, de fonctionnaires gouvernementaux et d'universitaires qui ont intérêt à ce que la propriété intellectuelle soit solidement protégée. L'objectif était, entre autres, de démontrer le rôle important que jouent les DPI en matière de protection des entreprises et de la société dans son ensemble, ainsi que pour l'émancipation des femmes et l'innovation.

#### **5.2.7 Programmation – Reconstruction de l'industrie musicale cambodgienne – Programme de leadership à la demande pour les visiteurs internationaux du Département d'État**

95. L'initiative relative à la programmation et à la reconstruction de l'industrie musicale cambodgienne menée dans le cadre du Programme de leadership à la demande pour les visiteurs internationaux a mis à profit la popularité et l'audience de dix personnalités réputées de l'industrie musicale cambodgienne pour souligner l'importance des DPI et leur utilité pour le secteur américain du divertissement et de l'innovation culturelle. Pendant leur visite à Washington D.C., à Austin (Texas) et à Los Angeles (Californie), les musiciens ont découvert les éléments fondamentaux du droit d'auteur, les modèles alternatifs de fixation de prix et les entreprises de l'industrie musicale, une attention particulière étant accordée aux DPI. Fort du concours d'avocats, de musiciens, d'activistes du droit d'auteur, le programme avait pour but de sensibiliser les participants aux moyens de protéger leur contribution culturelle unique à la scène de la musique originale cambodgienne naissante. Ce programme soutient les efforts déployés par les entreprises américaines pour prévenir le piratage des DPI américains au Cambodge. Il a permis aux participants de comprendre les principales étapes à suivre aux plans professionnel et personnel et vis à vis des autorités pour passer du statut d'artiste et d'amateur de musique à celui d'entrepreneur à part entière. Un participant a indiqué que le programme avait complètement modifié son point de vue sur les droits d'auteur et les droits en matière de création.

#### **5.2.8 Initiative de formation et d'assistance technique concernant la cybercriminalité mondiale, les DPI et l'exécution des lois étrangères sur la cybercriminalité**

96. Un programme de formation sur la cybercriminalité et les DPI, financé par l'INL à hauteur de 5 millions d'USD et piloté par le Département de la justice, est assuré en collaboration par l'Office d'assistance et de formation pour le développement des poursuites judiciaires à l'étranger (OPDAT) et la Section de la criminalité en matière d'informatique et de propriété intellectuelle (CCIPS) du Département de la justice. L'OPDAT fournit une assistance au secteur de la justice à l'échelle mondiale dans le cadre de programmes bilatéraux et régionaux de développement afin de renforcer la capacité des organismes chargés de l'exécution des lois de lutter contre la criminalité internationale, y compris la cybercriminalité et les atteintes aux DPI, en partenariat étroit avec l'INL, la CCIPS et les partenaires chargés de faire appliquer la loi, tant américains qu'étrangers.

97. Grâce à ces programmes, le Département de la justice peut continuer d'appuyer les conseillers du réseau international sur le piratage informatique et la propriété intellectuelle (ICHIP), qui coordonnent et assurent la formation dispensée aux magistrats et aux procureurs dans le domaine de la criminalité en matière de propriété intellectuelle et d'informatique; d'organiser des ateliers de formation régionaux à l'intention des fonctionnaires étrangers chargés de l'exécution des lois afin de renforcer leur capacité de coopérer avec leurs homologues des États-Unis dans la mise en commun des éléments de preuve électroniques; et de permettre au Réseau mondial pour la mise en œuvre de la législation relative à la criminalité transnationale et de haute technologie (Réseau GLEN), auquel appartient le réseau ICHIP, de coordonner la tenue des ateliers de formation régionaux organisés par les États-Unis à l'intention des fonctionnaires étrangers chargés de l'application des lois sur la cybercriminalité et les atteintes à la propriété intellectuelle afin de renforcer leur capacité de coopérer avec leurs homologues américains dans les enquêtes relatives à la cybercriminalité et aux vols de propriété ainsi que dans les poursuites judiciaires engagées pour des faits de criminalité transnationale organisée.

### **5.2.9 Prévention de la contrefaçon au Mali**

98. Le Mali fait face à une prolifération des intrants agricoles illégaux. Il s'agit, entre autres, de semences, d'engrais, de vaccins et de produits phytosanitaires frelatés ou contrefaits, et de matériel agricole contrefait. Ces produits peuvent être extrêmement nuisibles et avoir une incidence sur les revenus des agriculteurs et la sécurité alimentaire nationale. En outre, ils sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, y compris les sources d'eau. Afin de protéger les communautés agricoles et rurales touchées par ce problème, le Programme de développement du droit commercial (CLDP) coopère avec le programme FTF et le gouvernement malien pour mettre en œuvre de meilleures pratiques de surveillance de la circulation des produits agricoles et sensibiliser le public aux dangers liés aux produits contrefaits. La technologie d'authentification mobile des produits (Mobile Product Authentication – MPA™) permet de prévenir la contrefaçon et de sensibiliser davantage les consommateurs. Le produit est authentifié au point de vente: le consommateur gratte une bande sur l'étiquette de sécurité spéciale du produit pour faire apparaître un NIP à usage unique. Le consommateur envoie ensuite le NIP par SMS à un numéro de téléphone sécurisé pour recevoir un SMS indiquant s'il s'agit d'un produit authentique, contrefait ou volé.

99. Le projet, qui doit se poursuivre jusqu'en septembre 2020, a déjà permis d'améliorer sensiblement la compréhension des acteurs maliens de l'impact des contrefaçons. Il a également facilité la mise en place d'une base de données nationale administrée conjointement par les douanes maliennes, le Centre malien de la propriété intellectuelle (CEMAPI) et le Bureau malien du droit d'auteur (BUMDA) où les producteurs et importateurs peuvent enregistrer des marques de fabrique ou de commerce afin de faciliter la saisie des produits contrefaits.

### **Un fonctionnaire du gouvernement se félicite de l'atelier sur l'application des lois réalisé au Sénégal**

100. Des représentants des départements d'État, de la justice et de la sécurité intérieure des États-Unis ont tenu à Dakar, du 11 au 14 juin 2019, un atelier de quatre jours sur la lutte contre les produits pharmaceutiques et les pesticides illicites à l'intention des responsables de l'application des lois et des fonctionnaires chargés de la réglementation de onze pays africains francophones. Les participants ont discuté des difficultés et des bonnes pratiques en matière de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) et de poursuite concernant les infractions en matière de DPI en Afrique centrale et occidentale avec des experts gouvernementaux américains et étrangers et des représentants du secteur privé. Le conseiller en communication de l'Agence sénégalaise pour la propriété intellectuelle a déclaré que le séminaire était une mesure efficace pour renforcer la capacité technique des responsables de l'application des lois à comprendre les risques du commerce illicite des produits pharmaceutiques.

### **5.3 Coordination des moyens de faire respecter les DPI**

101. La Direction du Service des enquêtes sur la sécurité intérieure (HSI) du Service de l'immigration et du contrôle douanier des États-Unis dirige le Centre national de coordination des droits de propriété intellectuelle (Centre des DPI), qui a pour mission de protéger la santé et la sécurité publiques et l'économie des États-Unis, et de mettre fin aux pratiques commerciales abusives et illégales qui menacent l'économie mondiale. Le Centre des DPI réunit 25 organismes



partenaires, à savoir 20 organismes fédéraux, INTERPOL, EUROPOL et les gouvernements du Canada et du Mexique, ainsi que la police de la ville de Londres, au sein d'un groupe de travail. La structure du groupe de travail permet au Centre des DPI de mobiliser efficacement les ressources, les compétences et les autorités de chaque partenaire et d'apporter une réponse globale aux vols de PI (voir <https://www.iprcenter.gov/>). L'opération conjointe (Operation Joint Venture) du Centre des DPI dispense une formation aux moyens de faire respecter les droits à l'échelle nationale et internationale afin de créer de bonnes capacités à cet égard. Grâce au soutien financier du Bureau du Département d'État chargé des affaires internationales en matière de lutte contre les stupéfiants et d'exécution des lois (INL), le Centre des DPI dispense une formation à de nombreux pays, y compris des PMA, pour renforcer leurs capacités de faire respecter les DPI.

### **5.3.1 Centre national de coordination des DPI (Centre des DPI)**

102. Le Centre national de coordination des droits de propriété intellectuelle (Centre des DPI) collabore étroitement avec les organismes partenaires, les attachés d'ambassade chargés des DPI et les ambassades des États-Unis afin d'organiser des activités de formation et de soutenir le renforcement des capacités. Au cours de l'exercice 2019, le Centre des DPI a participé à 16 activités de formation au niveau international en soutien aux programmes nationaux et régionaux financés par l'INL. Du 12 au 14 septembre 2017, le Centre des DPI, en collaboration avec l'attaché à Dakar du Service de l'immigration et du contrôle douanier (ICE)/Service des enquêtes sur la sécurité intérieure (HSI) et le Coordonnateur des moyens de faire respecter la propriété intellectuelle (IPLEC) du Département de la justice en poste à Abuja (Nigéria), a donné une formation sur les moyens de faire respecter les DPI à des agents des douanes, des policiers et des procureurs du Bénin, de la Gambie, de la Guinée, du Libéria, du Sénégal et de la Sierra Leone. Avec l'approbation de l'INL et des fonctionnaires susmentionnés, cette formation a été intégrée à une formation régionale destinée à tous les pays qui a été organisée à Dakar (Sénégal). Les participants ont eu droit à des exposés présentés par des experts du HSI, du Département de la justice, du Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) et du secteur privé. La formation était axée sur: 1) les questions de santé et de sécurité liées aux atteintes à la propriété intellectuelle; 2) la nécessité de la coopération entre les pays et les organismes; 3) le rôle prépondérant de la criminalité organisée internationale dans les atteintes à la propriété intellectuelle; et 4) les atteintes à la propriété intellectuelle sur Internet: une menace grandissante. Quarante personnes ont suivi la formation et ont reçu une attestation à cet égard. Le Centre des DPI a également participé à 77 activités de sensibilisation internationales.

### **5.3.2 Site StopFakes**

103. Le Département du commerce a créé et tient à jour un site Web, qui comprend un certain nombre de ressources en ligne, y compris des renseignements sur des organismes et des programmes clés aux États-Unis (voir <http://www.stopfakes.gov/>), dont le but est d'aider les entreprises à protéger les DPI. Le module de formation sur les DPI, hébergé sur STOPfakes, est disponible en anglais, en français et en espagnol. Les États-Unis encouragent les PMA à utiliser ce module, qui donne aux petites entreprises la possibilité de se familiariser avec les questions liées à la propriété intellectuelle et fournit des conseils sur la manière de protéger et de faire respecter les DPI. Les PMA et les autres pays peuvent utiliser cette ressource gratuitement. Des inventeurs, investisseurs et gens d'affaires des États-Unis et du monde entier peuvent utiliser la fonction "Contact Us" (Nous joindre) figurant sur le site Web pour poser des questions au sujet des moyens de faire respecter les DPI. En outre, STOPfakes permet aux entreprises de signaler des obstacles au commerce et des difficultés liés au respect des DPI au Département du commerce.

## **6 POLITIQUE EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET INCITATIONS**

104. En général, les technologies sont élaborées par des entreprises privées et leur appartiennent. Par conséquent, les transferts de technologie sont souvent des décisions du secteur privé. Ils ne devraient pas être une condition préalable à l'investissement.

## 6.1 Négociations sur la politique en matière d'investissement et de commerce

105. Les accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux conclus par les États-Unis visent à améliorer la protection et le respect de la PI, créant ainsi un environnement plus propice à l'investissement étranger et au transfert de technologie qui lui est souvent associé.

### 6.1.1 Traités d'investissement bilatéraux

106. Les traités d'investissement bilatéraux conclus par les États-Unis mettent en place un cadre de protections réciproques comprenant ce qui suit: libre transfert des capitaux d'investissement, droit de recourir à l'arbitrage en cas de différend entre un investisseur et un État, limitations concernant certaines prescriptions de résultats, traitement non discriminatoire, protection contre l'expropriation et gouvernance transparente. Ces traités améliorent le climat de l'IED dans les pays partenaires, ce qui peut favoriser le transfert de technologie et de savoir-faire. À ce jour, les États-Unis avaient signé cinq traités d'investissement bilatéraux avec des PMA Membres de l'OMC: le Bangladesh, le Mozambique, la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Sénégal. En août 2018, les États-Unis ont également établi un Groupe de travail sur le commerce et l'investissement avec le Kenya.

### 6.1.2 Accords-cadres concernant le commerce et l'investissement

107. Les accords-cadres concernant le commerce et l'investissement (TIFA) négociés par l'USTR renforcent les relations commerciales entre les États-Unis et d'autres pays. Ces dernières années, les États-Unis ont conclu 13 accords concernant le commerce et l'investissement en Afrique subsaharienne, dont 3 TIFA bilatéraux avec des PMA (Angola, Mozambique et Rwanda), auxquels s'ajoutent des TIFA régionaux avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ainsi qu'un accord de coopération en matière de commerce, d'investissement et de développement avec les 5 pays de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Les États-Unis ont aussi établi des accords bilatéraux avec plusieurs PMA en dehors de l'Afrique subsaharienne – Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Myanmar, Népal, RDP lao et Yémen – ainsi qu'avec l'ASEAN et la Communauté des Caraïbes (CARICOM). L'ensemble de ces accords couvre 30 PMA Membres de l'OMC: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, RDP lao, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Yémen et Zambie (voir <https://ustr.gov/trade-agreements/trade-investment-framework-agreements/>).

108. Les États-Unis considèrent le commerce comme un moyen efficace d'encourager le développement économique multisectoriel. Le commerce constitue un moyen important de maintenir l'élan de la réforme et de la libéralisation économiques. Il donne aux pays en développement un accès à des technologies qui seraient autrement difficiles à obtenir, tout en ouvrant de nouveaux débouchés aux entreprises américaines.

## 6.2 Programmes de préférences commerciales

### 6.2.1 Système généralisé de préférences des États-Unis

109. Le Système généralisé de préférences (SGP) des États-Unis, créé en 1976, favorise le développement économique en fournissant un accès en franchise de droits au marché des États-Unis pour un large éventail de produits en provenance de pays en développement. Le SGP favorise le développement durable dans les pays bénéficiaires grâce au commerce avec les États-Unis. Le Système généralisé de préférences est périodiquement reconduit par le Congrès et devrait normalement arriver à expiration le 31 décembre 2020. Il bénéficie à 120 pays et territoires en développement et fournit des avantages spéciaux additionnels pour les produits en provenance de 31 PMA Membres de l'OMC qui en sont bénéficiaires. Près de 5 000 types de produits peuvent être admis en franchise de droits au titre du SGP, y compris la plupart des produits manufacturés (à l'exception des vêtements et des chaussures), des produits agricoles et de la pêche, des produits de consommation, des produits chimiques, des minéraux et des matériaux de construction (voir <https://ustr.gov/issue-areas/trade-development/preference-programs/generalized-system-preference-gsp>).

## 6.2.2 Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique

110. La Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA) développe le commerce et l'investissement entre les États-Unis et l'Afrique en encourageant l'ouverture des marchés, en stimulant la croissance économique et en favorisant l'intégration de l'Afrique subsaharienne dans l'économie mondiale, tout en soutenant, au moyen des critères d'admissibilité qu'elle a établis, les progrès réalisés en faveur de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et du respect des droits de l'homme. Depuis la promulgation de l'AGOA en 2000, les États-Unis collaborent étroitement avec des gouvernements, le secteur privé et les parties prenantes de la société civile en Afrique pour les aider à tirer le meilleur parti des avantages commerciaux qu'offre l'AGOA. En 2015, le Congrès des États-Unis a renouvelé l'AGOA pour sa plus longue période de prorogation jusqu'à ce jour, soit jusqu'en 2025. Le gouvernement des États-Unis a fait la promotion active de l'AGOA dans toute l'Afrique, en élaborant des programmes de renforcement des capacités commerciales pour aider les gouvernements africains et les entreprises, tant africaines qu'américaines, à identifier et à exploiter les nouveaux débouchés offerts par la Loi (voir <https://agoa.info/about-agoa/>). En août 2019, 39 pays étaient admissibles à bénéficier de l'AGOA: l'Afrique du Sud, l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, Cabo Verde, le Cameroun, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Eswatini, l'Éthiopie, la Gambie, le Gabon, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda (avantages limités), Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Tchad, le Togo et la Zambie.

## 6.3 Programmes de l'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement

111. L'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (USTDA) met les entreprises des États-Unis en contact avec les projets d'infrastructures dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire. L'USTDA soutient également le développement des infrastructures à l'étranger en finançant des études de faisabilité, l'assistance technique et des projets pilotes. Ces activités préparatoires en amont préparent le terrain pour que les projets attirent des financements et atteignent le stade de la mise en œuvre.

112. Reconnaisant l'importance du commerce pour la croissance des PMA, l'USTDA collabore étroitement avec d'autres organismes gouvernementaux américains qu'avec des banques régionales et multilatérales de développement pour renforcer les capacités commerciales et appliquer des solutions émanant du secteur privé aux défis que pose le développement dans le monde entier. Le 25 juillet 2019, l'USTDA a affecté ou réservé 9,3 millions de dollars sous forme de crédits budgétaires et 1,5 million de dollars, sous forme de transferts (provenant de l'Initiative États-Unis-Afrique pour le financement de l'énergie propre du Département d'État) pour financer les activités d'assistance qui renforcent le commerce et les investissements dans les PMA.

### 6.3.1 Missions commerciales inversées financées par l'USTDA

113. Les missions commerciales inversées constituent un autre exemple de la volonté de l'USTDA de promouvoir et d'encourager les transferts de technologie vers les PMA. Grâce à ces missions, des décideurs étrangers de premier plan viennent aux États-Unis pour observer la conception, la fabrication et le fonctionnement des technologies et équipements américains avant la conclusion de marchés importants. Pendant l'exercice 2019, l'on a réalisé les missions commerciales inversées ci-après avec des PMA:

#### Mission commerciale inversée axée sur les réseaux intelligents en Afrique de l'Ouest

114. Cette mission, qui a été réalisée du 25 novembre au 4 décembre 2018, a permis à des responsables de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Sénégal et du Réseau d'interconnexion d'Afrique de l'Ouest de se familiariser avec des technologies susceptibles de soutenir les projets de réseaux intelligents et de micro-réseaux en Afrique de l'Ouest. Les délégués ont participé à des réunions et se sont rendus dans des entreprises américaines actives dans les secteurs des micro-réseaux et du stockage d'énergie et ont fait part de leur grand intérêt à l'égard des services et technologies des États-Unis.

### **Mission commerciale inversée axée sur le gaz naturel liquéfié au Sénégal**

115. Cette mission, qui a eu lieu du 29 septembre au 11 octobre 2018, a permis à des responsables d'entités publiques et privées du secteur sénégalais de l'énergie de se familiariser avec les technologies, les services et les équipements associés au gaz naturel liquéfié (GNL) dont disposent les États-Unis.

### **Mission commerciale inversée axée sur la cybersécurité en Afrique de l'Est**

116. Cette mission, réalisée du 28 octobre au 8 novembre 2018, a mis l'accent sur les solutions de cybersécurité pour les banques commerciales et publiques, ainsi que pour les institutions financières gouvernementales en Afrique de l'Est. La mission a permis à des entreprises américaines de présenter des technologies, des services et des pratiques optimum dans le domaine de la cybersécurité et de les mettre en contact avec des représentants des secteurs public et privé du Kenya et du Rwanda. Les responsables internationaux du projet se sont dit persuadés que les services et technologies américains dans ce domaine pourraient répondre à leurs besoins.

## **6.4 Projets nationaux**

### **6.4.1 Soutien de l'USAID aux solutions mobiles, à l'assistance technique et à la recherche (mSTAR) – Libéria**

117. L'USAID apporte un soutien au gouvernement libérien pour l'aider à appliquer un système de paiement mobile des salaires des employés du Ministère de l'éducation et du Ministère de la santé. Grâce à ce système, les employés de ces ministères n'auront pas à quitter leur poste de travail pour percevoir leur traitement. Depuis le lancement de mSTAR, 3 724 enseignants et 1 180 professionnels de la santé de 14 comtés se sont inscrits pour bénéficier de ce système. Ainsi, 33 heures et 1 500 LRD ont été économisés en moyenne par mois, ce qui a eu pour effet d'augmenter le revenu des bénéficiaires ainsi que le temps passé dans les centres de santé ou les établissements d'enseignement où ils travaillent. Le programme mSTAR au Libéria a pris fin en mars 2018, mais les efforts faits pour soutenir le développement du numérique au nom de la mission de l'USAID au Libéria se poursuivent.

### **Des fonctionnaires gouvernementaux vantent l'initiative mSTAR**

- Un fonctionnaire du gouvernement libérien a indiqué ce qui suit: "Du fait du mauvais état du réseau routier et du système bancaire peu développé au Libéria, les professionnels de la santé ont aujourd'hui beaucoup de mal à passer d'un établissement à un autre et à toucher leur salaire; c'est pour cette raison que nous avons pensé qu'il était sage de leur proposer un autre système, au vu des nombreuses difficultés qu'ils rencontrent." "Pour nous, au Ministère de la santé ou au gouvernement, nous sommes donc très heureux d'engager ce processus afin d'amoindrir les difficultés que rencontrent les professionnels libériens de la santé."
- Un employé d'un bureau de santé du district de Salayae a déclaré que "le système de paiement par téléphone mobile est intéressant pour les employés parce qu'ils doivent parcourir de longues distances pour recevoir leur salaire".
- Selon le directeur des traitements et salaires de la Caisse des allocations et retraites des fonctionnaires, "tout le monde devrait opter pour le paiement par téléphone mobile parce que c'est un système judicieux ... Toute personne comparant ce système aux autres choisira le paiement par téléphone mobile".

### **Des fonctionnaires saluent l'initiative mSTAR**

- Un enseignant du comté de Nimba a indiqué que "le transfert d'argent par téléphone mobile a considérablement réduit le problème de transport que l'on rencontrait pour recevoir nos salaires".
- Pour un autre enseignant du comté de Nimba, "le paiement du salaire par téléphone mobile nous a permis d'éviter d'attendre (trop) longtemps à la banque pour toucher notre salaire".

#### 6.4.2 Projet "Development Innovations" de l'USAID – Cambodge

118. Le projet Development Innovations de l'USAID se veut un vecteur de l'innovation en renforçant la capacité de la société civile à concevoir et à mettre en œuvre des solutions axées sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour accomplir plus efficacement ses missions, et sensibilise les techniciens et les entreprises du secteur des technologies aux besoins des chefs de la sécurité. Parmi les exemples récents de fonds qu'il a accordés, on peut citer le financement du développement de l'application pour téléphone intelligent "Khmer Smart Keyboard" qui permet aux Cambodgiens de rédiger des messages en khmer et leur donne ainsi un accès plus large à l'information, et une subvention versée afin d'encourager l'utilisation de la téléphonie mobile pour diffuser largement les tarifs des services publics, afin de lutter contre la corruption et de promouvoir la transparence; une subvention a également été accordée pour étendre le déploiement du système de signalement des inondations appelé "Tepmachcha" qui envoie des alertes aux abonnés de la communauté dans le cadre de la surveillance des inondations, ce qui leur permet d'atténuer le risque lorsqu'une inondation se produit. Grâce aux liens établis avec le gouvernement des États-Unis, 26 018 personnes (dont 163 chefs de la sécurité) ont bénéficié de solutions TIC. Dans le cadre de ce programme doté d'une dizaine de millions d'USD, 50 solutions TIC ont été développées et mises en œuvre et ont permis d'atteindre directement plus de 1,4 million de personnes, dont 39% de femmes. Parmi les succès majeurs remportés pendant l'exercice 2019, soulignons l'élaboration et l'enseignement de cours de formation payants sur la production vidéo et la gestion des médias sociaux qui a bénéficié à plus de 500 participants; le soutien apporté à 443 jeunes filles, dans le cadre du programme de formation Technovation, pour acquérir des compétences dans les domaines du commerce, de la codification, de l'élaboration de prototypes, de la communication et du travail en équipe. Le programme sera mené jusqu'au 30 novembre 2019.

#### Un médecin vante les mérites du système des TIC de l'USAID

119. Un médecin membre de l'équipe soignante de la Lake Clinic a déclaré ceci: "Depuis notre passage au numérique, le nouveau système électronique de dossiers médicaux a permis à l'équipe soignante de voir plus de patients. Grâce à ce système, la prise en charge complète de chaque patient ne prend que 5 à 10 minutes, contre 15, voire plus, auparavant." Voir <https://www.development-innovations.org/success-stories/transitioning-from-paper-to-digital-delivers-improved-health-services/>".

### 7 PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ET INCITATIONS UTILISANT DES MODÈLES DU SECTEUR PRIVÉ

120. Grâce à l'utilisation des partenariats public privé (PPP), les organismes des États-Unis chargés du développement ont obtenu des ressources financières additionnelles pour leurs activités en faveur du développement, ainsi que de nouvelles technologies, des moyens intellectuels, des compétences techniques et des compétences en matière de gestion qui permettent de relever les nouveaux défis du développement.

#### 7.1 Programmes d'aide au développement de la Millennium Challenge Corporation (MCC)

121. La Millennium Challenge Corporation (MCC) est une entreprise publique fédérale qui crée des partenariats avec certains des pays les plus pauvres du monde, mais seulement ceux qui sont attachés à la bonne gouvernance, à la liberté économique et à l'investissement dans leurs citoyens. Elle offre aux pays des subventions importantes pour financer des solutions nationales visant à atteindre son objectif de réduction de la pauvreté grâce à une croissance économique durable. Elle a approuvé des pactes et des programmes "seuil" d'une valeur dépassant 13 milliards d'USD dans le monde entier pour soutenir des projets dans les domaines suivants: énergie, agriculture et irrigation, lutte contre la corruption, améliorations de l'environnement commercial, éducation, santé, développement des entreprises, finance, droits fonciers, commerce et transports, et initiatives en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La MCC met actuellement en œuvre des pactes ou des programmes "seuil" avec sept PMA Membres de l'OMC: le Bénin, le Libéria, le Népal, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Dans le passé, elle a aussi mené à terme des pactes ou des programmes "seuil" avec le Bénin, le Burkina Faso, le Lesotho, Madagascar, le Mali, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Vanuatu et la Zambie. Elle élabore actuellement de nouveaux programmes avec le Burkina Faso, la Gambie, le Lesotho, le Malawi et les Îles Salomon (voir <http://www.mcc.gov/>).

### **7.1.1 Programme à l'intention d'un pays seuil – Togo**

122. Le programme de la MCC à l'intention du Togo, pays seuil, approuvé le 14 février 2019, comprend un projet dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), doté d'un budget de 20,5 millions d'USD, qui vise à améliorer l'accès des citoyens aux services Internet et aux technologies de l'information et de la communication de bonne qualité et abordables, tant pour les services de téléphonie mobile que pour Internet; pour ce faire, il encouragera les investissements du secteur privé, élaborera un régime réglementaire indépendant, étendra la prestation de services aux zones défavorisées, et encouragera les femmes et les petites entreprises à utiliser les TIC. Grâce à la restructuration du cadre des producteurs et du secteur de l'énergie effectuée par le gouvernement togolais avec l'assistance technique fournie par le programme, davantage de producteurs d'électricité indépendants devraient entrer sur le marché. Ces réformes ambitieuses ont accéléré les progrès dans la mise en place d'un secteur de l'électricité plus solide et à donner plus de possibilités aux Togolais. En renforçant ce secteur vital, le gouvernement togolais établit les bases d'un approvisionnement fiable en électricité qui bénéficiera à un plus grand nombre de ménages, d'écoles et d'entreprises afin de soutenir la croissance économique à long terme du pays et de réduire la pauvreté.

### **Le Premier Ministre vante les mérites de la MCC**

123. Le Premier ministre togolais a déclaré ceci: "Les deux domaines couverts par le programme seuil, à savoir la terre et les technologies de l'information et de la communication, sont des domaines très importants qui s'inscrivent dans un vaste programme de réforme lancé par le Togo. Nous nous félicitons d'avoir pris en compte les domaines que la MCC a identifiés et qui font partie du partenariat que nous avons établi avec elle."

### **7.1.2 Pacte de la MCC avec le Malawi**

124. Le pacte de la MCC avec le Malawi, doté de 350,7 millions d'USD, était un programme axé sur un seul secteur qui avait pour but d'accroître les revenus des particuliers et des entreprises et de réduire la pauvreté en améliorant la disponibilité, la fiabilité et la qualité de l'approvisionnement en électricité, en élargissant l'accès à l'électricité, en réduisant le coût de l'activité commerciale et en revitalisant le secteur de l'électricité du Malawi. Le pacte s'articulait autour de trois projets dont l'objectif était d'accroître la capacité, l'efficacité et la stabilité du réseau électrique national ainsi que la capacité et la durabilité de la production hydroélectrique de la centrale de Nkula A. Le gouvernement du Malawi a également investi dans de nouvelles capacités de production d'électricité en achevant la construction de la centrale hydroélectrique Kapichira II. Les activités menées dans le cadre du projet visaient à améliorer les possibilités d'expansion futures en renforçant les institutions du secteur, en améliorant la réglementation et la gouvernance du secteur et en créant un environnement attrayant pour encourager l'investissement privé. Ce pacte a été conçu pour réduire les coûts énergétiques des entreprises et des ménages, améliorer la productivité dans le secteur de l'agriculture et le secteur manufacturier et dans les services, et préserver et créer des possibilités d'emploi.

## **7.2 Modèle de l'Alliance mondiale pour le développement**

125. Depuis 2001, l'Alliance mondiale pour le développement (Global Development Alliance – GDA) est le modèle phare de l'USAID pour les partenariats public privé et contribue à améliorer les conditions socioéconomiques des pays en développement et à renforcer l'incidence de l'agence sur le développement. Étant donné que le secteur privé joue un rôle toujours plus important pour le développement économique et social durable, l'USAID continue d'associer les entreprises, les entreprises locales, les institutions financières, les sociétés d'investissement, les fondations privées et d'autres partenaires clés aux efforts déployés par les États-Unis pour stimuler la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les résultats économiques dans les pays en développement. Outre qu'elle met fortement et principalement l'accent sur l'impact sur le développement, l'Alliance mondiale pour le développement a plusieurs autres caractéristiques essentielles, y compris, mais pas exclusivement: 1) elle se fonde sur des intérêts et des objectifs complémentaires; 2) elle suit des approches et prône des solutions axées sur le marché; 3) elle s'appuie sur une collaboration élargie et la responsabilité partagée; et 4) elle encourage les contributions du secteur privé afin de potentialiser l'impact sur le développement.



## **7.3 Projets nationaux**

### **7.3.1 Tworore Inkoko Twunguke – Rwanda**

126. L'Institut d'agronomie de l'Université du Tennessee (UTIA), partenaire de la mise en œuvre du projet de "Tworore Inkoko Twunguke", l'Alliance mondiale pour le développement dans le secteur de la volaille financée par l'USAID a donné une formation technique sur les techniques de production de poulets de chair et la gestion de la chaîne de valeur à cinq salariés de Zamura Feedmill. La formation avait essentiellement pour but de renforcer la capacité locale en matière de techniques de production de poulets de chair et les services de vulgarisation fournis aux producteurs de ce type de volaille. Les cinq techniciens spécialisés dans la production de poulets de chair ont suivi une formation dans les domaines suivants: formation des formateurs en production de poulets de chair; santé des poulets de chair; utilisation efficace des aliments, biosécurité pour les poulets de chair; santé environnementale; surveillance des projets; comportement nutritionnel; et communication du changement. Suite à cette activité, les producteurs de poulets de chair du district de Musanze ont davantage accès aux services de vulgarisation, et en mars 2019, 262 membres de ménages vulnérables qui produisent depuis peu des poulets de chair dans ce district ont été formés et appliquent de nouvelles techniques de production.

### **7.3.2 Partenariat public privé avec Sproxil – Mali**

127. Afin de protéger les communautés agricoles et rurales touchées par les produits contrefaits, le CLDP collabore avec l'USAID/Mali et le gouvernement malien pour appliquer de meilleures pratiques de prévention de la circulation et de la consommation des produits agricoles et pharmaceutiques contrefaits et sensibiliser le public aux dangers liés aux produits contrefaits. Pour ce faire, les activités suivantes ont été réalisées: a) formation complète des parties prenantes, y compris les douanes, la justice, la police et la gendarmerie maliennes; b) information des consommateurs; et c) introduction de la technologie d'authentification mobile des produits (MPA™) au point de vente, qui diminuera le nombre de produits contrefaits sur le marché et leur impact sur l'agriculture et la santé, tant animale qu'humaine.

128. Dans ce contexte, le CLDP a organisé les 15-19 juillet 2019 un atelier à Bamako, au Mali, pour discuter, entre autres, de la mise en place d'une base de données nationale administrée conjointement par les douanes maliennes, le Centre malien de la propriété intellectuelle (CEMAPI) et le Bureau malien du droit d'auteur (BUMDA), dans laquelle producteurs et importateurs pourront enregistrer les marques pour faciliter la saisie des produits contrefaits.

### **7.3.3 Diffusion à grande échelle des technologies appliquées au mil et au sorgho dans le cadre d'Africa RISING – ARDT-SMS – Mali**

129. Dans le cadre d'un autre don de l'USAID et du projet ARDT-SMS de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), un partenariat public-privé avec la société américaine Sproxil a aidé les agriculteurs à distinguer les intrants de qualité approuvés par les autorités compétentes de ceux contrefaits présents sur le marché. Le Mali, à l'instar de nombreux autres pays africains, fait face à une prolifération d'intrants agricoles contrefaits et de produits pharmaceutiques et alimentaires illicites. Ce programme a pris fin en avril 2019, une fois épuisés les fonds que l'USAID/Mali s'était engagée à verser. Le partenariat a permis à Sproxil d'exécuter six contrats qui ont abouti à l'entrée sur le marché de plus de 225 000 étiquettes anticontrefaçon. Selon Sproxil, des négociations sont en cours avec sept autres entreprises nationales et internationales, concernant potentiellement 1,16 million d'étiquettes d'authentification des produits supplémentaires. Entres autres difficultés rencontrées par Sproxil, soulignons la nécessité de sensibiliser davantage le public aux dangers liés à la contrefaçon et d'une plus grande attention à cette question de la part des pouvoirs publics.

## **8 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AINSI QU'À LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

### **8.1 Programmes de transfert de technologie agricole de l'USDA**

130. Afin de faciliter le transfert de technologie, l'USDA recourt à des instruments contractuels, comme les accords coopératifs de recherche-développement (CRADA), les licences d'invention et les accords de transfert de matériels, et soutient la diffusion publique des résultats des recherches. L'USDA ne recourt à la protection par brevets et à la concession de licences que lorsque le transfert effectif de technologie nécessite le concours d'un partenaire du secteur privé. C'est généralement le cas lorsque les actifs complémentaires nécessaires à la fabrication, à la commercialisation et à la distribution d'une nouvelle technologie sont fournis par un partenaire commercial qui doit protéger son investissement. Le rapport annuel de l'USDA sur le transfert de technologie donne des précisions sur les mécanismes utilisés pour le transfert de technologie et les types de technologies transférées (voir <https://www.ars.usda.gov/office-of-technology-transfer/tt-reports/>).

#### **8.1.1 Programmes de transfert de technologie agricole de l'USDA**

131. En partageant des connaissances et des technologies grâce à une étroite collaboration avec des instituts de recherche nationaux et internationaux pour renforcer la capacité de recherche et accélérer le développement de technologies, le Service de recherche agricole (ARS) transfère des technologies et consolide les échanges commerciaux internationaux et la diplomatie (voir <http://www.ars.usda.gov/Research/docs.htm?docid=1428>).

#### **8.1.2 Initiative Nourrir le futur (FTF)**

132. Nourrir le futur (FTF) est l'initiative la plus importante des États-Unis pour lutter contre la faim et assurer la sécurité alimentaire dans le monde. Elle soutient les approches pilotées par les pays qui visent à s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la pauvreté dans les pays cibles: Bangladesh, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Honduras, Kenya, Mali, Népal, Nigéria, Ouganda et Sénégal. Grâce à cette initiative, les États-Unis aident les pays à transformer leur secteur agricole afin de produire durablement assez de nourriture pour nourrir leur population et renforcer la résilience face à des chocs tels que les sécheresses ou les événements météorologiques extrêmes. En conséquence, une aide alimentaire peut être utilisée pour répondre à des catastrophes imprévues plutôt que pour faire face à une insécurité alimentaire chronique ou à des cycles prévisibles de sécheresse ou d'inondation. Des experts techniques en nutrition d'organismes tels que l'ARS et l'USAID, et du secteur privé, ont été réunis pour orienter et coordonner les efforts dans le domaine de la sécurité alimentaire (voir "<https://www.usaid.gov/what-we-do/agriculture-and-food-security/increasing-food-security-through-feed-future>"). L'initiative FTF catalyse le transfert de technologie par une croissance et un développement économiques tirés par le secteur agricole en comblant le fossé entre les solutions novatrices relatives à la productivité de l'agriculture et la demande durable du marché, en favorisant un environnement propice à une croissance induite par le marché et en établissant des liens entre de grandes institutions commerciales et de petits exploitants partenaires.

##### **8.1.2.1 Augmentation de la production de riz et diversification des cultures – FTF Bangladesh**

133. L'activité Augmentation de la production de riz et diversification des cultures au Bangladesh renforce la sécurité alimentaire en facilitant les changements systémiques qui augmentent les revenus ruraux. Cette activité se veut un catalyseur de l'évolution des systèmes de marché en faveur d'une approche de diversification de la gestion agricole menant à une augmentation de la production de riz et/ou à une diversification accrue des cultures à forte valeur nutritive et à plus forte valeur ajoutée dans la zone FTF. Les premières cultures qui seront ciblées par cette initiative de diversification sont le maïs, les oléagineux (moutarde, tournesol, arachides et sésame) et les légumineuses (lentilles et haricots mungo). Les objectifs poursuivis sont les suivants:

- atteindre 500 000 agriculteurs de la zone FTF, dans le sud-ouest du Bangladesh;
- augmenter de 50% la portée commerciale dans la zone FTF de production et des intrants et des services liés à la post-récolte; et

- augmenter de 50% la production commerciale en collaborant avec les entreprises de la zone FTF.

134. L'activité atteindra ces objectifs grâce à des interventions de facilitation (assistance technique ciblée) qui auront une incidence variable sur les systèmes de marché, laquelle, en définitive, bénéficiera aux ménages ruraux, notamment aux femmes et aux jeunes de par la multiplication des possibilités qui s'offriront à eux. Le Fonds d'accélération des marchés de 1,5 million d'USD financera les partenariats public-privé stratégiques englobant des agroentreprises nationales et régionales et des fournisseurs de services de développement commercial et de facilitation. Le ratio de levier minimal sera de 1:1, mais sera établi au cas par cas lorsque les coinvestissements seront déterminés en fonction du niveau d'intensité nécessaire des services de facilitation. Le projet court jusqu'en 2021; au total, 24,5 millions d'USD y auront été investis.

#### **8.1.2.2 Développement numérique pour l'initiative Nourrir le futur (D2FTF)**

135. Le projet D2FTF est une collaboration entre le Laboratoire de développement mondial et le Bureau de la sécurité alimentaire de l'USAID qui vise à démontrer comment on peut tirer parti de la technologie numérique de manière globale et adopter les meilleures pratiques afin d'accroître l'efficacité économique de l'initiative Nourrir le futur (FTF) du gouvernement des États-Unis et son incidence sur le développement. Le projet D2FTF met l'accent sur quatre catégories d'outils numériques, choisies à partir de données recueillies sur leur impact: 1) l'agriculture de précision (y compris la technologie des capteurs); 2) les services financiers numériques; 3) l'agriculture fondée sur les données; et 4) la vulgarisation faisant appel aux TIC. D2FTF adapte ces outils aux PMA en utilisant diverses méthodes d'intervention (assistance technique aux programmes FTF, renforcement des capacités des équipes FTF et amélioration de la base de données sur les meilleures pratiques), principalement dans les pays ciblés par l'initiative FTF.

#### **8.1.2.3 Technologie pour l'inclusion financière de la population rurale non bancarisée – Ouganda**

136. Ensibuuko Technologies, MobiPay AgroSys et Mastercard Labs, partenaires du projet Youth Leadership for Agriculture (YLA) dans le cadre du programme FTF, renforcent l'inclusion financière de la population rurale ougandaise non bancarisée. Grâce au soutien du projet YLA, Ensibuuko a permis à 165 000 jeunes de 500 associations villageoises d'épargne et de crédit et à 50 organisations coopératives d'épargne et de crédit d'accéder à des services financiers en utilisant son application exclusive de microfinancement par téléphone mobile en nuage. Mastercard Labs collabore avec le projet YLA pour numériser le paiement des frais de scolarité et améliorer l'aptitude à communiquer et les compétences financières de plus de 17 000 jeunes dans 140 écoles. Dans le cadre de ce projet, les élèves des clubs d'épargne scolaire peuvent suivre leur épargne et recevoir une formation sur l'aptitude à communiquer et les compétences financières. Le logiciel permet également aux parents de payer les frais de scolarité par versements échelonnés et à la direction de l'établissement de mieux suivre les paiements entrants et de surveiller l'absentéisme des enseignants.

#### **8.1.2.4 Nourrir le futur – Programme "Tera Imbuto Nziza" (semences) – Rwanda**

137. Ce programme est cofinancé par l'USAID/Rwanda et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique dans le cadre du Partenariat pour une transformation agricole inclusive en Afrique (PIATA). L'Alliance pour une révolution verte en Afrique est également chargée de la mise en œuvre du programme au Rwanda. L'objectif du programme Tera Imbuto Nziza, qui sera réalisé de 2019 à 2022, est d'accroître durablement la productivité et les revenus agricoles en augmentant la production et la commercialisation des semences de cultures améliorées. L'accroissement de la productivité des cultures devrait augmenter les revenus des petits exploitants agricoles et promouvoir la sécurité alimentaire. Pour y parvenir, les trois objectifs suivants ont été définis: 1) accroître la production et l'utilisation de semences améliorées; 2) améliorer la capacité opérationnelle du système national du marché des semences; et 3) soutenir la mise en œuvre des politiques réglementant le secteur des semences. Les réalisations escomptées sont les suivantes:

- mise en circulation d'au moins trois variétés améliorées de pommes de terre irlandaises et quatre variétés de maïs hybride;
- augmentation d'au moins 40% des rendements de la production de semences de maïs;

- augmentation d'au moins 50% de la production de jeunes plants de pommes de terre irlandaises; faire en sorte qu'au moins 25% des semences de pommes de terre plantées proviennent du système officiel de semences (10% de semences certifiées et 15% de semences de qualité).

138. Cette première année a été essentiellement consacrée à l'ouverture d'un bureau au Rwanda, au recrutement de personnel et à l'octroi de subventions aux partenaires locaux et aux prestataires de services. Les résultats escomptés seront disponibles à compter de l'exercice 2020.

#### **8.1.2.5 Nourrir le futur – Programme Ongera Ubucuruzi – Rwanda**

139. Dans le cadre du Programme Ongera Ubucuruzi, les interventions liées aux technologies visent à ce que les petits commerçants aient plus facilement accès aux informations concernant le processus commercial et que ces informations soient plus transparentes afin d'accélérer les échanges commerciaux et d'en réduire le coût. L'objectif du programme est de réduire le temps moyen de dédouanement et de transit entre le dépôt et la mainlevée, d'améliorer l'efficacité de la normalisation et de fournir des services de qualité. Le temps moyen pour trier et classer le café destiné à l'exportation devrait être ramené de 20 à 7 jours par conteneur. L'appui au développement des systèmes d'information de la communauté commerciale comprend :

- La mise au point et l'établissement d'un guichet unique d'information sur le commerce (SWIFT) pour les organismes publics à vocation commerciale devraient réduire les délais et les coûts de traitement en douane et accroître encore l'efficacité du guichet unique.
- La création et la mise en place d'un système interconnecté de notification SMS à l'échelle de la Communauté de l'Afrique de l'Est reliant les systèmes nationaux actuels de notification SMS à un réseau régional. Cela encouragera les notifications en temps réel au niveau régional et facilitera la communication entre les systèmes SMS des différents États partenaires.
- L'automatisation du service actuel de tri et de calibrage que le Comité national de développement des exportations agricoles propose aux coopératives afin de réduire le temps nécessaire pour effectuer les opérations de transformation du café destiné à l'exportation. L'USAID autorisera l'achat d'une machine de triage par couleur et d'accessoires à connecter aux machines à ensacher et aux tables de tri manuel supplémentaires.

#### **8.1.2.6 Nourrir le futur – Programme Mboga na Matunda – Tanzanie**

140. L'objectif du programme Mboga na Matunda est d'accroître la compétitivité et l'inclusion du secteur horticole, tout en améliorant le statut nutritionnel des Tanzaniens par: 1) développer échelle des technologies et pratiques améliorées qui permettent aux petits exploitants d'avoir une productivité accrue, y compris à un grand nombre de femmes et de jeunes, pour les produits ciblés; 2) développer des modèles de systèmes de marché susceptibles de toucher de nombreux bénéficiaires directs et indirects, dont les populations vulnérables, tout en augmentant les échanges de produits ciblés; et 3) renforcer les capacités globales du secteur. Les interventions encouragent les innovations au niveau de l'exploitation agricole et les modèles commerciaux efficaces au niveau du marché, qui permettront une distribution plus large des avantages tout au long de la chaîne, y compris pour les petits exploitants, en particulier les femmes. Le programme sera réalisé pendant la période 2017-2021; il utilisera une approche de la chaîne de valeur afin de former 40 000 ménages ruraux aux bonnes pratiques agricoles et aux technologies de base et de leur fournir une éducation en matière de nutrition.

#### **8.1.3 Programme SERVIR de la NASA et l'USAID**

141. Le Programme SERVIR, une initiative de développement de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA) et de l'USAID, travaille en concertation avec les grandes organisations régionales du monde entier afin d'aider les pays en développement à utiliser les données transmises au moyen des satellites d'observation de la terre et des technologies géospatiales. Les outils, produits et services élaborés par le programme permettent aux décideurs de mieux s'attaquer aux questions cruciales pour le développement, y compris la sécurité alimentaire. Les services assurés par le programme dans le domaine de la sécurité alimentaire concernent l'agriculture, la gestion des pâturages, le pastoralisme, la pêche et l'aquaculture, en particulier sous l'angle de l'adaptation aux conditions climatiques extrêmes de plus en plus

fréquentes. Les principaux thèmes sont l'intégration des évaluations de la productivité agricole, les modèles de rendement des cultures et l'évaluation des incidences au moyen de scénarios climatiques.

142. Le Programme SERVIR fait entrer le village dans l'ère spatiale en aidant les pays en développement à utiliser les données satellites pour résoudre de graves difficultés liées non seulement à la sécurité alimentaire, mais également aux ressources en eau, aux conditions climatiques, à l'utilisation des terres et aux catastrophes naturelles. Il élabore des solutions innovantes pour améliorer les moyens de subsistance et favoriser l'autonomie en Asie, en Afrique et dans les Amériques. L'USAID se veut une passerelle vers les utilisateurs; grâce à son expertise en matière de développement et à sa présence sur le terrain dans 100 pays, elle est une source de contacts et de partenariats avec les parties prenantes locales, nationales et régionales. La NASA se veut une passerelle vers la science; forte de ses 19 équipes de collaborateurs de recherche établies dans 14 États des États-Unis et de ses plus de 20 satellites transmettant des données d'accès libre et gratuit, la NASA s'emploie à trouver des moyens de mettre à profit la science américaine afin de reproduire les réussites et d'innover dans le monde entier en étroite collaboration avec les organisations et les scientifiques des pays en développement, des avancées qui renforcent les capacités techniques et qui profitent à la société. Le Programme SERVIR accroît la sensibilisation, améliore l'accès à l'information et encourage les analyses pour aider les populations d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique orientale et australe, de l'Hindu Kush Himalaya, du bassin inférieur du Mékong, d'Amérique du Sud et de la région mésoaméricaine à surmonter les difficultés en matière de sécurité alimentaire, de ressources hydriques, de changements dans l'affectation des sols et de catastrophes naturelles. Fort des activités menées dans plus de 45 pays, le Programme SERVIR a déjà mis au point plus de 70 outils personnalisés, collaboré avec plus de 250 institutions et formé plus de 3 000 personnes, améliorant ainsi la capacité à développer des solutions locales. Voir <https://www.servirglobal.net/>.

## 8.2 Projets nationaux

### 8.2.1 Foire internationale de l'énergie solaire

143. L'Ambassade des États-Unis au Rwanda a entamé des discussions avec les délégations d'entreprises rwandaises afin qu'elles participent à la Foire internationale de l'énergie solaire qui aura lieu à Salt Lake City (Utah) et au Salon de l'agriculture Big Iron à West Fargo (Dakota du Nord), qui se tiendra en septembre 2019. Un employé de l'Ambassade des États-Unis pilotera les deux événements et organisera des réunions interentreprises.

### 8.2.2 Renforcement de la capacité des ménages de tirer parti des possibilités de développement III (SHOUHARDO ("amitié") III) – Bangladesh

144. Le projet SHOUHARDO III vise à améliorer, d'ici à 2020, la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience des femmes et des hommes vulnérables au Bangladesh, soit 549 000 personnes en situation de pauvreté ou de pauvreté extrême. SHOUHARDO III cible les villages où la vulnérabilité et l'insécurité alimentaires sont les plus grandes dans les zones des "chars", dans les districts de Gaibandha, Kurigram, Jamalpur et Serajganj, et d'autres zones des districts de Kishorganj, Netrokona, Habiganj et Netrokona. Le projet SHOUHARDO III sera mis en œuvre en partenariat avec six ONG locales. Investissement total prévu: 80 millions d'USD. L'objectif global sera réalisé au moyen des activités ci-après:

- formation et assistance technique dans le but d'accroître la productivité agricole et l'accès aux marchés;
- amélioration des conditions favorables aux activités rémunératrices, agricoles ou non, et des possibilités à cet égard, et amélioration de la protection des avoirs;
- élargissement de l'accès à l'épargne et au financement par le renforcement des capacités et l'établissement de liens;
- amélioration de l'accès aux aliments nutritifs et de la disponibilité de ces aliments moyennant l'offre de rations alimentaires complémentaires et la production d'aliments nutritifs;

- amélioration de l'infrastructure et des services d'assainissement des eaux et de l'hygiène par le renforcement des capacités, la sensibilisation et l'établissement de réseaux au niveau communautaire;
- amélioration des pratiques des ménages en matière de santé, d'hygiène et de nutrition au moyen d'activités de communication sur les changements comportementaux et sociaux et sensibilisation;
- formation à la préparation en prévision des catastrophes et contribution à l'amélioration des capacités des communautés et des comités en matière de réduction des risques de catastrophe;
- renforcement des capacités des communautés de développer des moyens de subsistance résilients aux changements climatiques;
- organisation de groupes de femmes et d'adolescents et renforcement de leur aptitude à diriger et de leurs aptitudes à la vie quotidienne; et
- organisation de formation, mobilisation des communautés et activités de soutien auprès des comités de développement villageois, des représentants des autorités locales et des prestataires de services.

### **8.2.3 Fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire (LIFT) – Myanmar**

145. Le LIFT accroît la résilience du Myanmar, en particulier des personnes démunies et des groupes vulnérables, grâce aux activités en matière de moyens de subsistance, d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition. Ses programmes sont axés sur quatre domaines thématiques: la nutrition; l'accès aux services financiers de base; l'agriculture et les systèmes alimentaires; et le travail décent et la mobilité de la main-d'œuvre; 70 activités sont actuellement réalisées dans tout le pays par 61 organisations partenaires, dont de nombreuses ONG des États-Unis. La Michigan State University est un partenaire de recherche stratégique du Fonds et s'occupe de l'analyse des politiques fondée sur les données avec le secteur public comme le secteur privé. Au cours de la période 2010-2019, le Fonds d'affectation spéciale pour les moyens d'existence et la sécurité alimentaire a bénéficié à plus de 9,2 millions de personnes.

### **8.2.4 Riz tolérant au stress en environnement vulnérable – Myanmar**

146. Pour répondre à la demande de semences de riz de qualité adaptées aux conditions locales (tolérance au sel et au stress hydrique), l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) a mis en œuvre une activité afin que les petits exploitants disposent de plus de variétés de riz adéquates. En collaboration avec des riziculteurs, les variétés de riz tolérantes au stress ont été sélectionnées (sélection des agriculteurs). La production de ces variétés a progressé grâce au recours à des cultivateurs de semences autosélectionnés. L'IRRI a aidé ces cultivateurs à satisfaire aux critères de qualité pour la vente de semences et a pris des dispositions pour que le Ministère de l'agriculture inspecte les semences et les certifie. À la fin de l'activité, ces cultivateurs de semences produisaient de manière durable des semences tolérantes au stress destinées au marché intérieur. L'activité a pris fin en 2018.

### **8.2.5 Phase II du Programme Africa RISING – Tanzanie**

147. La phase II du Programme Africa Rising est réalisée en collaboration avec le Programme Nourrir le futur – Tanzanie dans le cadre de l'activité "Nafaka" (céréales), qui vise à résoudre les difficultés persistantes de productivité des petits agriculteurs et de bien-être des populations rurales dans trois régions cibles (Morogoro, Iringa et Mbeya). L'activité vise, notamment, à introduire des variétés de semences résistantes, à diversifier et à accroître l'approvisionnement en denrées alimentaires et les sources de revenus, à améliorer la nutrition et à remédier à la dégradation des sols et des terres.

### **8.2.6 Projet de croissance agricole portée par le secteur privé (PSDAG) – Rwanda**

148. Dans le cadre du PSDAG, l'USAID s'associe à des entités privées (producteurs et multiplicateurs de semences) ou leur apporte son aide aux fins de la production de pommes de terre irlandaises dans un pays où les semences améliorées représentent moins de 15% des semences utilisées. L'USAID a recours à la technologie (systèmes d'information géographique, bases de données et autres matériels informatiques et technologies améliorées) pour aider à pallier le manque



d'informations dans le secteur de l'agriculture. Le PSDAG a aidé le gouvernement rwandais à mettre au point le Système d'information sur les terres agricoles (ALIS I), un interface en ligne appelé "Application pour les investisseurs" qui permet au Ministère de l'agriculture et au secteur privé d'identifier les parcelles de terres domaniales qui pourraient répondre aux demandes des investisseurs potentiels. Cet outil en ligne permet d'accéder, notamment, aux données ci-après: les couches de données spatiales (photographies aériennes, données satellitaires, terres, analyse de l'adéquation des données et données cadastrales concernant les terres agricoles); les projets d'investissement actuels (systèmes d'irrigation et leurs coûts connexes, et investissements privés importants dans le secteur de l'agriculture); l'utilisation actuelle et projetée des terres; un ensemble de données sur l'agriculture; les types de sols; et la pluviométrie.

149. Au cours de l'exercice 2019, le PSDAG a encouragé l'élargissement de la fonctionnalité d'ALIS I à ALIS II, qui comprend une application simplifiée pour les investisseurs et l'ajout d'une application de gestion. Les technologies de l'information et de la communication constituent toujours une part importante du système de suivi et d'évaluation du PSDAG et facilitent la collecte de données et la communication des résultats obtenus grâce aux activités menées dans le cadre de projets réalisés par divers partenaires. Par exemple, les partenaires du PSDAG utilisent le système de collecte de données numériques "Map and Track" pour enregistrer les agriculteurs et les coopératives et présenter les valeurs trimestrielles de l'indicateur. Le PSDAG a continué d'utiliser "Map and Track" pour recueillir les coordonnées GPS des projets mis en œuvre par différents partenaires. Le PSDAG met à profit ces informations pour cartographier dans ArcGis les interventions effectuées dans le cadre des projets. La carte en direct peut être consultée à l'adresse suivante: <http://arcg.is/2cpeuEx>.

150. Le PSDAG a également aidé les partenaires du secteur privé à tester des technologies améliorées, des pratiques de gestion et des modèles opérationnels nouveaux afin d'accroître la productivité des agriculteurs grâce à de meilleures installations et techniques. Grâce aux investissements en capital dans les équipements, la technologie et l'assistance technique connexe, la plupart des bénéficiaires ont été en mesure de conquérir de nouveaux marchés, d'investir dans des certifications internationales en matière de qualité et d'attirer de nouveaux investisseurs. Pendant l'exercice 2018, 35 633 agriculteurs et d'autres personnes ont utilisé des technologies ou des pratiques de gestion améliorées grâce à l'assistance du gouvernement des États-Unis.

### **8.2.7 Projet de création d'emplois et d'accroissement de la capacité de production des entreprises agroalimentaires – Ouganda**

151. Les partenaires du projet ont eu accès à diverses technologies de transformation de produits agricoles, le but étant de permettre à plus de 10 000 jeunes de fournir des produits agricoles et/ou d'accroître les possibilités en ce sens. Ainsi, Youth Leadership for Agriculture-Ouganda a acheté un séchoir solaire et un concasseur de piments pour le compte de l'entreprise Anchor Foods Ltd., ce qui lui a permis de diversifier ses produits à base de piment et de recruter 1 500 jeunes en tant que fournisseurs. Un pasteurisateur destiné à une entreprise fabriquant des produits à base de soja, une machine à moulin utilisée pour le traitement d'aliments pour bébés nutritifs et de qualité, des technologies post-récolte, notamment des égreneuses de maïs, des humidimètres et des bâches pour le séchage des grains, un appareil à emballer et à emballer les produits à base de citrouille et une machine de préparation et de séchage des pommes de terre, sont au nombre des autres technologies acquises.

### **8.2.8 HarvestPlus: Production de haricots enrichis en fer et de patates douces à chair orange à des fins de revenu et d'alimentation – Rwanda**

152. L'USAID a soutenu la production et diffusion de nouvelles semences de haricots enrichis en fer et de matériel de plantation de patates douces à chair orange pour améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire dans un pays où le retard de croissance touche 39% de la population. Ce faisant, l'USAID s'est associée au Conseil pour l'agriculture du Rwanda (RAB), à des producteurs de semences et à des multiplicateurs privés pour promouvoir, produire et distribuer des semences et du matériel de plantation améliorés. Des vignes améliorées de patates douces à chair orange (OFSP) ont été produites et distribuées à 45 541 ménages bénéficiaires, en particulier ceux qui comptaient des femmes en âge de procréer et des enfants de moins de 5 ans, dans le but d'améliorer les revenus et la nutrition. Enfin, 533 tonnes métriques de semences certifiées biofortifiées en fer ont été produites et distribuées à 59 763 ménages agricoles. Le programme a été mené à bonne fin pendant l'exercice 2019.

### **8.2.9 Projet national de mise en place d'un système de technologie agricole, phase II (NATP 2) – Bangladesh**

153. L'objectif de développement que l'USAID s'est fixé pour la phase II (NATP-2) consiste à accroître la productivité des petites exploitations agricoles et à améliorer l'accès aux marchés pour les petits exploitants de certains districts. Ce projet de 8 millions d'USD sera mis en œuvre sur une période de 6 ans dans 56 des 64 districts et dans jusqu'à 270 des 493 sous-districts (upazilas) du pays. Il est prévu d'approfondir les interventions effectuées pendant la phase I dans les upazilas existantes et élargir la couverture géographique par l'inclusion de nouveaux districts et upazilas. Conformément aux politiques et stratégies gouvernementales, le premier groupe cible du NATP 2 sera composé de petits exploitants agricoles (une attention particulière sera accordée aux femmes), qui représentent plus de 90% de la population rurale du pays et constituent la grande majorité de la population pauvre du Bangladesh. Le NATP 2 comporte un volet de recherche agricole et trois volets pour les sous-secteurs suivants: les cultures, l'élevage et la pêche. Cette approche devrait permettre une meilleure intégration entre la recherche, la vulgarisation et la production agricoles. On estime que plus de 1 million de ménages d'agriculteurs bénéficieront directement des activités du projet, notamment de l'amélioration des services de vulgarisation, du renforcement des liens avec la recherche, de la réalisation de démonstrations de nouvelles technologies dans les exploitations, d'un renforcement des capacités grâce à des services de formation et de perfectionnement des compétences, ainsi que d'un cofinancement d'actifs productifs. Le projet prendra fin en 2021; les objectifs spécifiques des activités réalisés sont les suivants:

- accroître la création de technologies agricoles;
- soutenir le développement des cultures;
- soutenir le développement de la pêche;
- soutenir le développement de l'élevage.

### **8.2.10 SEMEAR – Mozambique**

154. SEMEAR est un projet de reproduction de semences d'une durée de cinq ans qui fait fond sur le soutien apporté pendant des années par l'USAID à la recherche agricole appliquée, au transfert de technologie et au renforcement des capacités connexes. Le projet mise sur des partenariats public privé mutuellement bénéfiques pour distribuer des semences de légumineuses améliorées (plus de 27 variétés de haricots communs, de niébés, d'arachides, de pois cajan et de soja) et des pratiques complémentaires de gestion des cultures. La plupart des nouvelles variétés sont tolérantes à la sécheresse et résistantes aux organismes nuisibles et aux maladies endémiques, possèdent les caractéristiques recherchées par l'utilisateur final et permettent à l'agriculteur d'augmenter considérablement le rendement. Dans le cadre de ce projet, une dizaine de milliers de tonnes de semences seront reproduites et distribuées. L'équipe du projet a touché plus de 100 000 bénéficiaires et facilité le recours à des technologies améliorées sur plus de 193 000 hectares de terres. L'accent a été mis en particulier sur les agricultrices, qui ont été encouragées à investir dans la production de semences, à organiser des démonstrations en plein champ et à participer à des activités de formation. Ce projet court jusqu'en 2020.

### **8.2.11 Aflasafe – Mozambique**

155. Le projet Aflasafe de l'USAID vise à réduire les niveaux d'aflatoxines (toxines dans les aliments) dans le régime alimentaire mozambicain et à proposer aux agriculteurs, aux organismes de réglementation, aux fournisseurs d'intrants et aux exportateurs d'autres modes de production, de commercialisation et d'exportation des arachides et du maïs dans le respect des normes fixées par le CODEX Alimentarius pour les aflatoxines. À cette fin, un produit de biocontrôle, aflasafe Moz, sera développé pour atténuer les aflatoxines. Toutefois, les données disponibles sur la prévalence des aflatoxines dans le maïs et l'arachide au Mozambique étant limitées, le projet mettra tout particulièrement l'accent dans un premier temps sur la cartographie de l'incidence des aflatoxines dans les deux cultures. Pour soutenir le développement et l'homologation d'aflasafe, qui a déjà fait ses preuves au Nigéria, un programme de formation des vulgarisateurs agricoles des secteurs public et privé du pays, suivi d'une formation destinée à l'ensemble des petits exploitants, sera mis en œuvre. L'introduction d'aflasafe Moz s'accompagnera d'un renforcement des stratégies existantes de réduction des aflatoxines auprès des petits exploitants par le biais d'un vaste programme de formation. Les autres activités du projet consisteront à moderniser et à équiper les installations de

laboratoire d'UniLurio à Nampula en vue de la réalisation de travaux mycologiques et d'analyses des mycotoxines. Le programme s'est achevé au cours de l'exercice 2019.

### **8.2.12 Technologies viables pour la culture de la patate douce en Afrique (VISTA) – Mozambique**

156. Au cours des dernières années, les investissements dans la recherche-développement se sont traduits par une amélioration des technologies utilisées pour la culture de la patate douce susceptible d'avoir une incidence favorable sur la nutrition, les revenus et la sécurité alimentaire au Mozambique. VISTA Mozambique vise à améliorer la nutrition, la sécurité alimentaire et les revenus des ménages bénéficiaires. L'augmentation de la production et une meilleure utilisation des variétés nutritives de patates douces à chair orange profiteront particulièrement aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes et allaitantes. La consommation de patates douces à chair orange constitue un moyen éprouvé et économique de réduire la carence en vitamine A et de fournir un complément d'éléments nutritifs essentiels aux populations vulnérables. De 2014 à 2019, quelque 74 000 ménages (dont 55% de ménages ayant pour chef une femme) ont reçu du matériel de plantation de 15 variétés améliorées de patate douce à chair orange, utilisé sur 4 600 ha. En outre, VISTA a indiqué que la consommation de vitamine A par les ménages participant au projet avait progressé entre 2014 et 2019 en comparaison avec le groupe de ménages témoin. Le programme s'est achevé pendant l'exercice 2019.

### **8.2.13 RAMA-BC – Mozambique**

157. L'objectif général du Programme RAMA-BC de l'USAID est d'accroître équitablement la productivité agricole et de renforcer la résilience aux changements climatiques par un recours accru aux technologies et pratiques agricoles résilientes. Tout au long de ce projet, des activités seront mises en œuvre dans quatre domaines d'intervention afin d'encourager l'adoption de technologies agricoles résilientes dans le Corridor de Beira. Les activités relevant des domaines 1 et 2 accroîtront la demande par la sensibilisation et la démonstration de l'efficacité des technologies et pratiques clés, y compris les semences améliorées, les pratiques agricoles de conservation et les solutions aux problèmes de gestion de l'eau et d'irrigation. Les activités relevant des domaines 3 et 4 appuieront les améliorations du côté de l'offre, ce qui permettra d'accroître la disponibilité, l'accessibilité et l'abordabilité des intrants et d'autres technologies, et d'améliorer les services consultatifs fournis par le secteur privé. Le projet courra jusqu'en 2021.

### **8.2.14 Programme "Ambassador's Water Expert" – Ouganda**

158. Dans le cadre de la Stratégie mondiale de l'eau du Président, le Programme "Ambassador's Water Expert" envoie des hydrologues américains à l'étranger afin de fournir une assistance technique en matière de sécurité hydrique, en soutenant les infrastructures et services durables, la science, la technologie et l'information. Le Programme international d'assistance technique du Département de la sécurité intérieure des États-Unis (DOI-ITAP) gère l'AWEP, tandis que le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales (OES) du Département d'État des États-Unis finance les programmes.

159. Un expert du Département de la sécurité intérieure a formé 25 participants de districts ruraux du Ministère de l'eau et de l'environnement à l'utilisation du logiciel "Water Point Data Exchange", mis au point par des entreprises américaines et fourni gratuitement à l'Ouganda. Ce système permet aux responsables du Ministère de l'eau et de l'environnement d'utiliser les données sur l'utilisation de l'eau dans les zones rurales pour prendre des décisions plus éclairées en matière de gestion des ressources hydriques.

### **8.2.15 Initiative pour le développement de l'intégration des ressources en eau (WARIDI)**

160. L'initiative pour le développement de l'intégration des ressources en eau (WARIDI) promeut la gestion intégrée des ressources hydriques et la prestation de services dans de nombreux secteurs. Elle a pour objectif spécifique d'améliorer la gestion des ressources en eau, l'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, et l'adaptation aux changements climatiques dans les bassins du Rufiji et du Wami Ruvu. WARIDI vise: 1) à accroître l'utilisation de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène durables et à usages multiples; 2) à renforcer la gouvernance en vue d'une gestion durable et résiliente des ressources en eau et

des services relatifs à l'eau pour faire face aux changements climatiques; et 3) à améliorer les moyens de subsistance grâce aux possibilités d'investissement du secteur privé dans les services durables d'approvisionnement en eau, dans l'agriculture et dans la gestion des ressources naturelles.

### **8.2.16 Centre d'excellence pour l'intensification durable de l'agriculture et l'alimentation (CE SAIN) – Cambodge**

161. Le Centre d'excellence pour l'intensification durable de l'agriculture et l'alimentation (CE SAIN) a pour mission de coordonner et de mettre à profit les activités des laboratoires d'innovation et d'autres activités relatives à l'intensification de l'agriculture durable et à l'alimentation, de renforcer les capacités humaines et institutionnelles de l'Université royale d'agriculture, et de créer des parcs technologiques pour mettre en évidence les technologies à haut potentiel et les stratégies visant à intensifier de manière durable les activités des petites exploitations. Financé par l'USAID à hauteur de 2,5 millions d'USD, le programme compte six partenaires du gouvernement des États-Unis. iDE Cambodia, l'IRRI, l'Université du Tennessee, l'Université de l'État du Kansas et World Vegetable Cambodia ont démontré leurs technologies agricoles dans les parcs technologiques du CE SAIN. Les principaux succès de l'activité au cours de l'exercice 2019 sont les suivants:

- présentation par 6 partenaires du gouvernement des États-Unis, dont iDE Cambodia, l'IRRI, l'Université du Tennessee, l'Université de l'État du Kansas, ATEC et le secteur privé de leurs technologies innovantes dans les parcs technologiques du Centre;
- amélioration de la communication, de la coordination et de l'échange de connaissances entre 6 universités américaines, des partenaires des États-Unis, 4 entreprises du secteur privé et d'autres projets en cours au Cambodge;
- octroi de 24 bourses d'études (à 11 femmes), dont 8 bourses de doctorat, 8 bourses au niveau du master et 8 bourses au niveau du bachelor;
- attribution de 6 subventions de recherche à des facultés de l'Université royale d'agriculture (RUA) afin d'augmenter les activités de laboratoire et la quantité de matériel didactique et d'outils pédagogiques;
- organisation de 33 séries de conférences pour 310 étudiants et professeurs de la RUA; et
- visite des parcs technologiques du Centre par 1 270 personnes (partenaires du gouvernement des États-Unis, étudiants, chercheurs et agriculteurs).

### **8.2.17 Composante Sécurisation foncière de l'USAID|REGIS-ER – Adjudication**

162. La composante Sécurisation foncière et prévention des conflits du projet USAID|REGIS-ER a pour mission de renforcer la coopération avec l'Observatoire national du foncier au Burkina Faso (ONF-BF) et les structures gouvernementales en charge des questions foncières afin de sécuriser le régime foncier (notamment les sites et espaces pastoraux appartenant aux femmes). L'objectif est de fournir une assistance technique au gouvernement du Burkina Faso en vue de l'établissement, de la dotation en personnel et du bon fonctionnement des bureaux du Service du régime foncier rural dans les comités fonciers communaux et villageois afin d'améliorer l'arbitrage et l'atténuation des conflits liés à l'agriculture, au pastoralisme, aux activités extractives et autres questions découlant de questions foncières grâce à l'utilisation de l'application mobile MAST (Mobile Application to Secure Tenure) de l'USAID. Se fondant sur les enseignements tirés de la phase pilote et dans les 5 premières communes bénéficiaires, l'USAID procède à l'élargissement de l'utilisation de l'outil MAST dans 12 autres communes dans le cadre d'une subvention directe accordée par l'ONF-BF pour l'année 2020.

### **8.2.18 Programme de gouvernance intégrée des ressources foncières (ILRG)**

163. Le programme de gouvernance intégrée des ressources foncières (ILRG) de l'USAID, géré par le Service des territoires ruraux et urbains du Bureau de la croissance économique, de l'éducation et de l'environnement à Washington, vise à fournir une assistance technique afin d'améliorer la gestion des terres et des ressources, de renforcer les droits de propriété et de bâtir des moyens de subsistance résilients en tant qu'éléments fondamentaux pour une croissance économique forte, la stabilité et l'autonomie. Les activités menées dans le cadre du programme ILRG en Zambie sont destinées à capitaliser les investissements antérieurs de l'USAID pour soutenir l'établissement de titres fonciers de régime coutumier et leur gouvernance, en toute transparence, au moyen du projet

"Propriété et changements climatiques mondiaux" (TGCC) qui a été exécuté de 2013 à 2018. Le programme ILRG institutionnalisera les titres fonciers de régime coutumier par le biais de politiques et de lois; il facilitera la coopération interministérielle sur les questions de développement rural grâce à des processus participatifs de collecte de données spatiales; il pilotera des approches communautaires de gestion des ressources naturelles qui réduisent les conflits, accroissent la biodiversité et la séquestration du carbone, et génèrent des revenus pour les communautés rurales. Les objectifs du programme sont les suivants:

- améliorer la gouvernance dans les districts et la planification intégrée des ressources naturelles;
- renforcer la gestion des ressources naturelles;
- améliorer la documentation foncière ainsi que l'administration et l'utilisation des terres à l'échelle des ménages;

### **8.2.19 Projet de l'USDA sur la chaîne de valeur du millet – Sénégal**

164. Le projet sur la chaîne de valeur du millet mené par l'USDA au Sénégal au cours de la période 2019-2021 apportera expertise et savoir-faire au secteur de l'agriculture pour améliorer la transformation locale du millet. Le Programme nourriture pour le progrès de l'USDA axé sur la chaîne de valeur du millet, lancé au cours de l'exercice 2014, concernera plus de 19 000 producteurs de millet jusqu'en 2019, date où il prendra fin. Ce projet de 14 millions d'USD a pour objectif d'accroître la productivité agricole de la chaîne de valeur du millet en: 1) mettant au point des systèmes de transformation; 2) renforçant les capacités des producteurs à améliorer la production et la qualité du millet; 3) formant les producteurs et les transformateurs aux techniques de production améliorées, à la manipulation après récolte, à la commercialisation et à la production de semences; et 4) accordant des subventions et des prêts pour le matériel et les intrants. Ce programme vise également à développer le commerce du millet en développant des relations public-privé, en facilitant les relations commerciales, en recherchant des possibilités d'exportation, en renforçant les capacités en matière de vulgarisation agricole et en aidant à répondre aux questions d'innocuité des produits alimentaires et aux prescriptions dans ce domaine.

## **9 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE**

### **9.1 Réseau consultatif pour le financement privé (PFAN)**

165. Le Réseau consultatif pour le financement privé (PFAN) est un partenariat public-privé multilatéral mis en place dans le cadre de l'Initiative sur les technologies climatiques et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il identifie et encourage les projets prometteurs et innovants dans le domaine des énergies propres et renouvelables en faisant le lien entre les investisseurs et les entrepreneurs et concepteurs de projets dans le domaine des énergies propres. Le PFAN mobilise l'expertise du secteur privé en matière de financement de projets et de technologies respectueux du climat pour étudier les plans d'activité et sélectionner les projets en fonction de leur viabilité économique et de leurs effets positifs sur l'environnement et sur la société. Il fournit aux entrepreneurs et entreprises sélectionnés des conseils concernant la faisabilité économique, la structure des projets, l'investissement et le financement, les aide à établir des plans d'activité et les met en rapport avec des investisseurs. Parmi les partenaires et donateurs du PFAN figurent le Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT) de l'Australie; le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI) du Japon; le Ministère des affaires étrangères de la Norvège; l'Agence suédoise de coopération internationale au développement; et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le PFAN relève de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et est mis en œuvre en collaboration avec le Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEEP).

### **9.2 Initiatives énergétiques régionales et nationales**

166. Les programmes de développement énergétique régional des États-Unis sont axés sur l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud. Des organismes des États-Unis collaborent étroitement avec des banques multilatérales de développement, d'autres organismes publics américains, le secteur privé et des banques ou institutions financières locales dans le cadre de programmes de coopération énergétique régionale.



### **9.2.1 Programme énergétique pour l'Afrique australe (SAEP)**

167. Le Programme énergétique pour l'Afrique australe (SAEP) de l'USAID s'emploie à faire progresser la réforme de la politique et de la réglementation en matière d'énergie et à stimuler les investissements pour accroître la production d'électricité et l'accès à l'électricité dans l'ensemble de la région. En renforçant l'environnement favorable et en facilitant les transactions publiques et privées, le SAEP tire parti de la dynamique des investissements privés pour contribuer à diriger les ressources du SAEP de manière à soutenir le mieux possible la réforme des écosystèmes énergétiques nationaux et régionaux. En parallèle, le SAEP obtient les résultats concrets nécessaires pour créer un cycle durable alliant de nouvelles réformes, une augmentation des investissements et une volonté politique constante. Le SAEP s'attaque aux principaux obstacles à l'investissement dans le secteur de l'énergie en Afrique australe en prenant les mesures suivantes: améliorer la réglementation et la planification de l'énergie, l'approvisionnement en ressources énergétiques et la viabilité commerciale des services publics du secteur de l'énergie; accroître l'harmonisation régionale et stimuler le commerce transfrontalier; faire la démonstration des technologies et des pratiques liées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique et les appliquer à grande échelle; et renforcer les capacités humaines et institutionnelles.

### **9.2.2 Initiative régionale sud-asiatique pour l'intégration de l'énergie (SARI/EI) – Bhoutan, Bangladesh, Inde et Népal**

168. L'initiative régionale sud-asiatique pour l'intégration de l'énergie a (SARI/EI) de l'USAID vise à accroître l'intégration régionale dans le domaine de l'énergie en encourageant les échanges transfrontières d'électricité en Asie du Sud par l'harmonisation des mécanismes d'intervention, juridiques et réglementaires; l'amélioration de l'interconnexion entre les réseaux de transport; et la création d'un marché régional de l'électricité en Asie du Sud. Ces actions seront mises en œuvre par trois groupes spéciaux intergouvernementaux créés dans le cadre du programme et composés de représentants des gouvernements nationaux, des compagnies de transport d'électricité, des organismes de réglementation et d'autres représentants compétents des pays d'Asie du Sud participant à l'initiative.

169. Des analyses ciblées ont été réalisées dans le cadre du projet afin de mettre en place un cadre et des organismes régionaux propices au commerce de l'électricité dans la région, notamment par l'adoption de lignes directrices relatives au libre accès, d'un recueil des réglementations applicables au secteur de l'énergie dans la région, d'un accord type sur le régime de licences commerciales et de lignes directrices relatives à l'octroi de licences commerciales, la création d'un marché et de règles relatives à la Bourse sud-asiatique de l'électricité, la réalisation d'une simulation pour évaluer la faisabilité d'une bourse régionale de l'électricité et renforcer la capacité des acteurs du Népal, du Bhoutan et du Bangladesh de travailler sur une plate-forme d'échange. Le programme a également modélisé les avantages du commerce de l'électricité dans la région Bhoutan-Bangladesh-Inde et Népal (BBIN) et s'est associé à des groupes de réflexion locaux au Bangladesh, au Népal et à Sri Lanka pour susciter un débat sur les avantages du commerce régional de l'électricité. Il s'est associé à des institutions régionales telles que l'Association sud asiatique de coopération régionale (ASACR) et le Forum des organismes de réglementation des infrastructures d'Asie du Sud (SAFIR) pour renforcer les capacités des régulateurs de l'énergie et les réunir sur une plate-forme commune afin d'harmoniser les règlements et les lois. Le programme a établi une coopération avec d'autres institutions régionales telles que l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC) afin de rassembler des informations sur la situation du secteur énergétique et de les porter à la connaissance des pays membres en établissant des perspectives énergétiques en 2030. Le programme a également encouragé une étude politico-économique sur le rapprochement de l'Asie du Sud de l'Asie du Sud-Est.

170. À l'avenir, le programme a pour ambition de faire en sorte que la région abandonne le commerce bilatéral de l'électricité et se tourne vers le commerce multilatéral/trilatéral; pour ce faire, il créera une structure institutionnelle pour la planification du transport coordonné de l'électricité, l'élaboration des procédures d'exploitation d'un réseau électrique commun et d'une plate-forme boursière commune. Il continuera de travailler avec les institutions régionales pour faire progresser le commerce régional de l'électricité. La SARI/EI coopérera également avec les associations sectorielles nationales et régionales en vue de la création d'un forum d'investissement afin d'éliminer les obstacles et de promouvoir les investissements dans les projets énergétiques régionaux.



171. La SARI/EI continuera de soutenir deux initiatives bilatérales majeures pour le commerce de l'électricité entre l'Inde et le Népal et entre l'Inde et le Bangladesh. Le programme développera les capacités institutionnelles des gouvernements du Népal et du Bhoutan afin qu'ils soutiennent l'interconnexion des réseaux synchronisés, se lancent dans le commerce de l'électricité et participent au marché indien de l'électricité. Le renforcement des capacités est axé sur la mise en commun des meilleures pratiques entre les gestionnaires de réseaux et de transport des secteurs public et privé ainsi que les négociants en électricité des États-Unis et de l'Asie du Sud. La SARI/EI mettra également l'accent sur l'échange de connaissances et de bonnes pratiques dans la région, en particulier dans le domaine du développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

### **Les fonctionnaires de gouvernements étrangers vantent les mérites de la SARI/EI**

172. Lors d'un atelier consacré au commerce de l'électricité par le biais de la bourse népalaise de l'électricité, le Secrétaire du Ministère népalais de l'énergie, des ressources en eau et de l'irrigation a remercié l'USAID pour l'appui constant fourni à la région par le biais des programmes de la SARI/EI. Il a mentionné plusieurs changements positifs intervenus grâce à la SARI/EI, comme l'adoption de nouvelles politiques et réglementations et les modifications qui y avaient été apportées pour encourager les échanges transfrontières d'électricité.

### **9.2.3 Projet de miniréseaux: Étude de faisabilité et projet pilote – Madagascar**

173. L'USTDA a accordé une subvention à l'entreprise américaine FLUIDIC ENERGY Inc., partenaire de la société malgache HENRI FRAISE FILS & CIE en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité et d'un projet pilote sur la mise en place de miniréseaux solaires photovoltaïques avec stockage sur batterie dans les zones reculées et hors réseau de Madagascar. D'autres sociétés américaines, dont Caterpillar (Peoria, IL) et First Solar (Perrysburg, OH), participeront également au projet. Le projet pilote a été réalisé à Belobaka (à 210 km d'Antananarivo); le personnel local a géré efficacement le réseau et l'équipement grâce à la formation qui leur a été dispensée en matière de renforcement des capacités avant la réalisation du projet. L'on n'a pas encore installé de miniréseaux dans les autres villages au titre de ce projet.

### **9.2.4 Power Africa – Djibouti**

174. L'USAID/DJIBOUTI a apporté son soutien à l'Office djiboutien de développement de l'énergie géothermique (ODDEG) afin qu'il bénéficie d'une formation de renforcement des capacités en matière de forage géothermique. Vingt-six membres du personnel de l'ODDEG ont suivi une formation de cinq jours sur les techniques de forage donnée par des experts chevronnés en la matière. Les compétences ainsi acquises seront utilisées pour le forage de huit puits géothermiques dans le lac Assal (nord de Djibouti) qui produiront de l'énergie propre pour le pays. Le Ministère de l'énergie ayant informé l'USAID/DJIBOUTI qu'il n'approuvait pas la mise en œuvre du projet, il y a été mis fin.

### **9.2.5 First Solar et Néon – Zambie**

175. L'USAID et le Département d'État soutiennent un projet solaire d'une société américaine (First Solar) et d'une société française (Néon), et l'OPIC en assure le financement. Ce projet vise à développer une centrale solaire photovoltaïque de 47,5 mégawatts (MW). Il s'agira de la première centrale solaire à échelle commerciale en Zambie. La centrale solaire a été officiellement approuvée et mise en service durant l'exercice 2019. C'est la première centrale solaire à échelle commerciale en Zambie.

### **9.2.6 Programme d'électrification rurale et de développement de l'énergie renouvelable (RERED II) – Bangladesh**

176. Le programme RERED II vise à aider le gouvernement du Bangladesh à concrétiser sa vision de l'accès universel à l'électricité d'ici à 2021. La contribution de l'USAID à cette initiative met l'accent sur le développement de l'énergie solaire renouvelable dans les zones rurales, principalement au moyen d'installations solaires individuelles, de pompes d'irrigation solaires, de micro et de miniréseaux et de l'autoproduction d'électricité à partir de sources renouvelables. Le budget estimatif du projet est de 8 millions d'USD.

### 9.2.7 Octroi d'une subvention de l'USTDA à EleQtra – Mozambique

177. L'USTDA a octroyé une subvention au promoteur EleQtra pour la réalisation d'une étude visant à évaluer la viabilité d'une centrale éolienne de 120 mégawatts, qui serait construite en deux phases de 60 MW dans le sud du Mozambique. Ce sera le premier projet d'énergie éolienne au Mozambique, qui servira ainsi d'indicateur pour cette industrie dans ce pays. Le montant de la subvention était de 1,1 million d'USD. Les études de faisabilité sont en cours et devraient être achevées en 2019.

### 9.2.8 SPEED+ – Mozambique

178. L'assistance technique fournie par l'USAID au Ministère de l'énergie et des ressources minérales (MIREME) a établi un modèle de réussite pour les transactions à venir, et a clarifié et fixé les règles permettant aux producteurs privés d'électricité d'attirer davantage d'investissements dans la production indépendante à partir de sources raccordées au réseau. Parmi les résultats attendus figure le renforcement de la capacité à conclure avec succès des accords tels que les accords de concession, à gérer le régime de tarification de rachat de l'énergie renouvelable et à préciser le cadre juridique pour les producteurs d'électricité indépendants. Speed+ devrait se traduire par un secteur énergétique raffermi, une augmentation de la production d'électricité et des tarifs plus bas pour les consommateurs. Le projet court jusqu'en 2020.

### 9.2.9 Services climatiques pour l'agriculture – Rwanda

179. Développé par l'IRI, un membre du CGIAR (un consortium d'instituts de recherche agricole), avec le soutien financier de l'USAID Rwanda, Maproom est une collection de cartes et d'autres graphiques utilisés pour suivre l'évolution actuelle et récente des conditions climatiques. Grâce au soutien de l'USAID, les autorités rwandaises disposent désormais d'un outil qui facilite les analyses et les prévisions météorologiques. Maproom permet d'accéder en ligne aux données suivantes :

- informations historiques sur le climat (analyse des précipitations quotidiennes, dates de début et de fin des saisons des pluies, totaux pluviométriques saisonniers);
- informations historiques et prévisionnelles pour l'agriculture; <http://maproom.meteorwanda.gov.rw/maproom/Agriculture/#tabs-1>; et
- la Water Balance Maproom: outil en cours d'élaboration, qui sera utilisé pour surveiller le rendement des cultures et effectuer des prévisions en matière de sécurité alimentaire au Rwanda: <http://maproom.meteorwanda.gov.rw/maproom/Agriculture/#tabs-2>.

180. Cet outil a contribué à diffuser des données obtenues grâce à la fusion de données météorologiques/climatologiques (provenant de stations physiques) et de données d'observation météorologique en surface par satellite, ce qui a permis de combler les lacunes du Rwanda en matière de données météorologiques historiques. Le Rwanda dispose aujourd'hui de données météorologiques historiques sur plus de 60 ans. L'objectif est de rendre les données météorologiques et climatiques accessibles à toutes les entités publiques ainsi qu'aux organismes privés. Étant donné que le projet s'achève en décembre 2019, le partenaire opérationnel a déjà obtenu des fonds additionnels dans le cadre du projet WISER, financé par le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, afin de continuer de soutenir la mise au point de nouvelles fonctionnalités.

### 9.2.10 Étude de faisabilité sur les miniréseaux – Sierra Leone

181. Pendant l'exercice 2019, l'USTDA a accordé une subvention au Ministère de l'énergie de la Sierra Leone pour mener une étude de faisabilité sur la réalisation de l'analyse technique et financière nécessaire à la mise en œuvre d'environ 45 miniréseaux en Sierra Leone. L'étude de l'USTDA vise à soutenir spécifiquement un modèle standard piloté par le secteur privé de création de réseaux autonomes et à servir de modèle aux pays d'Afrique de l'Ouest. Elle permettra également d'améliorer l'accès de plus de 8 000 ménages ruraux et de plusieurs centaines d'entreprises en Sierra Leone à l'énergie.

### **9.3 Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP)**

182. Le SREP s'emploie essentiellement à déployer des systèmes d'énergie renouvelable pour améliorer l'accès à l'énergie dans plusieurs pays en développement, y compris les PMA pilotes suivants: Bangladesh, Bénin, Cambodge, Haïti, Îles Salomon, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Népal, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Vanuatu, Yémen et Zambie. À ce jour, un financement de 264 millions d'USD a été approuvé et est investi dans 23 projets et programmes, et un cofinancement d'environ 1,9 milliard d'USD provenant d'autres sources est prévu.

## **10 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

183. Depuis 2009, les États-Unis participent, avec des pays en développement, à des activités très diverses qui visent à promouvoir le développement et le déploiement de technologies et pratiques respectueuses du climat, ainsi que la gestion responsable de l'environnement et des ressources environnementales.

### **10.1 Programme SilvaCarbon des États-Unis**

184. SilvaCarbon est un programme de coopération technique qui relève de l'initiative de lutte contre le changement climatique mondial (Global Climate Change Initiative) et constitue une contribution des États-Unis à l'initiative mondiale pour les observations de la forêt (Global Forest Observation Initiative) du Groupe intergouvernemental sur l'observation de la terre. SilvaCarbon travaille avec 24 pays forestiers tropicaux au renforcement des capacités de mesure, de surveillance et de notification des changements observés dans le carbone forestier et terrestre. Il collabore au niveau mondial pour identifier, mettre à l'essai et diffuser les bonnes pratiques et des technologies efficaces sur le plan des coûts. Le programme met à profit les moyens dont disposent des organismes partenaires du gouvernement des États-Unis, dont le Département d'État, l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), la NASA, l'USAID, le Service des forêts de l'USDA et le Service géologique du Département de l'intérieur, ainsi que des ONG et des milieux universitaires et de l'industrie (voir <http://www.silvacarbon.org/>).

185. SilvaCarbon promeut le développement à faibles émissions et améliore la transparence par l'assistance technique et la formation à l'utilisation de logiciels et de méthodes gratuits et en libre accès afin d'assurer une surveillance adéquate du changement d'affectation des terres. Par exemple, au cours du premier semestre de l'exercice 2018, en collaboration avec le moteur Google Earth, la Boston University, l'Oregon State University, le Service des forêts des États-Unis (USFS) et le Service géologique des États-Unis (USGS), SilvaCarbon a dispensé une formation personnalisée à sept pays d'Amérique latine et d'Afrique pour les aider à adopter des technologies de pointe de surveillance des forêts adaptées à leurs besoins. SilvaCarbon a également contribué au développement et à la diffusion de la plate-forme de surveillance des forêts Collect Earth Online, et a facilité l'adoption du logiciel permettant de dresser l'inventaire national des gaz à effet de serre dans l'agriculture et l'utilisation des terres dans de nombreux pays, dont le Viet Nam, qui a officiellement adopté cet outil au niveau national. SilvaCarbon a travaillé avec ses homologues au Népal et au Cambodge pour mettre à jour les cartes nationales des forêts et de la couverture des terres afin d'améliorer la précision et la transparence et de répondre aux besoins des multiples utilisateurs et parties prenantes.

### **Des responsables gouvernementaux du Népal et de la République démocratique du Congo font l'éloge de SilvaCarbon**

186. Un représentant du Ministère népalais de l'environnement a indiqué que SilvaCarbon avait largement contribué au développement de nouvelles compétences et technologies au Népal et avait contribué de manière significative au renforcement des capacités des techniciens népalais spécialisés dans la mesure, la surveillance et la notification du carbone forestier dans le cadre du programme de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+).

187. Un représentant du Ministère de l'environnement et du développement durable de la République démocratique du Congo a estimé que la formation au programme SilvaCarbon avait été bénéfique pour le personnel technique et qu'elle avait amélioré le niveau de connaissances scientifiques en matière d'analyse des sols, de capitalisation du carbone et de zonage forestier.

## 10.2 Programmes internationaux de gestion des forêts

188. Le Service des forêts des États-Unis favorise le renforcement des capacités pour soutenir la gestion durable des forêts et la conservation de la biodiversité à l'échelle internationale en établissant des liens entre les compétences du personnel sur le terrain et des partenaires à l'étranger. Ces activités portent sur un large éventail de sujets, et bon nombre d'entre elles sont cofinancées avec le Département d'État et l'USAID ("<http://www.fs.fed.us/about-agency/international-programs/program-topics>"). Ces travaux font intervenir divers partenaires, y compris des organisations intergouvernementales, des organisations de recherche et de conservation internationales et des ONG environnementales. Les scientifiques de l'USFS et des experts techniques d'autres organismes fournissent une assistance technique spécialisée pour des projets existants, dispensent des formations, facilitent la recherche et publient des guides techniques pour promouvoir la gestion durable des forêts et la conservation de la biodiversité. Ces activités englobent bon nombre des questions les plus urgentes dans le domaine des forêts, y compris la gestion des incendies, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ceux-ci, la surveillance des forêts et la télédétection, la santé des forêts et les espèces envahissantes, les espèces migratrices et la gestion de l'habitat, l'aménagement des bassins hydrographiques, les aires protégées et l'écotourisme, et les pratiques forestières durables.

## 10.3 Partenariat USFS Union internationale des instituts de recherche forestière

189. L'USFS et l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) ont signé, en 2014, un accord de partenariat pluriannuel visant à accroître la contribution des sciences de la forêt aux processus décisionnels internationaux concernant les forêts et à la mise en œuvre d'une gestion durable des ressources forestières, en particulier dans les pays économiquement défavorisés. L'accord permet d'effectuer un transfert de technologie en consolidant les systèmes nationaux de recherche forestière en Afrique, en Amérique latine et en Asie, en particulier au moyen du renforcement des capacités, d'une assistance aux scientifiques et du renforcement des institutions. Par ailleurs, l'initiative soutient les initiatives mondiales de l'IUFRO visant à recueillir et à diffuser des renseignements sur les forêts à l'aide d'Internet et des moyens reposant sur les TIC (voir <http://www.fs.fed.us/research/partnerships>). L'IUFRO soutient de longue date la communauté scientifique spécialisée dans les forêts en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Elle met en œuvre des activités de renforcement des capacités dans le cadre de son Programme spécial pour le renforcement des capacités (IUFRO-SPDC). Ces activités visent à renforcer les programmes de recherche et à améliorer l'élaboration et la mise en œuvre de bonnes pratiques et politiques en matière de gestion des forêts en obtenant et en diffusant des résultats de recherche de qualité sur les forêts et les arbres. Les activités de renforcement des capacités au titre du Programme spécial s'attachent surtout à aider les instituts de recherche forestière des pays en développement partenaires à participer de manière effective à l'élaboration de politiques forestières nationales et locales, et de systèmes de gestion durable des forêts (voir "<http://www.iufro.org/science/special/spdc/>").

## 10.4 Soutien aux services d'information et à la diffusion des connaissances

190. Les États-Unis soutiennent la fourniture de services d'information aux scientifiques et aux décideurs dans les pays en développement au moyen du Service mondial d'information sur les forêts (GFIS). Le GFIS permet d'échanger des données et des renseignements liés aux forêts en passant par un portail unique, et favorise la diffusion et le partage de renseignements et de connaissances sur les forêts en développant une plate-forme commune d'échange d'informations, en renforçant les capacités et en encourageant les partenariats entre fournisseurs et utilisateurs de données sur la foresterie (voir <http://www.qfis.net/>).

## 10.5 Programmes nationaux

### 10.5.1 Accord interinstitutions de l'USFS – Zambie

191. Cette activité soutient les évaluations de l'USFS visant à identifier les questions prioritaires concernant les changements climatiques, la biodiversité, la foresterie et la gestion d'autres ressources naturelles. L'assistance technique fournie au gouvernement de la Zambie comprend des formations sur la cartographie, l'utilisation des systèmes d'information géographique pour effectuer des analyses et la télédétection. Les objectifs en cours de réalisation sont les suivants: faciliter la

fourniture d'une assistance technique à court terme à l'Agence de gestion de l'environnement de la Zambie (ZEMA) en lui affectant un conseiller en environnement à la préparation du rapport sur l'inventaire des gaz à effet de serre; fournir une assistance technique au Département des forêts de la Zambie (ZFD) en lui affectant un conseiller REDD+ et en sylviculture chargé de veiller au bon fonctionnement de systèmes qui exécutent diverses fonctions pour les forêts (surveillance, établissement de rapports et vérification); fournir une assistance technique à court terme pour la gestion des forêts, y compris des ateliers destinés au personnel des provinces et des districts, et une formation sur la gestion des incendies afin de renforcer leurs capacités en la matière; faciliter la fourniture d'une expertise technique en SIG et en délimitation des zones forestières ainsi que l'achat de cartes topographiques auprès du Département des forêts par les neuf districts de la province orientale.

192. Au cours de l'exercice 2019, l'USAID a affecté un conseiller en environnement à l'Agence de gestion de l'environnement de la Zambie (ZEMA) et un conseiller de REDD+ spécialisé en matière de sylviculture au Département des forêts de la Zambie (ZFD). Le conseiller affecté à la ZEMA a déjà commencé à travailler avec le gouvernement zambien pour contribuer à la compilation, à l'analyse et à la diffusion des rapports d'inventaire des gaz à effet de serre, ainsi qu'à l'élaboration du plan de mise en œuvre de la contribution déterminée à l'échelle nationale. Dans le cadre du Département des forêts de la Zambie, l'USAID a participé à de nombreux ateliers et formations qui ont permis d'améliorer les capacités du Département en matière de délimitation des frontières et de cartographier les modifications de la couverture forestière, ainsi que dans le domaine de la gestion des incendies. Le conseiller a également participé aux efforts déployés pour définir les facteurs d'émission.

### **10.5.2 Projet de conservation de Keo Seima – Cambodge**

193. Le projet de l'USAID à Keo Seima vise à améliorer la conservation de la biodiversité et la santé des écosystèmes du sanctuaire faunique de Keo Seima, situé dans les plaines de l'Est, et des aires avoisinantes. Il s'agit notamment d'aider les autorités locales à surveiller l'efficacité de la mise en œuvre de la loi et d'adapter la gestion à l'aide de la technologie SMART (Spatial Monitoring and Reporting Tool) du SIG. En outre, le projet établit des mécanismes de financement durables, tels que les paiements au titre de la fourniture de services liés aux écosystèmes et la vente des crédits carbone, et prévoit l'intensification durable de l'agriculture. Les principaux succès de l'activité pendant l'exercice 2019 sont les suivants:

- identification d'une zone de déforestation de 762 hectares à l'intérieur du sanctuaire grâce à l'analyse des techniques de télédétection du GIS;
- découverte d'une deuxième espèce de loutres au sein du sanctuaire, confirmée par le cliché pris par un piège photographique;
- réalisation d'une évaluation de la chaîne de valeur des produits forestiers non ligneux dans 7 villages du sanctuaire et facilitation du dialogue entre les entreprises privées, le comité de gestion de l'aire protégée communautaire et le groupement des entreprises du bambou afin d'assurer adéquation de l'offre et de la demande de bambou et d'élaborer une stratégie à long terme pour le bambou dans l'aire protégée communautaire;
- amélioration des installations d'écotourisme dans le camp Jahoo Gibbon et formation des membres de la communauté à l'accueil de visiteurs; et
- soutien apporté au village d'Andoung Kraloeng, qui a rejeté la demande de défrichage de terres dans l'enceinte du sanctuaire dotées de titres fonciers communaux autochtones déposée par des personnes étrangères à la zone.

### **10.5.3 Région Afrique et Moyen-Orient**

194. Dans la région Afrique et Moyen-Orient, le Service des forêts des États-Unis œuvre dans plus de 30 pays pour surmonter les difficultés liées à la gestion des ressources naturelles dans les pays les moins et les plus boisés du monde. Il s'est associé à un ensemble d'organisations dont des entités du gouvernement des États-Unis (USAID, le Département d'État, le Département de la défense), les gouvernements de pays hôtes, des établissements universitaires et des organisations non gouvernementales pour promouvoir le transfert de technologie et l'échange de bonnes pratiques afin d'améliorer la gestion des ressources naturelles, le développement économique et la résilience des communautés.

195. Plus précisément, le programme mené dans la région Afrique et Moyen-Orient fournit un soutien technique et un transfert de technologie ciblés à long terme aux partenaires des États-Unis en matière de surveillance, de notification et de vérification des émissions de gaz à effet de serre qui bénéficient à l'agriculture, aux forêts et à d'autres utilisations des terres, y compris en élaborant des systèmes, cartographiant la couverture terrestre et analysant les changements d'utilisation des terres. L'USFS soutient également les efforts plus larges menés par le gouvernement des États-Unis pour atténuer la criminalité environnementale dans la région en dispensant une formation sur le respect des lois et en menant des enquêtes, et en faisant connaître les techniques et technologies d'identification du bois afin de lutter contre l'exploitation forestière illégale. Le Service s'appuie sur ses connaissances approfondies pour aider les pays de la région Afrique et Moyen-Orient en matière de restauration écologique, ce qui va de la fourniture et de la gestion des semences à la réalisation d'activités ou à l'utilisation de technologies de pointe favorisant la production de pépinières/végétaux, et à la présentation des pratiques optimum en matière de planification et de réalisation de projets de restauration écologique à différents niveaux. En Afrique et au Moyen-Orient, l'USFS aide les gouvernements des pays hôtes à soutenir comme il convient les populations locales pendant et après les incendies et les catastrophes de tous types en encourageant le renforcement des institutions et des moyens de faire face aux problèmes à l'échelle nationale et *in situ*, en apportant son concours aux opérations de secours d'urgence et la coordination de celles-ci, à la lutte contre les incendies, à la gestion de la situation après un incident et à la préparation en amont aux situations d'urgence, et en utilisant les systèmes et technologies qu'il a mis au point, selon la situation que rencontrent les pays hôtes. Enfin, le Service des forêts apporte un soutien aux partenaires dans la gestion des bassins versants à différents niveaux, en se servant des outils et des technologies de conception américaine qui peuvent s'avérer pertinents pour aider les pays partenaires à incorporer la conservation de l'eau à l'échelle du paysage dans leurs stratégies de sécurité hydrique.

#### **10.5.4 Programme d'experts climatiques – République démocratique du Congo**

196. Le programme d'experts climatiques fournit une assistance technique au gouvernement de la République démocratique du Congo pour assurer la gestion durable des ressources forestières, appuyer les efforts déployés par le pays pour réduire les émissions et accroître l'absorption des gaz à effet de serre dans le secteur forestier et d'autres secteurs liés à l'utilisation des terres. Un expert technique affecté au Ministère de l'économie forestière réalise des activités de formation et de renforcement des capacités à l'intention du personnel technique du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (CNIAF) et de la Direction générale du développement durable au Ministère du tourisme et de l'environnement. Les domaines spécifiques sur lesquels portent, notamment, les activités de renforcement des capacités et de formation sont les suivants: télédétection, interprétation des images satellites, inventaire et gestion des forêts, système d'information géographique (SIG), comptabilisation des gaz à effet de serre (GES) et autres processus et questions techniques et décisionnels pertinents liés à la gestion durable des forêts, prévention de la déforestation et de la dégradation des forêts, conservation et renforcement des stocks de carbone forestier (boisement et reboisement).

#### **10.5.5 Atelier en deux volets sur le dialogue politique de haut niveau sur la biotechnologie agricole (HLPDAB) et l'APEC – Coopération réglementaire dans le domaine de la biotechnologie agricole et édition génomique – Myanmar**

197. Les ateliers de l'USDA comportent des discussions sur l'environnement actuel de la biotechnologie agricole, y compris sur les questions, les préoccupations, les réussites et les utilisations de la technologie pour faire face au changement climatique, à la rareté des ressources et à l'insécurité alimentaire. Au Myanmar, la biotechnologie agricole est du ressort de fonctionnaires de l'État.

#### **10.5.6 Loi Lacey et exploitation forestière illégale – Myanmar**

198. Une ONG américaine, The Nature Conservancy (TNC), collabore avec le Center for Peoples and Forests, basé en Thaïlande, dans le cadre d'une initiative du Myanmar s'inscrivant dans le cadre du programme Responsible Asia Forestry and Trade, qui est financée en partie par le Département d'État (TNC y a affecté une petite partie de la subvention de 700 000 USD qu'elle a reçue pour la période 2013-2018). TNC a récemment achevé une étude pluriannuelle approfondie sur les cycles de production, les cycles commerciaux et les réformes du secteur sylvicole au Myanmar afin d'identifier les actions susceptibles de stabiliser et de restaurer les forêts de production du Myanmar,



en accordant une attention particulière à la participation de nombreuses parties prenantes et de la société civile. Bien que la subvention ait été versée intégralement, TNC continue de travailler avec les parties prenantes au Myanmar. Les organismes des États-Unis, en particulier le Département de la justice, examinent activement les possibilités de renforcement des capacités de leurs homologues du Myanmar au moyen d'une formation portant sur l'application des lois liées aux ressources naturelles, et en particulier sur les crimes forestiers. La Division de l'environnement et des ressources nationales du Département de la justice a organisé un atelier sur la lutte contre le trafic illicite de bois en mars 2019 et un autre atelier à Mandalay en septembre. L'atelier a rassemblé des juges et des procureurs, des représentants du Bureau du Procureur général de l'Union, du Département des forêts, de la Cour suprême et de la police forestière qui ont échangé des données d'expérience.

#### **10.5.7 Projet de protection des zones naturelles communautaires**

199. Ce projet sera réalisé de 2019 à 2021 dans les réserves zoologiques de Mumbwa et de Namwala, qui comptent parmi les neuf réserves zoologiques qui constituent avec le parc national de Kafue la Zone du Grand Kafue. L'objectif du projet est d'accroître les mesures de lutte contre le braconnage et d'autres activités illégales au niveau local afin de faire reculer cette pratique et de permettre aux populations de mieux tirer profit des activités axées sur la faune et la flore sauvages, telles que le tourisme durable, la chasse et la protection du gibier et des espèces sauvages, contribuant ainsi à l'objectif plus large de protection de la zone. Les objectifs du projet sont les suivants:

- renforcer les conseils communautaires sur les ressources de Namwala et de Mumbwa afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience des mesures prises pour assurer le respect des lois et de lutter contre les atteintes à la faune et à la flore sauvages dans la zone;
- créer une zone de patrouille intensive sur quelque 1 700 km<sup>2</sup> situés dans la partie occidentale de la réserve zoologique de Mumbwa et dans la partie nord-ouest de celle de Namwala afin d'intensifier les opérations de lutte contre le braconnage; et
- améliorer la gestion des incendies dans les réserves zoologiques de Mumbwa et de Namwala.

#### **10.5.8 Renforcement de la résilience sismique au Bangladesh (SERB) – Bangladesh**

200. Le programme SERB de l'USAID est mis en œuvre dans le cadre d'un accord sur l'octroi de prêts passé avec le Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes. Le projet a pour but de renforcer les capacités du gouvernement du Bangladesh à gérer les tremblements de terre. Pour ce faire, les capacités du personnel de gestion (médecins, infirmiers, personnel administratif, etc.) de 25 hôpitaux publics dans les villes de Dhaka, Chittagong, Sylhet, Gazipur, Mymensingh, Narayanganj, Manikgonj, Rangpur, Tangail, Cox's Bazar, Bandarban et Rangamati seront renforcées afin de lui permettre de prendre en charge un grand nombre de blessés après un tremblement de terre. De plus, il est prévu de renforcer les capacités des services de lutte contre les incendies et de la défense civile en fournissant un équipement aux volontaires menant des opérations de recherche et de secours. Un investissement total de 1,9 million d'USD est prévu pour ce projet, qui formera 660 membres du personnel hospitalier et fournira 171 équipements de secours et de recherche aux services de lutte contre les incendies et à la défense civile. Le programme, qui prendra fin en novembre 2019, est mené en partenariat avec le Centre asiatique de planification préalable des catastrophes, le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours, la Direction générale des services de santé et la Direction des services d'incendie et de défense civile.

#### **10.5.9 Projet d'adaptation des villes côtières – Mozambique**

201. Le projet d'adaptation des villes côtières (CCAP) avait pour objectif d'accroître la résilience de certaines villes côtières du Mozambique face aux changements climatiques. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU Habitat) et l'USAID, le CCAP a entrepris de construire dans les villes de Pemba et de Quelimane 24 maisons modèles à faible coût, en utilisant des matériaux locaux résistants aux vents violents, aux inondations et aux autres risques naturels liés aux changements climatiques. Un élément clé de l'activité a consisté à transmettre les techniques de construction aux constructeurs immobiliers, aux étudiants, aux concepteurs, aux fonctionnaires du gouvernement et à d'autres responsables politiques dans l'ensemble du pays. Le programme s'est achevé pendant l'exercice 2019.

### 10.5.10 Programme d'appui aux sanctuaires fauniques – Cambodge

202. Le programme d'appui aux sanctuaires fauniques de l'USAID favorise la conservation de la biodiversité et des écosystèmes dans les sanctuaires de faune et de flore sauvages de Phnom Prich et de Srepok et les aires avoisinantes. Le programme consiste à: surveiller les populations et les espèces d'ongulés telles que le banteng, le porc sauvage et le muntjac; suivre l'évolution de la déforestation et les obstacles rencontrés en matière de gestion et de préservation des sanctuaires de faune et de flore sauvages de Phnom Prich et de Srepok; assurer une réponse opportune aux menaces visant les deux sanctuaires, comme le braconnage et l'exploitation forestière; et fournir un soutien aux autorités provinciales en vue d'une application effective de la loi et de gestion des zones protégées, y compris en effectuant des patrouilles avec des gardes forestiers et en recueillant des preuves en vue de leur présentation en justice. Les principaux succès enregistrés pendant l'exercice 2019 sont les suivants:

- création de 217 points de contrôle pour surveiller de manière stratégique et efficace les activités forestières et fauniques illégales et les faire cesser;
- réalisation, en 2018, d'un transect linéaire dans les deux sanctuaires qui a révélé une diminution de la population de batengs (de l'ordre de 66%) et de muntjacs (de l'ordre de 39%) ainsi qu'une augmentation de 5,7% de la population de porcs sauvages, comparativement aux données de 2016;
- réalisation d'une étude acoustique sur les gibbons à joues jaunes; le rapport complet sur les résultats de cette étude est attendu et sera communiqué aux parties prenantes concernées d'ici à décembre 2019.

### 10.5.11 Réforme de la gouvernance environnementale dans une optique de développement durable (EGR) – Cambodge

203. Le projet de réforme de la gouvernance environnementale dans une optique de développement durable (EGR) vise à aider le gouvernement royal du Cambodge à faciliter la réforme de la gouvernance environnementale et à créer un cadre stratégique et juridique propice à la conservation et à la protection des ressources environnementales en péril. Pour ce faire, il faudra mettre en œuvre une nouvelle structure au Ministère de l'environnement et une nouvelle structure organisationnelle et directionnelle au Conseil national du développement durable, promulguer un nouveau code de l'environnement, et élaborer et mettre en œuvre une cartographie intégrée des écosystèmes. Le coût total est estimé à 3,5 millions d'USD, le financement étant assuré par l'USAID. Les principaux succès enregistrés au titre de cette activité pendant l'exercice 2019 sont les suivants:

- lancement du processus d'établissement d'un nouveau système de gestion des ressources humaines afin d'améliorer l'évaluation du comportement professionnel;
- élaboration de la version technique définitive du Code de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, soumise au Ministère de l'environnement en avril 2018. Le Ministère de l'environnement et le Conseil national du développement durable pilotent la coordination interministérielle établie en vue de la présentation du Code au Conseil des ministres et à l'Assemblée nationale pour adoption;
- cartographie des écosystèmes: création d'un système d'aide à la décision, un portail SIG qui aidera les décideurs à visualiser et à identifier les zones adaptées à des utilisations spécifiques, tels que i) les efforts de conservation et de protection accrus; ii) le régime de propriété communautaire; et iii) les activités de développement; et
- élaboration et approbation d'une stratégie et d'un plan d'action du département du Ministère de l'environnement chargé du SIG afin d'élargir l'application des données dans le processus de prise de décisions utilisant le Système d'aide à la décision.

## 11 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS À LA SANTÉ

204. La recherche dans le domaine de la santé réalisée grâce aux activités de financement de la recherche biomédicale et comportementale d'organismes des États-Unis, y compris les Instituts nationaux de la santé (NIH) et les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), a contribué au transfert de technologie et au renforcement des capacités de recherche dans de nombreux PMA. Dans le cas des nouvelles technologies mises au point par des scientifiques des

États-Unis, les NIH octroient des licences pour l'utilisation de biomatériaux et/ou des droits de brevet correspondants à des institutions qui peuvent commercialiser ces produits dans ou pour les PMA.

### **11.1 Instituts nationaux de la santé (NIH)**

205. Au cours de l'exercice 2019, les NIH ont investi dans plus de 1 550 projets de recherche réalisés dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, généralement sous la direction de chercheurs principaux américains qui ont collaboré avec des scientifiques de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire rattachés à une multitude d'institutions de recherche dans le monde entier. Ces projets ont été soutenus par 23 des 27 instituts et centres des NIH, soit l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses; le Centre international Fogarty; l'Institut national de la santé mentale; l'Institut national de la santé infantile et du développement humain; l'Institut national du cancer; l'Institut national du cœur, des poumons et du sang; l'Institut national du diabète et des maladies du système digestif et du rein; et 11 autres instituts et centres. Bon nombre de ces projets comportaient un transfert de technologie.

### **11.2 Innovation en santé mobile**

206. Les NIH encouragent les applications de la recherche exploratoire et de la recherche développement qui proposent d'étudier le développement ou l'adaptation d'une technologie de santé mobile spécifiquement adaptée aux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, et les retombées sanitaires de l'utilisation de cette technologie. Les projets les plus demandés sont les projets multidisciplinaires bien conçus qui mettent l'accent sur des outils ou des interventions pour le traitement de maladies chroniques ou sur les technologies pouvant être appliquées indépendamment de la maladie ou transversalement. Les projets innovants, bien conçus et multidisciplinaires suscitent le plus grand intérêt et visent à générer des connaissances susceptibles d'être généralisées dans ce domaine.

### **11.3 Systèmes d'information sanitaire propices à la lutte contre l'épidémie de VIH et à la sécurité sanitaire – Ouganda**

207. Tandis que l'Ouganda lutte contre l'épidémie de VIH et améliore ses capacités pour prévenir et détecter les épidémies et y faire face, le gouvernement des États-Unis continue de lui fournir des ressources importantes et un appui technique pour lui permettre d'établir un système d'information sanitaire. Dans le cadre du Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et du Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale, les employés du gouvernement des États-Unis, les ONG locales et les fonctionnaires du gouvernement ougandais ont établi des dossiers médicaux électroniques et mis au point des systèmes d'information des laboratoires et de suivi des échantillons et des produits. Ces outils d'analyse et de contrôle aident les professionnels de santé, aux niveaux local et national, à fournir des soins de qualité aux patients et à contrôler les épidémies et les mesures prises pour y faire face. Les systèmes d'échange d'informations sanitaires ont permis la transmission automatique de données par Internet, depuis les établissements de santé situés dans des zones reculées du pays vers un registre national central afin d'assurer le suivi des dépistages prioritaires, tels que le diagnostic précoce du VIH et de la tuberculose chez le nourrisson.

### **11.4 Système d'information des laboratoires d'Afrique – Ouganda**

208. Pour simplifier, normaliser et maintenir de bonnes pratiques de laboratoire en vue de l'accréditation, le Ministère de la santé, avec le soutien du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies, a modifié le logiciel ouvert "Computing for Good Basic Laboratory Information System", qui a été rebaptisé Système d'information des laboratoires d'Afrique (ALIS). L'ALIS saisit en temps réel les données issues d'essais pratiqués par les laboratoires qui sont utilisées pour prendre des décisions cliniques et élaborer des rapports sur les indicateurs de santé. À l'aide d'équipements de laboratoire automatisés, le Ministère de la santé a amélioré les capacités d'ALIS afin qu'il puisse transmettre de façon automatique des données sur Internet depuis les établissements de santé situés dans des zones reculées du pays vers un registre national central utilisé pour alimenter des tableaux de contrôle et assurer le suivi de maladies telles que le VIH et la tuberculose. L'ALIS est en cours de déploiement en Ouganda et sera appliqué par les quatre autres pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est en tant que système régional de gestion des informations sur les maladies.

### **11.5 Renforcement des capacités pour l'entretien des équipements de laboratoire – Ouganda**

209. Le renforcement des capacités nationales en matière d'entretien des équipements de laboratoire a permis de réduire considérablement les pannes et les périodes d'inactivité (qui sont passées de plus d'un mois à moins d'une semaine), et de réduire ainsi au minimum l'interruption de la réalisation des analyses. Avec l'aide financière du Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida (PEPFAR), le Ministère de la santé a créé un centre national d'étalonnage des laboratoires au sein du Laboratoire central de santé publique. Les ingénieurs et techniciens biomédicaux ougandais sont désormais en mesure de fournir des services d'étalonnage d'équipement de laboratoire aux établissements de santé de tout le pays, activités qui devaient auparavant être sous-traitées. Ce programme a également aidé le Ministère de la santé à mettre en place des ateliers régionaux d'entretien d'équipement de laboratoire qui effectuent ces opérations dans leur zone géographique d'activités pour une fraction du coût de l'externalisation. Les gains obtenus dans le domaine des capacités répondent aux besoins définis par le programme PEPFAR et sont bons pour la sécurité sanitaire mondiale et d'autres systèmes de surveillance en laboratoire.

### **11.6 Initiative Hérité humaine et santé en Afrique (H3Africa) NIH**

210. L'initiative H3Africa est un partenariat entre les NIH, l'African Society of Human Genetics et le Welcome Trust par l'entremise de l'Alliance pour l'accélération de l'excellence scientifique en Afrique (AESA). Elle encourage la recherche génomique et épidémiologique dans les institutions scientifiques africaines. Nombre d'instituts et de centres relevant des NIH sont des partenaires de cette initiative. De plus, les NIH lui ont donné une impulsion par le biais du Fonds commun des NIH, de l'Institut national de recherche sur le génome humain (NHGRI) et du Centre international Fogarty. Pendant l'exercice 2019, l'initiative H3Africa, qui dispose d'une enveloppe de 180 millions d'USD sur dix ans, est axée sur le renforcement des capacités, ainsi que sur la réalisation d'objectifs scientifiques spécifiques. Elle verse directement des subventions de recherche aux institutions africaines dans lesquelles les chercheurs principaux travaillent, ce qui permet aux scientifiques africains d'élaborer et de diriger leurs programmes de recherche indépendants. Le programme encourage la mise en place de collaborations intercontinentales et l'établissement d'éléments d'infrastructure spécifiques, à savoir des banques africaines de tissus biologiques et un réseau de bio-informatique panafricain. L'initiative H3Africa comprend aussi des programmes de formation qui visent à retenir les scientifiques africains sur le continent pour contribuer à créer une masse critique durable de chercheurs. H3Africa a financé des activités de recherche et de formation dans les PMA suivants: Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Gambie, Malawi, Mali, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie et Zambie. Cette initiative apporte une contribution majeure au transfert de technologie en Afrique subsaharienne. L'objectif est de faire en sorte que des activités scientifiques de qualité puissent être réalisées dans les pays africains.

### **11.7 Programme de génie biomédical – Zambie**

211. Le Programme de génie biomédical des CDC vise à créer trois centres nationaux d'étalonnage d'équipement de laboratoire. Ces centres ont été rénovés et sont équipés et encadrés pour étalonner ou réparer des équipements spécifiques des laboratoires de diagnostic. À terme, les centres s'autofinanceront en facturant les services réalisés ou les réparations effectuées en interne. Vingt-sept techniciens biomédicaux ont été formés et dotés de matériel de réparation et d'étalonnage; ils commencent à utiliser les installations pour entretenir certains équipements du Ministère de la santé. Par l'entremise de l'Association des laboratoires de santé publique, les CDC continueront de travailler avec le Ministère de la santé pendant l'exercice 2020 pour gérer les centres d'étalonnage de manière conjointe et établir une date limite à laquelle la gestion sera pleinement confiée au Ministère de la santé.

### **11.8 Amélioration des connaissances et compétences techniques en matière de cybersanté – Papouasie-Nouvelle-Guinée**

212. Le CDC de Papouasie-Nouvelle-Guinée a continué de travailler étroitement avec le Département national de la santé de Papouasie-Nouvelle-Guinée en vue du développement de solutions technologiques dans le secteur de la cybersanté pour le Département national de la santé de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le déploiement du premier système d'information des laboratoires de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour effectuer les tests de mesure de la charge virale a permis de

réduire les délais de réalisation des tests et d'améliorer considérablement la prise en charge des personnes vivant avec le VIH et qui sont sous traitement afin de supprimer la charge virale. Le programme d'amélioration des connaissances et compétences techniques en matière de cybersanté coordonné par le CDC a permis de mettre au point le premier système décentralisé de surveillance des maladies dans le pays tout en renforçant les capacités techniques du Département de la santé. La deuxième cohorte de participants formés du CDC de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pilotera l'établissement d'un centre national de données sur le VIH qui intégrera tous les systèmes de données sur le VIH dans le système national d'information sanitaire afin que l'on puisse accéder quasiment en temps réel aux informations sur les patients atteints de la maladie, aux niveaux infranational et national. Ce système devrait avoir un impact majeur sur le suivi, la coordination et l'efficacité de la lutte contre le VIH pendant l'exercice 2019.

### **11.9 Programme de soutien intégré à la décision et à l'analyse (IDeAS) pour la Zambie mis en œuvre par Broadreach Inc. – Zambie**

213. En collaboration avec le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), Broadreach soutient le Ministère zambien de la santé afin de développer des systèmes d'information sanitaire pour la gestion des données et d'optimiser leur mise en œuvre en amenant tous les effectifs du secteur de la santé à utiliser davantage les données, dans le but d'améliorer la qualité des données en vue de l'adoption de politiques et de décisions fondées sur des éléments factuels. Broadreach apporte un soutien au système national des dossiers médicaux électroniques (SmartCare) et a tiré parti de la technologie mobile pour accroître l'utilisation de ces dossiers afin de soutenir les services communautaires utilisant des appareils portatifs. En outre, l'entreprise relie les dossiers médicaux électroniques à d'autres systèmes, comme les systèmes d'information de laboratoires et le système d'information électronique sur la gestion logistique. Broadreach s'est fixé comme objectifs d'accroître l'accès aux données des systèmes d'information sanitaire et leur utilisation dans la planification de programmes, l'élaboration de politiques et la prise de décisions dans le secteur de la santé; d'améliorer les programmes nationaux au moyen d'une approche fondée sur des éléments factuels et des données; et d'améliorer la qualité des soins de santé afin de parvenir aux meilleurs résultats possibles pour les patients porteurs du VIH ou de la tuberculose. En 2018, le gouvernement zambien a fait officiellement du système SmartCare le principal système de dossiers médicaux électroniques et l'a, depuis, déployé dans près de 700 établissements de santé du pays, l'objectif étant que 1 029 établissements disposent de ce système à la fin de l'exercice 2020. Par l'entremise de Broadreach, le CDC mène actuellement les premières phases d'intégration des dossiers médicaux électroniques à l'aide d'un système d'identification biométrique par empreintes digitales afin d'améliorer l'identification unique des patients. Ce système sera déployé pendant l'exercice 2019 dans dix centres de santé traitant un nombre important de patients et devrait être introduit dans d'autres établissements spécifiques du pays au cours de l'exercice 2020.

### **11.10 Centre international Fogarty**

214. Le Centre international Fogarty des Instituts nationaux de la santé (NIH) a pour mission de faire progresser les NIH en soutenant et en facilitant la recherche en santé menée par des chercheurs des États-Unis et d'autres pays, en établissant des partenariats entre des établissements de recherche en santé aux États-Unis et à l'étranger, et en formant la prochaine génération de scientifiques pour répondre aux besoins de santé mondiaux. Ces investissements à long terme dans la science contribuent à promouvoir les transferts de technologie vers les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

### **11.11 Programmes de formation des NIH en matière de recherche à l'intention des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire**

215. Le Centre international Fogarty des NIH soutient plusieurs programmes de formation en matière de recherche, y compris pour des chercheurs en biomédecine et des instituts de recherche de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui contribuent aux transferts de technologie et au renforcement des capacités. Parmi ces programmes, on peut citer le Programme mondial de formation à la recherche sur les maladies infectieuses, le Programme Fogarty de formation à la recherche sur le VIH et l'Initiative de partenariat pour la formation des professionnels de la santé. Ces programmes rassemblent des chercheurs et des professionnels de la santé de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (voir <http://www.fic.nih.gov/Programs/Pages/default.aspx>).

## **11.12 Logiciel d'information sanitaire de district 2 (DHIS2)**

216. Le DHIS2 est une plate-forme de données à accès libre sur la gestion de la santé qui est utilisée par de nombreux gouvernements et organisations à l'échelle mondiale.

### **11.12.1 Logiciel d'information sanitaire de district 2 (DHIS2) – Mali**

217. L'USAID a mis en œuvre le DHIS2 dans le cadre du programme d'évaluation des mesures. Le programme poursuit sa collaboration avec le Ministère de la santé en vue d'améliorer le système national d'information sanitaire et d'obtenir en temps réel des données servant à la prise de décisions. Le DHIS2 comprend des indicateurs de tous les programmes de santé et fournit des données de qualité à la fois actuelles et complètes. De plus, il remplacera le formulaire papier et le téléphone cellulaire pour la collecte de données durant l'exercice 2019. Au cours de l'exercice 2016, dans le cadre des projets de l'USAID/Mali, l'utilisation du téléphone cellulaire pour la collecte et la communication des données a continué de croître dans les régions de Mopti, de Ségou et de Kayes. Cette méthode de collecte de données demeure employée pour le dépistage précoce du paludisme dans ces régions sujettes à la malaria et permet de communiquer rapidement des renseignements aux fins d'une intervention médicale d'urgence. Le DHIS2 a été déployé dans la quasi-totalité des structures sanitaires du Mali. Au cours de l'exercice 2019, le programme d'évaluation des mesures améliorera la capacité des fonctionnaires du Ministère de la santé de recueillir, d'analyser et d'utiliser les données courantes relatives à la santé afin qu'ils puissent prendre des décisions en temps réel. Cela contribuera aussi à renforcer la capacité du Mali à autogérer les systèmes d'information sanitaire, les ressources et le personnel.

### **11.12.2 Logiciel d'information sanitaire de district 2 (DHIS2) – Guinée**

218. En Guinée, le DHIS2 a été mis en œuvre, pendant l'exercice 2019, en suivant un axe descendant, du niveau national au niveau des préfectures, et a bénéficié de la participation active et de l'assistance technique des partenaires de l'USAID et des CDC. Le DHIS2 est aujourd'hui un système de gestion de l'ensemble des données de surveillance systématique (par exemple pour le paludisme, le diabète et le VIH) et des données recueillies dans une situation d'urgence (par exemple pour les éclosions d'Ebola, de fièvre jaune de méningite et de rougeole).

### **11.12.3 Logiciel d'information sanitaire de district 2 (DHIS2) – Angola**

219. En 2017, le gouvernement angolais a décidé d'emboîter le pas aux 60 pays ayant adopté la plate-forme DHIS2 (système d'information sanitaire de district 2). Au cours de l'exercice 2019, l'USAID, dans le cadre de l'Initiative du Président contre le paludisme (PMI), a octroyé 942 413 USD au gouvernement angolais pour la mise en œuvre du DHIS2. Pendant l'exercice 2018, l'Angola a également adopté un système électronique de gestion de la logistique (eLMIS) pour améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement en produits liés à la santé. L'USAID a investi 582 934 USD (fonds provenant du PMI et des programmes de planification familiale) pour soutenir cette activité USAID. Au cours de l'exercice 2018, dans le cadre du Plan d'urgence du Président pour l'aide en faveur des victimes du sida (PEPFAR), le CDC a octroyé 250 000 USD au gouvernement angolais pour la mise en œuvre de la composante VIH du DHIS2.

## **11.13 Programmes nationaux additionnels**

### **11.13.1 Construction d'un laboratoire national de référence – Libéria**

220. Le Département de la défense aide le gouvernement libérien à concevoir, à construire et à mettre en service un laboratoire national de référence à Monrovia (Libéria). L'initiative vise à doter le Libéria de la capacité de faciliter la détection, le diagnostic et la déclaration des agents pathogènes et des maladies susceptibles de représenter une menace pour la sécurité. L'initiative assurera également l'entreposage sûr et sécuritaire à court terme de ces agents pathogènes. En coordination avec d'autres agences américaines, y compris l'USAID, les CDC et les NIH, le gouvernement des États-Unis continuera également à former le personnel technique et la direction du nouvel Institut national de santé publique du Libéria en vue de la mise en service du laboratoire, qui sera achevé en 2020.



### **11.13.2 Vaincre le paludisme – Myanmar**

221. Le Programme "Vaincre le paludisme" de l'USAID contribue à la couverture complète des populations à risque de trois États, qui représentent 3 millions de personnes, au moyen d'interventions de prévention, de diagnostic et de traitement du paludisme. Il s'agit essentiellement de renforcer le système de surveillance du paludisme afin de suivre l'évolution des éclosions et des interventions; de soutenir le Programme national de lutte contre le paludisme; et d'encourager la participation des communautés, des prestataires privés de soins et des entreprises publiques aux initiatives de lutte contre le paludisme et d'éradication de cette maladie. Le Programme "Vaincre le paludisme" offrira un soutien au Myanmar pour introduire et démontrer l'efficacité de la nouvelle technologie relative au test de dépistage rapide du paludisme.

### **11.13.3 Programme de survie de la mère et de l'enfant – Myanmar**

222. Le Programme de survie de la mère et de l'enfant de l'USAID vise à améliorer la santé maternelle et infantile dans certaines localités et communautés et à créer un cadre stratégique propice en encourageant l'élaboration de politiques et en améliorant la qualité et l'efficacité de la formation des sages-femmes en exercice, entre autres. Pour ce faire, le Programme soutient l'introduction et l'utilisation à plus grande échelle de modèles anatomiques et technologiques en lien avec la santé afin d'améliorer la formation fondée sur les compétences des infirmières, des sages-femmes et d'autres prestataires de services de santé avant et pendant l'accouchement et après la naissance. Le programme a été mené à bonne fin en juin 2019.

### **11.13.4 Programme de survie de la mère et de l'enfant – Tanzanie**

223. Au cours de l'exercice 2019, le Programme de survie de la mère et de l'enfant de l'USAID a fourni un soutien technique à la Tanzanie pour mettre fin aux décès évitables d'enfants et de mères. Il a continué d'aider le Ministère tanzanien de la santé, du développement communautaire, du genre, du troisième âge et de l'enfance à renforcer la formation initiale des infirmières/sages-femmes, à harmoniser les systèmes d'information sanitaire nationaux par le biais d'une plate-forme interopérable appelée "Médiateur de l'information sanitaire" et à continuer d'offrir des services de qualité en matière de prévention du cancer du col de l'utérus. Dans le cadre du programme de survie de la mère et de l'enfant, l'architecture d'entreprise du Ministère de la santé a été mise au point, dans le cadre de sa stratégie de cybersanté, pour assurer l'interopérabilité des différents systèmes d'information électronique liés à la santé. Un entrepôt de données a également été créé pour faciliter l'analyse des données et améliorer la prise de décisions fondées sur des données probantes. Le programme a continué d'appuyer l'utilisation du médiateur de l'information sanitaire (MIS) – une plate-forme d'échange et de partage de données entre des systèmes multiples; et une banque de données sur la santé afin de recueillir les données des usagers de plusieurs établissements de santé par l'intermédiaire du médiateur. En outre, le programme a potentialisé les centres de formation initiale et encouragé le recrutement opportun de nouveaux diplômés compétents pour fournir des services de qualité en matière de santé maternelle et infantile, de VIH, de paludisme et planification familiale. Grâce aux fonds alloués à la santé maternelle et infantile, le programme a encouragé l'introduction de nouveaux vaccins et renforcé le système tanzanien de vaccination systématique. Les fonds octroyés à la planification familiale serviront à cofinancer les activités menées en matière d'architecture d'entreprise et à renforcer les composantes chargées de la planification familiale dans les programmes de formation initiale.

### **11.13.5 Programme conjoint de l'USAID et du Programme de l'ONU sur le VIH/SIDA – Myanmar**

224. Le programme vise à améliorer l'accès à la prévention et au traitement du VIH, en appuyant les organisations de la société civile, et à collaborer avec le gouvernement et ces organisations pour promouvoir une riposte multisectorielle à la consommation de drogues injectables qui comprend l'accès à la prévention et au traitement du VIH et à d'autres services.

### **11.13.6 Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour la réalisation de trois Objectifs du millénaire pour le développement – Myanmar**

225. Les fonds attribués par l'USAID sont utilisés pour le versement de sous subventions à des ONG internationales et nationales qui se consacrent à la santé maternelle et infantile et au renforcement des systèmes sanitaires, l'objectif global étant d'améliorer l'accès à des services de santé de qualité.

Ces fonds permettent également d'obtenir du financement auprès de six autres donateurs, notamment pour les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Ce projet a pris fin en décembre 2018; en janvier 2019, l'USAID a créé un fonds de suivi, le Fonds d'accès à la santé, en partenariat avec la Grande-Bretagne, la Suède et la Suisse. Ce fonds, qui est doté de 215 millions d'USD et est géré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), améliore l'accès aux services de santé essentiels des personnes vulnérables mal desservies qui vivent dans des zones touchées par les conflits.

#### **11.13.7 Programme mondial de gestion des marchés publics et de l'approvisionnement dans le secteur de la santé**

226. L'USAID, avec le concours de Chemonics, aide le Ministère de la santé à renforcer et à unifier la chaîne d'approvisionnement de la santé publique, et fournit une assistance technique et logistique ainsi qu'une aide à l'achat de certains produits pour soutenir les programmes de lutte contre le paludisme, le VIH et la tuberculose afin d'améliorer la disponibilité des médicaments et fournitures essentiels.

#### **11.13.8 Chaîne d'approvisionnement mondiale dans le domaine de la santé – Tanzanie**

227. L'assistance technique fournie par l'USAID dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement mondiale dans le domaine de la santé, programme qui court de 2019 à 2021, améliorera la chaîne d'approvisionnement de produits de santé en Tanzanie. Cette activité devrait améliorer la disponibilité des produits ainsi que les résultats de la Tanzanie dans le domaine de la santé. Cette activité permettra d'améliorer la chaîne d'approvisionnement des produits de santé: 1) en aidant le Ministère tanzanien de la santé à mettre en œuvre les plans stratégiques pertinents; 2) en établissant une plate-forme de gouvernance afin de gérer les changements et mises à jour qui seront apportés au système d'information électronique de gestion de la logistique; 3) en encourageant les acteurs clés de la chaîne d'approvisionnement à utiliser les plans de suivi des performances de l'Unité de gestion logistique afin de garantir une plus grande responsabilité; 4) en renforçant la gouvernance du système de la chaîne d'approvisionnement au niveau des districts par le suivi de la disponibilité des stocks; 5) en institutionnalisant la qualité et l'utilisation des données relatives à la chaîne d'approvisionnement; 6) en soutenant l'introduction dans le pays du financement axé sur les résultats; et 7) en aidant l'Unité des services pharmaceutiques et l'Unité de planification des politiques du Ministère de la santé à mieux budgétiser les produits de santé.

#### **11.13.9 Test de dépistage rapide du VIH – Burundi**

228. Pendant l'exercice 2019, dans le cadre de cette initiative, des services de dépistage du VIH et des services d'aide connexes ont été assurés dans cinq provinces du Burundi. Le programme de l'USAID, doté de 540 000 USD, a fourni les tests, supervisé la chaîne d'approvisionnement et formé les cliniciens du gouvernement burundais et de la société civile. En outre, l'USAID a appuyé l'élaboration de procédures opérationnelles normalisées et l'organisation de visites de contrôle à des fins de qualité. Au terme du projet, 485 000 Burundais ont subi un test de dépistage du VIH, et le gouvernement burundais et les organisations de la société civile ont acquis les capacités, l'équipement et les procédures nécessaires pour poursuivre le dépistage de ce virus.

#### **11.13.10 Autodépistage du VIH – Burundi**

229. Le programme PEPFAR a permis de dépister, au cours de l'exercice 2019, le VIH auprès de catégories de personnes difficiles à atteindre, comme les travailleuses du sexe et les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes. L'USAID a soutenu la formation du personnel des dispensaires publics et des pairs éducateurs par des animateurs d'ONG, qui vise à enseigner aux populations clés comment administrer le test et se connecter aux cliniques pour des tests de confirmation de résultats positifs. Le projet a permis à 10 000 Burundais appartenant à des groupes difficiles à atteindre de subir un test de dépistage du VIH, et de transmettre des connaissances au personnel du gouvernement et des ONG sur l'administration du test et le suivi approprié.

**11.13.11 Tests de mesure de la charge virale et de dépistage précoce chez les nourrissons d'Abbott – Burundi**

230. Le programme de l'USAID, financé à hauteur de 450 000 USD, a fourni, pendant l'exercice 2019, des tests de mesure de la charge virale et de dépistage précoce chez les nourrissons pour cinq provinces. L'USAID achète le matériel de test et supervise la chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de sa disponibilité en permanence, et assure la formation du personnel des laboratoires publics et de la société civile pour effectuer les tests et communiquer les résultats aux patients. Le projet a permis d'effectuer des tests de dépistage sur 20 000 nourrissons burundais de mères touchées par le VIH et a permis au gouvernement burundais et aux organisations de la société civile d'acquérir les capacités et l'équipement nécessaires pour poursuivre le dépistage et de connaître les procédures connexes.

**11.13.12 Évaluation des mesures – Phase IV – Mali**

231. L'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) collabore avec le Mali depuis près de 30 ans dans le cadre de travaux de recherche sur le paludisme, la biologie des vecteurs, le VIH/sida, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses qui suscitent de l'intérêt. Ce partenariat de longue date a permis d'accroître la capacité de recherche et de former plus de 150 chercheurs maliens dans des laboratoires au Mali et sur le campus des NIH. La plupart des personnes formées sont rentrées au Mali et ont intégré les programmes des NIH au Mali en tant que contractants de la Faculté des sciences, des techniques et des technologies de Bamako, qui est le principal partenaire des NIH au Mali. La publication de plus de 450 articles dans des revues internationales de grande renommée pour faire connaître les résultats des travaux de recherche est le fruit de la collaboration établie entre les NIH et la Faculté.

**11.13.13 EQUIP Consortium – Zambie (USAID)**

232. L'USAID et EQUIP Consortium s'emploient à développer des modèles de pointe en matière de fourniture de services pour les traitements antirétroviraux contre le VIH, à mettre en œuvre des stratégies visant à administrer un traitement antirétroviral dès l'annonce de la séropositivité et à intégrer des approches innovantes pour favoriser la transposition des tests de mesure de la charge virale à plus grande échelle. En outre, EQUIP développe des stratégies et des technologies visant à identifier plus efficacement les patients traités aux antirétroviraux et les associer à leur traitement, et favoriser l'observance du traitement et la rétention des patients, tout en ciblant les méthodes qui répondent aux besoins des populations clés. Il a pour mission de fournir des données d'expérience et une expertise technique concernant la fourniture de services de haute qualité concernant le VIH; de développer des approches innovantes en matière de fourniture de services; de transposer les tests de mesure de la charge virale à grande échelle; et d'analyser les données relatives aux coûts et aux résultats pour optimiser le rapport coût efficacité des programmes de lutte contre le VIH. EQUIP a mis au point et a continué de développer un service d'entreposage des médicaments centralisé. Il s'agit d'un système semi-automatisé d'entreposage et de livraison qui envoie les médicaments prescrits pour le traitement du VIH aux pharmacies privées choisies par les patients. Permettre aux patients de se procurer leurs médicaments dans un lieu idoine augmente la probabilité qu'ils suivent un traitement à vie.

**11.13.14 Promouvoir la qualité des médicaments (PQM) – Bangladesh**

233. Le programme PQM a pour objectif général de fournir une assistance technique à la Direction générale de l'Office de contrôle des médicaments (DGDA) relevant du Ministère de la santé et de la famille pour améliorer son système de réglementation pharmaceutique en renforçant le Laboratoire d'essais de médicaments. L'objectif ultime est de faire en sorte que le Laboratoire d'essais de médicaments obtienne soit la préqualification de l'OMS soit l'accréditation au titre de la norme ISO 17025. Le programme entend mettre en place un système solide qui garantisse la fiabilité des données produites par le Laboratoire d'essais de médicaments, et accroître la sécurité des médicaments en renforçant le Laboratoire d'essais de médicaments afin qu'il réalise des tests de qualité sur des échantillons avant et après approbation pour tenir compte des aspects liés à l'assurance qualité en matière d'achat. Il a pour objectif d'améliorer la conformité de certains producteurs de médicaments avec les bonnes pratiques de fabrication et les aider à élaborer des dossiers dans le cadre des systèmes de préqualification de l'OMS concernant la santé publique et les médicaments, par exemple, pour la santé maternelle, néonatale et infantile et les médicaments

contre la tuberculose. Le programme doté de 6 millions d'USD collabore également avec le SIAPS pour améliorer la disponibilité de médicaments de qualité reconnue et soutenir le renforcement des systèmes afin d'améliorer la qualité des médicaments au niveau national, et réalise des tests sur des échantillons de médicaments, au besoin, pour l'USAID et ses partenaires. Le programme élaborera également des monographies sur la pharmacopée et les normes de référence et développera des outils, des approches et des méthodologies d'assurance qualité des médicaments, selon que de besoin; il prendra fin en septembre 2019.

#### **11.13.15 Progresser sur la voie de la couverture universelle des soins de santé – Bangladesh**

234. Ce projet de l'USAID assure à la population du Bangladesh des services de santé et de planification familiale essentiels de qualité supérieure, ainsi qu'une protection financière à ceux qui ne peuvent pas payer ces services. L'objectif spécifique du projet consiste à soutenir la transformation de 399 cliniques Smiling Sun (Surjer Hashi) pour donner naissance à une entreprise sociale unifiée et durable qui tient compte des besoins des femmes et qui est favorable aux pauvres, en développant des modèles opérationnels innovants, en élargissant les services de santé de qualité fondés sur des données probantes et en expérimentant de nouvelles options pour la prestation de services de santé qui élargiront l'accès à un éventail de services plus large. Le projet a également pour objectif d'encourager l'utilisation systémique des preuves scientifiques et des connaissances techniques pour concevoir, développer, tester et évaluer de nouveaux produits et services potentiels afin de progresser sur la voie de la couverture universelle des soins de santé au Bangladesh. À la faveur d'un investissement total de 90 millions d'USD, le projet soutiendra le Bangladesh dans cette voie en améliorant l'accès des pauvres à un éventail élargi de services essentiels offerts par une entreprise sociale qui repose sur un modèle financièrement viable. Le projet, qui est en cours de réalisation, s'achèvera en 2022.

#### **11.13.16 Réalisation de travaux de recherche pour la prise de décisions – Bangladesh**

235. Cette activité a pour objectif la réalisation d'études de mise en œuvre axées sur les priorités du gouvernement du Bangladesh; la prestation de services consultatifs au gouvernement bangladais en rapport avec la politique de santé; et le renforcement des capacités de recherche du secteur national de la santé. Dans le contexte de l'établissement du prochain plan du secteur de la santé du gouvernement bangladais et de l'élaboration de la prochaine stratégie quinquennale en matière de santé de l'USAID, il est d'autant plus essentiel d'améliorer et de soutenir l'utilisation de données probantes pour la prise de décisions dans le secteur de la santé. L'objectif de la subvention est de fournir une analyse des politiques et des orientations programmatiques fondées sur des données probantes pour aider le gouvernement, l'USAID et leurs partenaires à prendre des décisions stratégiques dans le domaine de la santé.

236. L'activité comporte trois éléments principaux: 1) effectuer de la recherche sur les questions prioritaires relatives à la santé, à la nutrition et à la démographie et faciliter l'utilisation des résultats de la recherche; 2) fournir des analyses des politiques et d'autres services consultatifs au gouvernement bangladais, à l'USAID et à ses partenaires pour appuyer leurs activités de planification et de prise de décisions dans le secteur de la santé; et 3) renforcer la capacité du Bangladesh d'exécuter des travaux de recherche de qualité supérieure et de communiquer efficacement les résultats de ces travaux aux diverses parties prenantes. Le personnel chargé des activités de recherche et des activités connexes examine les questions relatives aux politiques et aux programmes qui permettront d'identifier et d'appuyer des stratégies efficaces pour améliorer l'accès aux services de santé maternelle, de santé néonatale et infantile, de nutrition, démographiques, de planification familiale et de santé génésique, relatifs à la tuberculose et à certaines maladies non transmissibles dans les zones rurales et urbaines du Bangladesh; et d'en accroître l'utilisation, la qualité et l'impact. Ce projet de 15 millions d'USD favorisera l'analyse des politiques et l'élaboration de directives relatives aux programmes sur la base de données probantes qui aideront le gouvernement bangladais, l'USAID et ses partenaires à aligner leurs programmes sur des orientations stratégiques efficaces afin d'appuyer le programme de 10 milliards d'USD élaboré par le gouvernement bangladais pour le secteur de la santé. Ce projet est en cours de réalisation et prendra fin en 2022.

### **11.13.17 Programme de coopération biologique – Ouganda**

237. L'Agence des États-Unis pour la réduction des menaces à la défense (DTRA) a fourni un soutien sous forme d'équipement de laboratoire, de travaux de rénovation et d'activités de formation pour six laboratoires et installations de l'Ouganda. Le programme vise à améliorer les normes de biosûreté et de biosécurité; à renforcer la capacité de l'Ouganda de détecter, de diagnostiquer et de signaler les maladies infectieuses; et à faciliter la recherche collaborative axée sur les agents pathogènes dangereux.

### **11.13.18 Projet d'éradication du paludisme au Cambodge (CMEP) – Cambodge**

238. Le CMEP de l'USAID vise à élaborer un modèle d'éradication du paludisme adaptable et fondé sur des données probantes à Sampov Loun et à soutenir sa diffusion et sa transposition afin d'éliminer le paludisme au Cambodge. Le projet soutient l'augmentation du nombre d'interventions de grande qualité aux fins de la prévention du paludisme et de la lutte contre cette maladie, et s'emploie à renforcer les systèmes nationaux de surveillance du paludisme ainsi que le suivi et l'évaluation de manière à atteindre un niveau suffisant pour lutter contre cette maladie et l'éliminer. Le CMEP renforce également la capacité du Ministère de la santé à gérer, à intensifier et à soutenir les efforts déployés pour lutter contre le paludisme et éliminer cette maladie. Grâce à ce programme de 16,5 millions d'USD financé par l'USAID, les principaux succès enregistrés au cours de l'exercice 2019 sont les suivants:

- réalisation de 46 883 tests de dépistage du paludisme, dont 16 285 se sont avérés positifs;
- traitement de tous les cas et distribution de 37 277 moustiquaires imprégnées d'insecticide;
- réalisation d'activités de communication en matière de santé auprès de 277 710 personnes.

### **11.13.19 NOURISH/Save the Children – Cambodge**

239. Le Programme NOURISH de l'USAID s'emploie à réduire l'anémie chez les femmes et les enfants et le taux de retard de croissance infantile en promouvant une alimentation diversifiée. Dans le cadre de ce programme financé par l'USAID à hauteur de 19,2 millions d'USD, des agents communautaires ont animé des séances communautaires sur le suivi de la croissance; 59 305 enfants de moins de 2 ans, dont 29 774 filles, étaient visés par cette initiative. De plus, dans le cadre des efforts axés sur les 1 000 premiers jours suivant la naissance, 15 782 membres de ménages ont assisté à des séances d'éducation nutritionnelle intégrée animées par des groupes d'aidants et ont acquis de nouvelles connaissances et compétences grâce au Programme NOURISH. Les principaux succès enregistrés pendant l'exercice 2019 sont les suivantes:

- recul des taux de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, qui sont passés de 34,3% en 2015 à 27,8% en 2018;
- réduction des épisodes diarrhéiques chez les enfants de moins de 5 ans, qui sont passés de 37% en 2015 à 16,9% en 2018;
- augmentation de la proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant une alimentation minimum acceptable, qui est passée de 25,5% en 2015 à 49,9% en 2018;
- fourniture d'un accès à un service d'assainissement de base à 30 548 personnes, dont 15 846 femmes et 14 702 hommes;
- réalisation d'actions en faveur de la nutrition au niveau local auprès de 26 388 enfants de moins de 2 ans, dont 13 279 filles et 13 109 garçons;
- augmentation de la part de ménages utilisant des latrines améliorées, qui est passée de 37% à 63,3% en 2018; et
- certification de 73 villages ne pratiquant plus la défécation en plein-air.

### **11.13.20 Services de santé de qualité (QHS) – Cambodge**

240. Le programme QHS de l'USAID s'emploie à améliorer la qualité et la disponibilité des services offerts par les établissements de santé publique en mettant l'accent sur la formation continue et l'encadrement axés sur diverses méthodes d'amélioration de la qualité dans neuf provinces. Le

programme a mis en œuvre plusieurs lignes directrices clés en matière de formation et d'encadrement dans le domaine des soins maternels et néonataux, par exemple les affiches sur les signes de maladies chez les nouveau nés, les mises à jour des affiches existantes sur l'éclampsie et la prééclampsie sévère, et la révision du partographe. Ce programme, financé à hauteur de 16,5 millions d'USD, a enregistré les principaux succès suivants au cours de l'exercice 2019:

- augmentation significative du nombre d'enfants de moins de 5 ans dont l'état nutritionnel a été évalué, qui est passé de 353 795 en 2016 à 452 695 en 2018;
- augmentation du nombre de femmes ayant accouché et reçu des utérotoniques au stade 3 de l'accouchement, qui est passé de 91 444 en 2016 à 531 693 en 2018;
- augmentation du nombre de femmes/nouveau-nés ayant bénéficié d'au moins 3 consultations postnatales, qui est passé de 25 423 en 2016 à 181 347 en 2018;
- formation de 95% des membres du personnel des centres de santé dans les provinces cibles sur les dispositifs intra-utérins (DIU) et de 73% du personnel soignant sur les implants.

#### **11.13.21 Soutien de l'Initiative du Président contre le paludisme (PMI) au Ministère de la santé pour la surveillance entomologique – Zambie (USAID)**

241. La surveillance entomologique est un élément essentiel des programmes de lutte antivectorielle contre le paludisme, tels que les campagnes de pulvérisation intradomiciliaire à effet rémanent (IRS). Les activités entomologiques évaluent l'impact de la pulvérisation intradomiciliaire à effet rémanent sur la densité et le comportement des vecteurs, évaluent la qualité des opérations et déterminent la sensibilité des moustiques aux insecticides. Au niveau des districts, la PMI a renforcé la capacité des fonctionnaires chargés de la salubrité de l'environnement et de la capture sur sujets humains de gérer la collecte des données entomologiques dans six sites sentinelles de quatre provinces à forte charge du paludisme. Au niveau national, la PMI a assuré des services de formation, d'encadrement et de développement de l'infrastructure au laboratoire d'entomologie. Le Centre national d'éradication du paludisme peut désormais effectuer ses propres analyses, telles que la détermination de la spéciation des vecteurs du paludisme, le calcul de l'index sporozoïtique et les analyses de la longévité des insecticides au moyen de cônes d'essai biologique, qui étaient auparavant sous traitées. Face à l'évolution des schémas épidémiologiques et des besoins programmatiques, le PMI a soutenu, en 2019, la création de quatre nouveaux sites de surveillance entomologique dans les provinces de l'Est, de Luapula et de Copperbelt.

#### **11.13.22 Soutien du Ministère de la santé pour l'élimination de la tuberculose**

242. Afin de toucher les régions les plus reculées, l'USAID et le CDC chargé de l'élimination de la tuberculose utiliseront, au cours de la période 2017-2022, une clinique à guichet unique dotée de matériel de radiographie multifonctionnelle EasyDR pouvant détecter plus de 300 cas de tuberculose par jour. Ce matériel à rayons X est alimenté par un ensemble batterie/inverseur qui lui permet de fonctionner entre six à huit heures, indépendamment du réseau électrique. Les batteries seront rechargées par des panneaux solaires installés sur le toit du dispensaire, ce qui réduira considérablement le coût de consommation du générateur. La principale innovation réside dans le logiciel, qui intègre des systèmes modernes de radiographie numérique qui permettent de présenter une radiographie pulmonaire de haute qualité sur un écran d'ordinateur en quelques secondes. Cette technologie a permis de mieux détecter les cas de tuberculose, plus rapidement et à moindre coût. Le logiciel de détection assistée de la tuberculose par ordinateur (CAD4TB) analyse automatiquement les images numériques à un niveau de performance supérieur.

#### **Un responsable du gouvernement vante les mérites du Programme mondial d'éducation et d'observation pour la défense de l'environnement (GLOBE)**

243. Au cours de l'année antérieure, l'Ambassade des États-Unis au Sénégal a soutenu le Programme mondial d'éducation et d'observation pour la défense de l'environnement (GLOBE) qui encourage les citoyens à participer aux activités visant à évaluer et à identifier les menaces posées par les moustiques. En octobre 2018, l'ambassade et des représentants du Ministère sénégalais de l'environnement ont participé à un atelier de formation organisé dans le cadre du Programme GLOBE; une trousse de recherche a été distribuée aux participants et des cours ont été dispensés à plus de 30 étudiants de l'Institut africain des études du développement de Dakar. En avril 2019, l'Ambassadeur des États-Unis a assisté à une séance de présentation des techniques de détection



des moustiques réalisée par des élèves de l'enseignement secondaire formés par le Programme GLOBE dans la ville de Saint-Louis, dans le nord du pays. Dans son rapport officiel pour 2019, la coordinatrice nationale du Programme GLOBE au Sénégal a indiqué que lors de la conférence régionale du Programme GLOBE tenue en avril, l'on avait fait valoir que les résultats de l'étude sur le vecteur du virus Zika au Sénégal étaient les meilleurs sur le continent africain.

### **11.13.23 Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale – Risques de pandémies émergentes (EPT) – Guinée**

244. Les activités menées dans le cadre du Programme sur les risques de pandémies émergentes (EPT2) permettent de renforcer les capacités et les réseaux de laboratoires de santé animale et de mettre au point des systèmes de surveillance en Guinée afin de détecter rapidement les maladies du bétail et les zoonoses importantes et d'y répondre. L'EPT2 est mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Guinée. Le secteur de l'élevage rencontre des difficultés pour signaler en temps voulu les épidémies qui sont souvent dues à l'utilisation d'outils sur support papier et à une circulation de l'information inefficace. Event Mobile Application (EMA-i), une application électronique développée par la FAO dans le cadre du programme EPT2 financé par l'USAID, a été mise à la disposition des vétérinaires publics et privés afin de faciliter la notification adéquate et en temps réel des maladies animales sur le terrain et dans les zones reculées, ce qui permet aux acteurs de communiquer directement entre eux et de prendre des décisions rapides. À ce jour, plus de 60 vétérinaires des secteurs public et privé ont reçu des smartphones pourvus de l'application EMA-i App et communiquent des informations depuis 22 des 38 préfectures de Guinée. Dans les années à venir, l'objectif sera de couvrir toutes les préfectures et de faciliter la mise en place d'un système efficace de notification des maladies afin que des décisions éclairées puissent être prises en matière de santé humaine et animale.

#### **Un fonctionnaire et un médecin du secteur privé vantent les mérites du Programme EPT**

245. Un conseiller principal du Ministre de l'élevage a déclaré que "l'EMA-i améliore considérablement la transmission de l'information sanitaire du niveau du district au niveau central. Nous comprenons mieux les réalités épidémiologiques sur le terrain, ce qui permet de prendre des décisions rapides et d'engager une action collective".

246. Un médecin vétérinaire travaillant dans le privé à Faranah a indiqué ce qui suit: "Cet outil facilite vraiment aujourd'hui la notification des maladies. Auparavant, des jours ou des semaines pouvaient s'écouler avant que les renseignements sur l'apparition d'une maladie parviennent aux autorités centrales. Grâce à l'application EMA-i téléchargée sur mon téléphone, tous les membres du réseau de vétérinaires qui y sont connectés ont accès aux informations. Cet outil est plus efficace parce que les autres préfectures sont informées en temps réel de la déclaration d'un foyer ou du signalement d'un cas. L'outil EMA-i est convivial et adapté aux vétérinaires. Nul besoin d'imprimer; c'est un outil peu coûteux, qui facilite la communication d'informations. J'ai installé l'application sur le téléphone de deux de mes employés. Je peux enregistrer des positions GPS même en l'absence de réseau. Quand je me trouve dans des zones reculées, je peux saisir des informations sans avoir à me connecter au réseau. Dès que j'arrive en ville, je peux envoyer le rapport aux plus hautes autorités et recevoir des observations en retour en temps voulu."

### **11.13.24 Projet d'élargissement des soins de santé communautaires (ECHO) – Tanzanie**

247. Le projet ECHO du CDC, mené depuis 2016 et qui court jusqu'en 2019, est un modèle d'enseignement et de mentorat à distance conçu pour renforcer les capacités du personnel de santé grâce à une formation par satellite. Suivant l'approche centre-périphérie, le CDC dispense une formation et fournit une assistance technique à 2 points centraux et à plus de 40 centres de santé périphériques de Tanzanie. En juillet 2019, avec l'appui du CDC, le programme a formé plus de 25 spécialistes du traitement de la tuberculose multirésistante et plus de 2 400 personnes qui peuvent effectuer un test de dépistage rapide du VIH. Ce soutien a consisté en l'organisation de plus de 100 séances de mentorat et de formation. L'évaluation menée auprès des participants après chaque séance d'enseignement à distance montre que ceux-ci continuent d'accumuler de façon significative des connaissances. L'objectif du projet ECHO est de former plus de 15 000 personnes chargées d'effectuer les tests de dépistage du VIH dans les centres de santé. L'on prévoit également d'étendre le projet ECHO à de nombreux centres hospitaliers et à tous les hôpitaux de district (périphérie).

## **12 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

248. Des organismes des États-Unis, y compris le Département du travail et le Département d'État, s'emploient à faire en sorte que les travailleurs du monde entier soient traités équitablement et puissent bénéficier des avantages de l'économie mondiale. Le Département du travail a élaboré des projets internationaux et des activités conjointes qui aident d'autres pays et des organisations internationales à mieux comprendre les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs dans le monde entier et à renforcer les normes internationales du travail et la protection des travailleurs. Ces programmes renforcent les capacités sur les marchés mondiaux du travail et contribuent à mettre les partenaires commerciaux sur un pied d'égalité.

### **12.1 Programmes nationaux**

#### **12.1.1 Projet SAVABE – Madagascar**

249. Le Département du travail a versé 4 millions d'USD au projet SAVABE pour la période allant de novembre 2016 à juillet 2020. L'Organisation internationale du travail (OIT), avec son partenaire d'exécution, la Sustainable Vanilla Initiative, s'efforce de réduire durablement le recours à des enfants dans la production de vanille à Madagascar, qui représente 80% de la production mondiale. Le projet vise à mettre pleinement en œuvre le code de conduite pour la filière vanille tout au long de la chaîne d'approvisionnement en investissant dans la sensibilisation au travail des enfants, en assurant la mise en place de systèmes permettant de suivre et de régler les questions relatives au travail des enfants, et en investissant dans l'amélioration des moyens d'existence des communautés productrices de vanille, entre autres en donnant aux jeunes la possibilité de participer à des programmes d'études et de formation professionnelle. Le projet est toujours en cours d'exécution.

#### **Des fonctionnaires du gouvernement malgache vantent les mérites du programme SAVABE**

250. Des fonctionnaires du Ministère du commerce et du Ministère du travail ont fait parvenir deux lettres au Département du travail dans lesquelles ils indiquent que le projet SAVABE est "pertinent et [encouragera] la mise en œuvre du Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants".

251. En octobre 2018, le Premier Ministre et les membres de l'équipe de projet ont participé au lancement de l'initiative "Alliance 8.7 Pathfinder Country" à Antananarivo. Le Premier Ministre a également fait l'éloge du projet lors d'une réunion avec le Département du travail qui a eu lieu en août 2019.

#### **12.1.2 Renforcement des capacités en vue d'améliorer les efforts de coordination, de protection et de poursuite dans la lutte contre la traite de personnes – Madagascar**

252. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) utilise une subvention de 750 000 USD accordée par les services du Département d'État chargés de surveiller la traite des personnes et de la combattre, pour institutionnaliser les enquêtes et les poursuites axées sur les victimes de traite et les mécanismes nationaux de renvoi des affaires de traite entre les acteurs gouvernementaux et la société civile, ainsi qu'élaborer et renforcer les mécanismes de collecte et de communication des données sur la traite des personnes. Le projet est toujours en cours d'exécution.

#### **12.1.3 Programme cambodgien de lutte contre la traite de personnes – Cambodge**

253. Ce programme de l'USAID renforce les stratégies nationales et locales de prévention de la traite de personnes en mettant l'accent sur les causes profondes de cette activité, qui concernent l'éducation, les possibilités d'emploi et les moyens d'existence. Le programme assure aux survivants une protection et des services renforcés pour toutes les formes de traite grâce à des stratégies d'identification des victimes et des options de réinsertion sociale pour les hommes, les femmes et les enfants. De plus, il augmente la probabilité que les poursuites aboutissent et que l'impunité des contrevenants soit réduite. Ce programme financé à hauteur de 10 millions d'USD s'appuie sur 356 partenaires (secteur privé, ONG et organisations internationales) qui fournissent un appui matériel, en nature, technique, et financier en matière de prévention de la traite des personnes. Les principaux succès de l'activité pour l'exercice 2019 sont les suivants:

- fourniture d'un soutien matériel, en nature, technique et financier par 249 partenaires (secteur privé, ONG et organisations internationales) en matière de prévention de la traite des personnes;
- création d'une nouvelle plate-forme de recherche d'emploi en ligne ("Bong Pheak") à l'intention des travailleurs peu qualifiés ou non qualifiés. La plate-forme a permis, à ce jour, à 780 Cambodgiens de trouver un emploi;
- distribution de 23 801 matériels d'information, d'enseignement et de communication (IEC) nouveaux et existants sur la traite des personnes;
- fourniture d'une aide à 845 personnes exposées à la traite des personnes.

#### **12.1.4 Programme de réadaptation et de fourniture de prothèses pour les personnes handicapées – Cambodge**

254. Financé par l'USAID, le programme vise à garantir la qualité des services et des appareils et à renforcer les capacités de trois centres de réadaptation pour personnes handicapées. Il a également pour objectifs l'égalisation des chances, la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale des personnes handicapées par le biais d'activités de réadaptation communautaire. En 2018, 2 725 personnes handicapées ont bénéficié de services et 15 activités de formation ont été réalisées afin de renforcer les capacités du personnel chargé des services de réadaptation. Le coût total de ce programme est estimé à 1,9 million d'USD. Les principaux succès enregistrés pendant l'exercice 2019 sont les suivants:

- prestation de services de rééducation physique à 5 388 personnes handicapées dans 3 centres de rééducation à Phnom Penh, Prey Veng et Kratie;
- fourniture d'une aide à 712 personnes handicapées par le biais d'activités de réadaptation communautaires (versement de petites sommes pour aider à la génération de revenus, intervention de groupes d'entraide, et dispense de conseils en matière de formation professionnelle);
- distribution de 2 049 dispositifs d'assistance (prothèses, orthèses et fauteuils roulants) à des personnes handicapées;
- fourniture d'un soutien financier et technique par 8 organisations de personnes handicapées pour assurer la plus grande visibilité de ces personnes au sein de leur communauté;
- transfert de la gestion de 3 centres de rééducation (à Phnom Penh, Prey Veng et Kratie) au gouvernement cambodgien.

#### **12.1.5 Projet "Nyeny City" – Togo**

255. Le "hackathon" de décentralisation de l'Ambassade réalisé en juin 2018 a mené à la création d'une plate-forme en ligne prometteuse pour aider les collectivités locales à fournir des services de qualité. Ce modèle sera mis en œuvre dans le cadre du projet "Nyeny City". Ce projet, prévu pour durer huit mois, sera réalisé dans le quartier de Zio, à environ 45 minutes de Lomé. Un groupe de jeunes militants de la société civile et de codeurs travaillera main dans la main avec les autorités locales de Zio pour intégrer la plate-forme et la mettre en service. Pour évaluer la réussite du projet, on déterminera s'il a permis d'améliorer les services et d'en accroître l'efficacité. En 2019, la plate-forme a bénéficié d'un large soutien dans les villes où elle a été introduite et est en cours d'expansion.

#### **12.1.6 Programme d'autonomisation des travailleurs – Volet 1 – Bangladesh**

256. Le programme améliorera les conditions de travail au Bangladesh en renforçant la capacité des organisations de travailleurs indépendantes à défendre leurs droits et intérêts à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine. Il est divisé en volets et représente un investissement total prévu de 3,1 millions d'USD. Il soutiendra la formation d'organisations de travailleurs indépendantes dans l'industrie du prêt à porter et renforcera la capacité de ces organisations à défendre leurs droits et à négocier collectivement avec les employeurs. Le volet 1 visera spécifiquement à améliorer la représentation des travailleurs sur le lieu de travail en créant des organisations de travailleurs actives dans des usines ciblées, en renforçant les compétences des travailleurs d'usine pour qu'ils puissent faire valoir leurs droits et leurs intérêts sur leur lieu de travail, et en communiquant des

renseignements sur l'établissement de relations de travail constructives. La réalisation du volet 1 sera achevée en septembre 2019.

### **13 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU TRANSPORT**

257. Des organismes des États-Unis, y compris le Département d'État et le Département des transports (DOT), exécutent des programmes tels que "Cieux sûrs pour l'Afrique" (SSFA). Ce programme part du principe que la sécurité aérienne est une condition préalable du développement économique de l'Afrique au moyen de l'accroissement du commerce et de l'investissement. Le Programme SSFA a pour effet le renforcement durable de la sécurité aérienne en Afrique afin de contribuer au développement économique et à l'augmentation des investissements sur ce continent. Il vise principalement à accroître le nombre de pays africains qui satisfont aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Grâce au programme, le DOT a formé directement des spécialistes africains dans le cadre de l'Administration fédérale de l'aviation des États-Unis, aussi bien aux États-Unis que sur place. Ces activités de renforcement des capacités ont permis à des milliers d'employés de recevoir une formation de pointe en matière de navigabilité, d'exploitation, de navigation aérienne, de sécurité aérienne (en partenariat avec l'Administration de la sécurité des transports), et de processus et procédures d'enquête en cas d'accident (en partenariat avec le Comité national de la sécurité des transports des États-Unis). Les participants au Programme SSFA comprennent plusieurs PMA, y compris l'Angola, le Cameroun, le Mali et la Tanzanie. Le Programme SSFA a aussi inclus des activités régionales de sensibilisation par le biais de la CAE et du Groupe de l'Accord de Banjul (voir [http://www.nts.gov/news/events/Documents/Safe\\_Skies\\_for\\_Africa.pdf](http://www.nts.gov/news/events/Documents/Safe_Skies_for_Africa.pdf)).

#### **13.1 Projet Connectivity Squared – Libéria**

258. En juillet 2017, l'USAID, Google et le gouvernement du Libéria ont lancé le projet Google Link afin que Monrovia, la capitale du pays, dispose d'une infrastructure haut débit de qualité supérieure, fiable et abordable. Grâce à un coinvestissement de 12 millions d'USD en espèces et en nature, ce partenariat public-privé donne accès aux systèmes d'information et de communication nécessaires pour prévenir et détecter les futures épidémies avant leur éclosion afin d'aider le Libéria à passer de l'intervention au relèvement et à la préparation aux situations d'urgence. Cette initiative vise à renforcer les systèmes essentiels de santé, d'éducation et d'administration publique en généralisant l'accès à Internet dans la capitale et pour, à terme, libérer le potentiel de l'économie numérique pour les Libériens. Actuellement, seulement 5% des Libériens ont accès à Internet. En mars 2019, plus de 200 km d'infrastructures de fibre optique avaient été installés à Monrovia. Grâce à une aide supplémentaire de 8,2 millions d'USD, fournie dans le cadre des activités menées par l'USAID en faveur du Libéria numérique et de la gouvernance électronique, 51 institutions publiques, dont 2 hôpitaux publics, sont connectées à Internet.

---